

LE MONDE  
DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3.50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 200 m. ;  
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,  
30 fr. ; Canada, 5 1/10 ; Côte d'Ivoire, 255 F CFA ;  
Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grèce, 30 p. ;  
Irlande, 40 sh. ; Israël, 125 m. ; Italie, 60 l. ;  
Japon, 400 y. ; Liban, 220 p. ; Luxembourg, 20 F ;  
Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,  
40 esc. ; Royaume-Uni, 240 p. ; Suède, 4 kr. ;  
Suisse, 1,30 fr. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;  
Yugoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements 1981 :  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 209-25 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La nouvelle diplomatie américaine

### M. François-Poncet à Washington

Le défilé des ministres européens à Washington fait partie du rite américain de passage des pouvoirs. Lundi, M. François-Poncet mettra ses pas dans ceux de son collègue italien, M. Colombo, et précédera de peu Mme Thatcher (en Grande-Bretagne). Relations spéciales obligent, c'est le premier ministre qui traverse l'Atlantique, puis le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher.

De toute nouvelle équipe de la Maison Blanche, les Européens attendent à la fois plus de sécurité et plus d'ouverture — ce qui ne va pas, parfois, sans contradiction.

Plus de sécurité signifie plus de charité et de fermeté face à l'U.R.S.S. De Gaulle, le tout premier, incitait les présidents des Etats-Unis à ne rien céder à Moscou dans les grandes crises (Berlin, affaire de l'U-2, Cuba), et Georges Pompidou, renouant avec le président Nixon, soulignait l'extrême importance qu'il attachait au maintien des forces américaines en Europe. Ainsi la plupart des Européens ont-ils vu avec satisfaction que d'appréhension un président musclé succéder à l'hésitant M. Carter.

Quant à l'ouverture, les Européens l'espèrent d'abord envers eux-mêmes. A cet égard, l'équipe Reagan a bien débuté en consultant ses alliés en toutes occasions. Mais il s'agit aussi d'ouverture à l'égard du tiers-monde (dans un dialogue Nord-Sud, par exemple, qui n'en finit pas de commencer), et même à l'égard de l'U.R.S.S., car nul en Europe ne souhaite un retour à la guerre froide.

Or c'est sur deux théâtres éloignés de l'Europe que les risques de divergence sont les plus nets : l'Afrique australe, où les « nouveaux Américains » sont peu enclins à encourager l'évolution en faveur des Noirs, et surtout l'Amérique centrale. On peut se demander pourquoi Washington avait besoin de se lancer dans une campagne intensive de propagande en Europe à propos du Salvador et de faire de ce problème une sorte de test de la solidarité alliée. Quelles que soient leurs sympathies, les Européens n'ont guère les moyens de peser sur les affrontements militaires en cours dans la région.

Croit-on sérieusement, à Washington, que l'envoi de poudre de lait aux populations du Salvador, par la Communauté, est de nature à faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre ? Dans ces conditions, la mission en Europe de M. Eagleburger, l'assistant de M. Haig, est apparue inutilement provocatrice, notamment en Allemagne où M. Schmidt n'avait pas besoin de cette nouvelle pomme de discorde avec la gauche de son propre parti.

Il semble que M. François-Poncet, plus compréhensif, soit prêt à juger convenablement les témoignages d'opposition soviétique accumulés par la C.I.A. Il profitera, en tout cas, de son séjour aux Etats-Unis pour condamner toute ingérence dans les affaires de la région. Mais il n'en préconisera pas moins une solution politique et la mise en œuvre du programme d'aide humanitaire à toutes les populations.

Pour la plupart des Européens, en effet, la solution des problèmes de l'Amérique centrale, comme du reste du tiers-monde, passe par une politique de réformes et doit tenir compte des conditions locales. Les « nouveaux Américains » de M. Reagan ont tendance, eux, à s'interposer exclusivement en termes militaires et de rivalité Est-Ouest, sans trop s'arrêter aux nuances. Cette différence d'approche est un premier hiatus dans la « solidarité alliée » que l'on cherche à restaurer des deux côtés de l'Atlantique.

- M. Reagan amorce un rapprochement avec le régime chilien
- Une personnalité ultra-conservatrice est chargée des droits de l'homme

Amorçant un rapprochement avec le régime du général Pinochet, le président Reagan a autorisé, le vendredi 20 février, la banque américaine d'import-export (Exim Bank) à financer des exportations au Chili. Cette décision intervient au moment où les Etats-Unis, après avoir exposé à leurs alliés leurs graves « préoccupations » liées par des « preuves » à propos du soutien accordé par le camp socialiste aux guérilleros du Salvador, se préparent à rendre public, lundi, un « exposé détaillé » de leurs griefs. Le secrétaire d'Etat, M. Haig, a de nouveau dénoncé vendredi les « nations qui interviennent illégalement dans cet hémisphère par la fourniture d'armes ». Mis en cause, le Vietnam a démenti des « allégations entièrement fabriquées ».

D'autre part, M. Reagan a désigné au poste d'assistant au secrétaire d'Etat pour les droits de l'homme M. Ernest Lefever, une personnalité ultra-conservatrice dont, en toute hypothèse, le rôle semble devoir être des plus symboliques.

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis veulent améliorer leurs relations avec le Chili, qui s'étaient beaucoup dégradées sous la présidence de M. Carter. Un premier pas a été fait dans ce sens, le vendredi 20 février, par la levée de deux sanctions. D'une part l'Exim Bank est de nouveau autorisée à financer les exportations américaines vers ce pays, après une interruption de quinze mois. D'autre part, la marine chilienne sera invitée à participer aux manœuvres navales interaméricaines, dont elle avait été écartée le 16 juin 1980. On laisse entendre que d'autres mesures sont à l'étude pour normaliser progressivement les rapports entre les deux capitales.

M. Carter n'appréciait nullement la manière dont le général Pinochet exerçait le pouvoir. En particulier, l'assassinat à Washington, le 21 septembre 1976, d'Orlando Letelier, ancien ministre chilien des affaires étrangères, demeurait une source de tension. On s'était aperçu, en effet, que ce meurtre avait été préparé à Santiago. Les Etats-Unis portaient leurs soupçons sur trois membres des forces armées, dont le colonel Espinoza et le capitaine Fernandez. Malgré les demandes répétées de la justice américaine appuyées par le gouvernement fédéral, il ne fut jamais possible d'entendre ces militaires. Les autorités chiliennes refusèrent toute collaboration, amenant M. Carter à réduire les effectifs de son ambassade et à diminuer fortement l'aide économique. Le gouvernement du général Pinochet fut accusé en novembre 1979 d'avoir « en fait donné son aval à un acte de terrorisme international ».

La décision de M. Reagan émise dans un projet d'ensemble, Washington ne veut plus que sa politique latino-américaine soit influencée par des considérations humanitaires. C'est la sécurité qui compte, non les droits de l'homme. Ceux-ci seraient menacés avant toute chose par les « terroristes internationaux ».

Plusieurs sénateurs démocrates n'ont pas manqué vendredi de souligner la contradiction. « En révoquant les sanctions contre le Chili, la nouvelle administration illustre bien mal sa campagne contre le terrorisme », a dit M. Clairborne Pell, membre de la commission des affaires étrangères.

M. Edward Kennedy a été plus direct : « L'administration s'associe à un régime militaire qui non seulement est engagé dans une répression contre ses propres citoyens, mais qui porte la responsabilité d'un assassinat politique ».

L'un des juges instructeurs de l'affaire, M. Lawrence Barcella, s'est étendu publiquement sur cette « récompense » pour non-collaboration avec la justice, tandis que Mme Isabel Letelier, veuve de l'ancien ministre, y a vu cependant « un jeu des terroristes ».

ROBERT SOLE

(Lire la suite page 4.)

### Point de vue

## Les rebelles du charbon

Cent soixante-dix mineurs occupent le puits de Destival, près d'Alès (Gard), depuis le 5 mai dernier, pour empêcher la fermeture de la dernière mine du pays, pour démontrer que le charbon conventionnel existe, qu'il est bon, qu'il est rentable. A leurs frais, à leurs risques, mais il faut voir les précautions rigoureuses qu'ils prennent — il n'y a pas eu d'accident depuis qu'ils s'autogèrent. Ils descendent donc à 800 mètres sous terre, ils arrachent et vendent à 1 000 francs la tonne l'anthracite 30/50, que vous payez, à qualité égale, 1 500 francs dans le commerce. Ils ne suffisent pas à la commande et doivent rationner : 1 tonne par client.

Ces quinze douzaines de grévistes actifs, ces Lip du charbon, sont de qui reste des vingt et un mille mineurs des Houillères nationales. Des « malcontents », des « opiniâtres », c'est ainsi

par  
JEAN-PIERRE CHABROL (\*)

qu'on avait d'abord nommé leurs ancêtres camésards. En renouant du puits, je regardais une poignée d'entre eux en train de cribler le charbon à la pelle, sur le carreau de Destival. Au-dessus de leurs têtes, en train de rouiller, les tapis roulants, les trémières, les gigantesques machines conçues pour cribler au plus vite des centaines de tonnes. Eux, là, ils continuent à remplir sac par sac leur camionnette de livraison. Ils brandissent un morceau d'anthracite brillante : « Voilà du charbon qui n'aurait jamais dû voir le jour ! Et on nous pourrait en justice pour ça... »

Derrière la colline, un terrain de la Meridionale des combustibles (jadis filiale des Houillères à 90 %). Des tas de charbon anglais, allemand, russe, marocain, polonais. Dessous : le charbon conventionnel. Ils étaient deux cent sept le 5 mai. Les manquants sont partis à la retraite. Plus de jeunes. Ces quadragénaires se désolent : « Le métier va se perdre. C'est par (\*) Ecrit à la main.

contact, au fond, qu'il s'apprend. Quand le pays en a le plus besoin, il n'a pas plus de mineurs. » Pourtant, des jeunes, pour « descendre », il s'en trouve. Les grévistes ont placé une table pendant deux heures devant l'AN.P.E. d'Alès : les candidatures ont afflué. Leurs yeux sont gênés, trop clairs sur fond noir : ce qu'on a pu leur offrir, pour renouer ! Quand il s'agit de supprimer un mineur, on dirait que l'argent ne manque plus : un an de salaire, déménagement gratuit, prime de réinstallation, logement... Ils ont refusé. « Ces mineurs conventionnels sont fous... », a soupiré un ministre. Ils perdent ainsi plusieurs millions d'anciennes francs parce qu'ils aiment leur métier, leur pays, parce que le charbon est là, sous leurs pieds. Allez leur parler, c'est pas croyable.

(Lire la suite page 11.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Syllogisme communiste

- 1) Georges Marchais affirmait souvent ces derniers temps que le parti socialiste poursuivait son ouvrage à droite.
  - 2) Eux, je prendrais des ministres socialistes, vient de déclarer Georges Marchais à Montigny-Lès-Cormeilles.
  - 3) Donc, Georges Marchais a viré à droite.
- Mais l'apprendre à Montigny-Lès-Cormeilles, c'est quand même... stupéfiant !

MICHEL CASTE

### MÉSADVENTURES DE FRANCIS COPPOLA

## La confiance et l'argent

Une fois de plus, Francis Coppola affronte une grave crise financière et, une fois de plus, Hollywood le regarde se débattre sans indulgence. Car sa volonté de se placer hors du système en le défiant ouvertement — jointe à ses déclarations mégalomanes et ses façons tapageuses — lui a aliéné la sympathie d'un grand nombre de la communauté cinématographique.

Certes, il a l'habitude des crises financières — « Je suis constamment à court d'argent », dit-il — sa carrière en est même jalonnée, mais son accumulation finit par susciter des doutes : prendrait-il des risques créatifs et financiers exorbitants ? Serait-ce de sa part volonté d'auto-destruction ? Serait-il irresponsable ? Incapable de résoudre ses propres contradictions ? Pour le moment, on

ne connaît pas la réponse à ces questions, que chacun ici se pose, mais il semble, en tout état de cause, que l'avenir de ses nouveaux studios de Los Angeles soit sérieusement compromis, avant même qu'ils aient pu faire leurs preuves.

On se souvient comment, avec *Apocalypse Now*, il avait déjà accumulé les risques et frôlé la catastrophe, puisque, ayant décidé d'assurer lui-même le financement du film, il avait dû hypothéquer ses biens et investir son argent personnel pour combler le déficit du budget, qui avait atteint quelque 30 millions de dollars, soit près du double du montant initial.

LISE BLOCH-MORHANGE

(Lire la suite page 7.)

### POINT

## Les excès des croisades

L'excès appelle l'excès et, parfois, le recherche. C'est évident dans le cas du parti communiste qui se retrouve, désormais, seul contre tous, situation qu'il affectionne lorsqu'il passe d'être le chantre de l'union des forces de gauche.

Par ses excès, le P.C. indispose, et pas seulement ses intellectuels. A Montigny, à Billancourt, à Massy, pour ne citer que quelques cas connus de réprobation publique, il y a eu des retours de manivelle. Manifestations souvent marginales mais qui témoignent d'un réel malaise.

Par leurs excès, certaines des réactions que fait naître le caractère délibérément provocateur des dernières initiatives communistes indisposent tout autant et font, d'une certaine manière, le jeu du P.C. N'est-il pas concevable de mettre en cause les moyens employés par ce parti et de reconnaître, parallèlement, la réalité des problèmes qu'il soulève ? L'implantation de ghettos de travailleurs immigrés dans les banlieues ouvrières est un fait, la propagation de l'usage de la drogue dans les classes populaires en est un autre : la droit d'expression n'existe pratiquement pas pour toute une partie de la société qui est privée de la parole, seul le temps de quelques minutes d'attention spectaculaires.

Les communistes ne savent peut-être pas s'y prendre lorsqu'ils disent cela ou agissent avec des arrière-pensées électoralistes (comme beaucoup en ce moment), mais n'en faut-il pas plus pour les classer parmi les racistes et les fascistes, pour faire l' amalgame entre campagne antidrogue et campagne anti-immigrés, pour voir dans M. Marchais un adepte du Ku Klux Klan ?

Le candidat communiste peut dénoncer à bon droit « un écorçant tapage » et énumérer toutes les basses pensées et les bas instincts qu'on prête généreusement à ses partisans. Le P.C.F. donne, il est vrai, l'impression de revenir en arrière, mais il n'est pas le seul. On peut contester ses plus récentes croisades sans pour autant relancer celle d'un certain anticommunisme, toujours prêt à servir, mais qui a pour effet d'exclure « démocratiquement » de la société politique une partie d'elle-même.

(Lire page 5.)

Le Monde

# étranger

## EUROPE

### Italie

#### APRÈS LES TREMBLEMENTS DE TERRE Où et comment reconstruire Naples ?

Après une nuit entière de négociations, les représentants des chômeurs organisés de Naples — dont deux mille sont restés jusqu'à l'aube sous les tentes de la préfecture — ont obtenu, vendredi 20 février, du commissaire extraordinaire pour la reconstruction, M. Lamberti, la promesse que des cours de formation professionnelle payée seraient organisés pour vingt mille personnes du 15 mars au 15 juin, afin de les préparer aux travaux de la reconstruction et de la mise en place de bâtiments préfabriqués. Est-ce l'amorce d'une détente du climat social, ou simplement un renvoi à la fin du printemps des problèmes du travail et du logement que le tremblement de terre du 23 novembre a rendus encore plus explosifs ?

Une semaine d'incidents et d'échauffourées largement amplifiées par la presse avait fait craindre que la situation ne devint totalement incontrôlable. Les syndicats restent préoccupés par « cette révolte de l'économie immergée » et par « cette foule manipulée », et ils craignent des provocations. La mairie est satisfaite des premiers résultats obtenus, mais insiste pour que ces promesses soient tenues.

De notre envoyé spécial

Naples. — Les « sans-logis » seraient entre cent vingt mille et cent quarante mille à Naples. Il s'agit là d'un chiffre approximatif. C'est de centaines de milliers de personnes dont les logements ont été jugés dangereux par les six cents experts de la mairie. Combien sont-ils vraiment ? Après deux semaines de secourisme, il faudrait refaire toutes les expertises. Sous le nom de « sans-logis », on range aussi bien celui qui est à la rue que celui dont le logement est le tout seul. Depuis l'échec de l'évacuation — onze morts — d'une aile de l'hospice des pauvres, que trois experts avaient pourtant estimé parfaitement stable, les techniciens de la mairie ont pris des responsabilités. Au moindre doute, ils préfèrent décrire l'évacuation de l'immeuble. D'autant que les propriétaires poussent en ce sens pour se débarrasser des locaux et obtenir les 100 % de crédits de reconstruction prévus par le projet de loi présenté par le gouvernement.

Comment différencier les dégâts dus aux tremblements de terre des lézards et fissures bien antérieures ? Dans cette ville construite sur un immense réseau de cavernes et de grottes, chaque forte pluie fait effondrer un ou deux immeubles parce que le toit se désagrège. Paradoxalement, cette pierre poreuse et ces cavernes ont limité les effets du séisme en amortissant l'onde de choc.

Restent néanmoins 140 000 personnes appartenant à la rue. Beaucoup y restent de peur d'habiter chez elles. Plus de 200 000 autres, en revanche, campent dans des wagons, des écoles, des hôtels réquisitionnés, voire des balcons ou des ruelles. Mais le plus urgent est néanmoins l'installation de quelques dizaines de milliers de bâtiments préfabriqués. Faisait-il le séisme, la ville, déjà bondée, avait de garantir l'économie de la survie ou les installer dans les quartiers périphériques, au-delà des collines où existe l'espace ? Tous les partis se sont divisés sur l'argument.

« Les luttes pour l'occupation des maisons ont changé de caractère depuis le séisme », constate M. Gianni, ancien militant d'extrême gauche devenu urbaniste à la mairie. « Les occupations sauvages, ajoute-t-il, signifient désormais le vol de logements à quelques-uns qui en ont le plus besoin : c'est le régime de la loi du plus malin. » Non sans démagogie, les comités parlent de 20 000 logements vides que la

mairie pourrait réquisitionner. Au maximum, il y en a un millier. L'impulsion face aux problèmes immédiats contraste avec la portée et l'ampleur des « événements possibles » évoqués pour la ville. Au sein même de tous les camps d'habitants, la crainte du maintien de la population dans le centre et celle de la création d'une ville satellite. A part quelques nostalgiques ou quelques désespérés, personne ne doute qu'il ne faille assainir le centre-ville, donc en évacuer une partie des habitants. Mais l'expérience faite des capacités de planification et d'efficacité de l'Etat, mieux vaut tout en réduisant la densité de la population, partir de ce qui est rationnel, à savoir l'économie souterraine, en développant une petite industrie qui s'intègre dans les traditions de l'artisanat napolitain.

#### De la plèbe au prolétariat

C'est la thèse du sociologue Domenico De Masi, ou de l'historien Giuseppe Galasso (républicain), selon qui il faut « maintenir la cohésion interclassiste du centre historique qui est aussi le centre du problème de Naples ». L'autre tendance, celle des « modernistes », pense qu'il faut « en finir avec la cité-bastion, napolitaine et transformer cette plèbe en prolétariat en démantelant profondément l'agglomération, maintenant de pure implantation de petites et moyennes industries, réseaux de transports et construction d'immeubles ». C'est la thèse de M. Campagna, républicain, actuel ministre de l'Intérieur, et de M. P. C. P., préfet de la région. Il pense plutôt à un « second Naples » à une trentaine de kilomètres de la ville ; d'autres, notamment au parti socialiste et au P.C., préfèrent la possibilité de petites villes satellites plus proches.

Tous sont néanmoins convaincus que, sans l'installation prioritaire des « activités productives », les gens refuseront d'aller dans les nouveaux quartiers, ou bien les nouveaux centres de transformation en ghettos modernes. « Avec des formes de délinquance beaucoup plus violentes que la « débrouille ». Le problème est d'autant plus brûlant que le crime organisé napolitain, la Camorra, tend à devenir une organisation comme la Mafia sicilienne, reculant l'argent de la drogue dans la construction immobilière et intervenant directement dans les grands circuits économiques. Le pacte des milliards de la reconstruction ne peut qu'aggraver et aggraver le phénomène. MARC SÉMO.

### Espagne

#### EN ENLEVANT TROIS CONSULS AU PAYS BASQUE L'ETA politico-militaire a lancé un défi au gouvernement et à la branche militaire de l'organisation séparatiste

M. Calvo Sotelo n'a pas obtenu l'investiture à la majorité absolue

De notre correspondant

Madrid. — L'enlèvement par l'ETA politico-militaire de trois consuls honoraires et l'échec au Parlement de M. Leopoldo Calvo Sotelo, vendredi 20 février, ont mis en évidence la gravité de la crise politique.

Pendant que le successeur désigné de M. Adolfo Suarez affrontait les critiques des communistes et des socialistes, certains déjà de ne pas obtenir la majorité absolue, qui leur aurait permis d'éviter un second vote d'investiture lundi, les policiers fouillaient vainement le Pays basque à la recherche de savants qui avaient plusieurs heures d'avance sur eux.

La nouvelle des enlèvements est tombée sur les téléspectateurs au moment où les députés arrivaient au Parlement. On apprendit par la suite que les consuls du Portugal et d'Allemagne fédérale à Saint-Sébastien avaient de peu échappé au commando de l'ETA politico-militaire.

Le scénario des trois enlèvements a été identique. Des militants basques masqués et armés se sont introduits aux domiciles des consuls, les emmenant, mais laissant une arrière-garde chargée d'empêcher les familles des victimes de pénétrer dans la police avant le matin. Grâce à ce délai, ils ont pu gagner leur refuge bien avant la mise en place des barreaux.

Il est clair que le « poli-milita » ont voulu démontrer, par cette

opération spectaculaire, leur force et leur organisation quelque peu ternies par les échecs techniques de la guerre des vacances d'été dernier. Ils ont pu frapper simultanément dans deux des principales provinces basques (la troisième, Victoria, n'a pas de consuls) et à Pamplonne, que leur vie ne soit pas en danger. Selon la famille du consul d'Uruguay, les ravisseurs lui ont dit qu'il devait attendre sa valise pour quinze jours au moins, mais qu'il ne lui arriverait rien.

Dans la soirée, l'ETA politico-militaire a diffusé un communiqué indiquant que les enlèvements avaient pour but d'attirer l'attention internationale sur les atteintes aux libertés en Espagne et, en particulier, sur la mort de José Arangui, militant de l'Union militaire de l'ETA à la prison de Carabanchel la semaine dernière.

Sans formuler d'exigences à proprement parler, le communiqué déclare que le développement de l'autonomie du Pays basque passe par l'annulation des prisonniers et des exilés, la purge des éléments « franchistes » de la police, l'abolition de la loi antiterroriste qui permet la garde à vue au secret pendant dix jours, la démission du ministre de l'Intérieur, M. Juan José Rosón, un rétrograde sur l'indépendance de la Navarre à l'Espagne.

et un autre sur la centrale nucléaire de Lemona, dont l'ingénieur en chef a récemment été assassiné par l'aile militaire de l'ETA.

Le communiqué indique que le sort des trois consuls dépend de la réponse du gouvernement sur ces points. Il semble, toutefois, que leur vie ne soit pas en danger. Selon la famille du consul d'Uruguay, les ravisseurs lui ont dit qu'il devait attendre sa valise pour quinze jours au moins, mais qu'il ne lui arriverait rien.

#### Pour sept voix

Pendant ce temps, M. Calvo Sotelo faisait face à l'honneur corréatif du secrétaire général du parti communiste, M. Carrillo, et s'acharnait vers une seule défaite qui le forcerait à revenir lundi demander aux députés la majorité relative pour former un gouvernement.

M. Calvo Sotelo a finalement marqué de 7 voix la majorité absolue qu'exige la Constitution espagnole au premier tour d'un débat d'investiture. Il a obtenu 189 votes (des 185 de l'Union du centre démocratique, trois de la Coalition démocratique (droite)

et celui d'un député navarraise, contre 158 (ceux du parti socialiste ouvrier, du parti communiste, du parti nationaliste basque, du parti socialiste andalou et de sept députés du groupe mixte). Les nationalistes catalans et l'Alliance populaire de M. Fraga se sont abstenus.

Certes, M. Calvo Sotelo est assuré de l'investiture à la majorité simple lundi. Mais M. Felipe Gonzalez et M. Carrillo ont eu beau jeu de souligner la fragilité de ce gouvernement minoritaire. M. Suarez avait obtenu 184 voix lors de sa seconde investiture en 1979, et 180 lors de la dernière question de confiance en septembre 1980.

Pendant la dernière journée de débats, MM. Carrillo et Felipe Gonzalez ont réaffirmé leur opposition à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, que souhaite M. Calvo Sotelo, et critiqué le conservatisme et l'impression de son programme.

Il ont vainement tenté d'obtenir de lui une réponse claire sur le sort du projet de loi sur le divorce, qui divise profondément l'U.C.D. M. Calvo Sotelo a seulement répondu qu'il ne retirerait pas le projet de loi, mais qu'il appartiendrait aux groupes parlementaires de décider.

(Interim.)

## En attendant l'homme fort...

(Suite de la première page.)

Trois bourrasques de neige ont mouillé le sol de la Castille la semaine dernière, mais c'était les premières gouttes depuis le mois de mai 1980. De Burgos à Séville, l'Espagne subit sa plus grave sécheresse depuis un siècle. La situation est catastrophique au sud de Madrid, à Ciudad-Real ou à Badajoz, où le rationnement de l'eau a été instauré. En Estrémadure, les troupeaux meurent. Parmi tous les fleuves qui frappent le pays depuis un an, la sécheresse n'est pas le moindre.

Les gratifiés, barons de l'humour du peuple sur les murs de Madrid, illustrent, par le mode ironique l'évolution du esprit. « Avec Franco, on vivait mieux. » A l'autisme dernier, ce qui était un peu plus qu'une boutade traduisait l'agacement devant les difficultés croissantes de la vie quotidienne. En février 1981, un nouveau slogan est apparu à l'université de Madrid : « Avec Franco, il pleuvait... »

La grave crise politique ouverte avec la démission inattendue de M. Suarez a fait apparaître un véritable vide au pouvoir. Les derniers remaniements ministériels, opérés par M. Suarez pour tenter de rassembler l'unité chancelante de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), étaient jugés par les Espagnols comme des replâtrages sans grandeur. Son départ-surprise, la vaine des consultations, les accords de coalition, le spectacle déprimant du congrès de l'U.C.D. de Palma de Majorque, du 6 au 8 février, les départs de leaders de toutes les formations politiques à la télévision n'ont pas contribué à relever le prestige des deux parlementaires devant l'opinion.

Il est difficile aujourd'hui à Madrid de rencontrer un Espagnol qui ne juge pas sévèrement la classe politique. Difficile aussi, alors que les problèmes graves de tous ordres s'accumulent à l'horizon (et la redoutable question basque est plus que jamais en tête de liste), de ne pas entendre de tous côtés ce souhait : « Il nous faut un homme fort... » Certains ajoutent : « Peu importe s'il est militaire... »

#### Les « démarches » des militaires

En attendant un hypothétique caudillo, l'Espagne s'interroge sur les chances de M. Calvo Sotelo, désigné par l'U.C.D. et le roi Juan Carlos pour succéder à M. Suarez à la présidence du gouvernement, de pouvoir affronter les « vrais problèmes ». Et dans l'ensemble, elle est sceptique. M. Calvo Sotelo, nouveau du leader monarchiste assassiné à la veille de la guerre civile (un meurtre politique qui avait donné le signal du soulèvement franquiste), n'a ni le charisme, ni l'habileté, ni les moyens politiques dont disposait M. Suarez à l'heure de ses triomphes. Il doit composer entre une aile gauche et une aile

droite d'un parti centriste dont la cohésion semble bien fragile.

Homme des banques, issu du national-catholisme franquiste, il est plus à droite que M. Suarez, qui avait multiplié les concessions aux socialistes-démocrates de son parti. Mais, membre de l'U.C.D., il doit également assurer le feu roulant de l'Alliance populaire de M. Fraga, l'ancien ministre de Franco et l'homme qui monta, dont le rêve de rassemblement d'une nouvelle « grande droite » (un remake 1981 de la Confédération des droites espagnoles des années 30) ne peut se réaliser qu'au prix de l'éclatement du parti centriste.

Même s'il obtient l'investiture du Congrès des députés, M. Calvo Sotelo s'engage dans une épreuve difficile et semée d'embûches sous les regards d'une opinion désabusée et frondeuse. La politique, en 1981, fait partie des motifs de mécontentement de l'Espagnol.

Jeune et brillant directeur du quotidien *El País*, le plus beau fleuron de la presse post-franquiste, Juan Luis Cebrian est encore, si possible, plus pessimiste que la plupart de ses concitoyens. Dans un ouvrage concis et amer (1), il ne voit d'autre terme que la « peur » pour définir le moment politique actuel. Peur du chômage, peur d'entreprendre, peur de la délinquance, peur du terrorisme d'extrême droite ou d'extrême gauche. Craintes, selon lui, « historiques et presque congénitales du coup d'Etat militaire ». Pour que le problème basque, ce cancer de la jeune démocratie espagnole, ne finisse par ronger les institutions, n'incite les militaires à multiplier les « démarches » auprès d'un roi respecté mais que l'on encourage de plus en plus à sortir de son rôle de gardien de la Constitution et d'arbitre.

#### Une peur diffuse

D'un point de vue européen, la situation espagnole est sérieuse mais elle n'est pas dramatique, à l'exception de la question basque, facteur numéro un de déstabilisation. Inflation, chômage, crise de l'énergie, grèves, revendications sociales : ces symptômes se retrouvent ailleurs dans le monde industrialisé. Le divorce, l'avortement légalisé, la pornographie étalée ne font pas s'effondrer les démocraties occidentales. Après cinq ans d'expérience démocratique, bien des Espagnols restent hostiles à une libéralisation excessive des mœurs. Ils l'étaient avant mais le proclamation moins, ils pratiquaient moins l'amaigrissement, comme aujourd'hui, rejetant sur le nouveau régime la responsabilité de tous les maux.

Ce qui a vraiment changé, c'est un climat. L'Espagne est passée de l'euphorie, de l'enthousiasme des premières années de la transition à la perte de confiance et au renfermement.

(1) *La España que buscamos*, Juan Luis Cebrian, Ediciones Taurus, Madrid.

ment. Un exemple : en restant plus de quatre ans au gouvernement, M. Suarez a réalisé un exploit dans ce pays si difficile à diriger et si assuré le passage pacifique de la dictature à la démocratie. Il y a seulement deux ans, sa cote était au plus haut niveau. Bien peu d'Espagnols lui reconnaissent aujourd'hui le moindre mérite.

Si la peur est diffuse dans les profondeurs de la nation, la crainte, en revanche, a quitté les tenants avoués de l'ancien régime. Grâce à la bonne volonté des partis de gauche, il n'y a pas eu après 1975 rupture majeure avec le passé. La police, la justice, l'administration, l'armée, étaient par la force des choses restées largement imprégnées d'esprit franquiste. Au moment où les Espagnols s'efforcent de la débarrasser de la classe politique, les « institutions » traditionnelles redonnent de la voix. L'Eglise, qui se repaît sur son conservatisme séculaire pour condamner sans appel le projet de loi de divorce et intervenir directement dans la crise politique, l'armée, fidèle au roi et à la Constitution, mais attentive à ce que carabin finisse ne soient pas franchies, et qui tolère que certains de ses membres lancent des appels publics au soulèvement militaire. La police, qui torture à l'occasion comme on torturait sous Franco, ainsi que s'en offusque M. Blas Piñar, leader d'extrême droite ; qui est exaspérée par la longue liste de ses officiers assassinés par le terrorisme de l'ETA, et qui s'indigne aujourd'hui de l'indignation d'une opinion choquée par la mort sous la torture et en prison d'un militant de l'ETA.

Le terrorisme de l'ETA n'est pas banal et il ne sera pas aisé à juguler. Il s'appuie sur une base dévote et militante. Pour la coalition Herri Batasuna, bras politique de l'ETA militaire, la mort de José Arangui est un « crime d'Etat ». Pour les militaires, la présence de militants de l'ETA, visages masqués, à la tête de la manifestation lors des obsèques d'Arangui, est une « inqualifiable provocation ». L'abîme entre ces deux jugements montre que l'abécès basque risque pour longtemps encore de menacer gravement la stabilité de la jeune démocratie espagnole.

MARCEL NIEDERGAU.

● Le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, a condamné vendredi 20 février l'enlèvement des consuls honoraires d'Autriche, du Salvador et d'Uruguay, et lancé un appel pour leur libération immédiate. — (A.F.P.)

● Quatre cents personnes, dont soixante-dix font la grave de la faim, se sont enfermées vendredi 20 février, dans la mairie de Liérs, en Andalousie, pour protester contre le chômage. Elles dénoncent l'absence de fonds pour l'emploi communautaire, une allocation versée par le gouvernement aux salariés agricoles, en échange de travaux d'intérêt public. — (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Cambodge

● REPONDANT AUX DECLARATIONS DU PRINCE SIHANOUK au Monde (numéro du 18 février), qui proposait d'associer à ses conversations avec les Khmers rouges deux autres dirigeants nationalistes, MM. Son Sant et Penn Nouth, ce dernier, ancien premier ministre cambodgien résidant dans la région parisienne, nous a fait savoir qu'il n'avait « toujours pas reçu une telle convocation ». « Même si je la recevais, a-t-il ajouté, je ne pourrais pas répondre au prince qui mon état de santé et mes moyens financiers ne me permettent jamais d'effectuer un tel voyage en Corée du Nord. »

### El Salvador

● LE COLONEL MAJANO AURAIT ETE ENLEVÉ au Guatemala, a déclaré le vendredi 20 février, une station de télévision costaricienne, citant des sources non identifiées de l'opposition salvadorienne. L'un des principaux artisans du coup d'Etat militaire du 15 octobre 1979, le colonel Majano, avait été destitué, en décembre, de la junte de gouvernement du Salvador, après s'être plusieurs fois montré particulièrement critique vis-à-vis de ses collègues et de l'armée. Le 15 décembre,

il est entré dans la clandestinité, sans pour autant rejoindre les rangs des organisations armées salvadoriennes. (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

● TROIS DEPUTES TRAVAILLISTES ont donné leur démission du Labour vendredi 20 février pour rejoindre le Conseil pour la social-démocratie (C.S.D.), qui doit donner naissance à un nouveau parti de centre gauche. Il s'agit de MM. Ellis, Crawshaw et Wright. Ils ont indiqué qu'ils ne renonceraient pas à leur mandat parlementaire. M. Tom Bradbury, ancien président du Labour, a d'autre part déclaré qu'il ne se représenterait pas sous l'étiquette travailliste lors des élections générales. — (A.F.P.)

### Indonésie

● TROIS DEPUTES MUSULMANS ont accusé des responsables des forces de sécurité indonésiennes d'être responsables du massacre de cinquante-une personnes dans le district de Jember (Java de l'est). Selon ces parlementaires, ce massacre, dont des notables musulmans locaux et des policiers ont été victimes, serait une mesure d'intimidation avant les élections légis-

latives de 1980, le gouvernement voulant assurer la prééminence de sa formation politique, le Golkar. — (A.F.P.)

### Mozambique

● QUATRE « CONTRE-REVOLUTIONNAIRES » condamnés à mort par un tribunal militaire à Luanda, dans le nord du Mozambique, ont été exécutés, a annoncé vendredi 20 février l'agence de presse nationale. Les quatre hommes avaient été déclarés coupables de rébellion armée et de « terrorisme ». Selon l'agence, ils dirigeaient l'organisation « Afrique libre » installée au Malawi, qui serait responsable d'une série d'assassinats et d'attentats au Mozambique. — (A.F.P.)

### Ouganda

● LES AUTORITES OUGANDAISES ont arrêté deux parlementaires du parti démocratique (D.F.), principale formation d'opposition, ont annoncé, vendredi 20 février à Kampala, des responsables du régime. Les deux députés, MM. Yoweri Kyesimira, ancien ministre de l'Industrie, et Eriyab Muzira, ancien secrétaire permanent au ministère de la Santé. Ces arrestations portent à cinq le nombre de responsables de l'opposition actuellement détenus. — (A.F.P.)

20 11 150



EUROPE

# L'U.R.S.S. à la veille du XXVI<sup>e</sup> congrès

## II. — La détente, mais...

De notre correspondant DANIEL VERNET

Dans un premier article (le Monde du 21 février), notre correspondant à Moscou a décrit le climat de politique intérieure qui a entouré la préparation du XXVI<sup>e</sup> congrès du parti, dont les travaux commenceront le 23 février. L'équipe dirigeante actuelle se caractérise par une grande stabilité, et les thèmes proposés à la discussion, sur le plan de la gestion économique et du rôle du parti, n'ont guère changé par rapport aux congrès précédents.

Moscou. — « Nous ne cachons pas que, pour nous, la détente permet l'instauration de conditions favorables à la réédification socialiste et communiste. » Cette citation de M. Brejnev au vingtième congrès du parti communiste soviétique, en février 1976, aurait-elle été ignorée ou oubliée par les dirigeants occidentaux ? Comme l'a avoué l'ancien président Carter avec une certaine naïveté, l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan paraît avoir ouvert les yeux sur les intentions véritables du Kremlin. Elle a porté un coup à la détente ou, comme diraient les Soviétiques, à la conception « falsifiée » que s'en faisaient les Occidentaux, puisque ces derniers n'avaient voulu en retirer que l'aspect de la coopération Est-Ouest.

Dans un article consacré à la politique extérieure de l'U.R.S.S., il devrait servir de base à la résolution du vingt-sixième congrès. M. Gromyko écrit que « la coexistence pacifique est une forme spécifique de la lutte des classes ». Elle exclut l'affrontement armé entre les deux systèmes socio-économiques qui se partagent le monde, mais n'implique pas un système communiste d'élargir son influence, puisque son renforcement correspond à l'évolution « objective » de l'histoire.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants de Moscou tiennent ce langage. Quand le président Reagan parle de la détente, « note à sens unique », ou que M. Giscard d'Estaing constate en termes plus choisis un « déplacement des positions d'influence dans le monde, qui

s'est largement effectué à l'avantage de l'Union soviétique », il ne faut qu'en prendre acte. L'erreur des Occidentaux ne leur est pas totalement imputable. S'il est vrai que le Kremlin a toujours insisté en principe sur les deux piliers de sa politique étrangère, l'équilibre global des forces et soutien aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale, il a parfois privilégié le premier, surtout dans les années d'euphorie de la détente. L'intervention cubaine en Angola, le soutien apporté à l'Éthiopie, le soutien en Indochine, avaient déjà amené les Occidentaux à se poser des questions. Mais on ne peut dénier aux Soviétiques le mérite de la franchise. Ils affichent leurs intentions avec un cynisme tel qu'ils ne sont pas toujours pris au mot.

En ce sens, pour citer toujours M. Gromyko, « il ne faut pas de doute » que le vingt-sixième congrès du parti confirmera l'orientation magistrale de la politique étrangère soviétique menée au nom de la paix, de la coopération internationale, de la liberté et de l'indépendance des peuples. L'U.R.S.S. est-elle ou non attachée à la détente ? Posée en ces termes, la question n'a pas de sens. Les Soviétiques ne veulent pas faire une croix sur la détente, du moins sur l'idée qu'ils s'en font et qu'ils ont plus ou moins réussi à imposer au cours des dernières années, même si le terme lui-même a disparu des slogans officiels pour le soixante-troisième anniversaire de la révolution russe. Ce qui les inquiète, c'est la découverte par l'Occident de cette dissymétrie et ses conséquences.

Les actuels maîtres du Kremlin ont renoncé au rêve de Khrouchchev, pour qui il fallait traquer et dépasser la première puissance capitaliste en termes de production économique et de niveau de vie. Ils ont situé la compétition à un autre niveau, celui des forces stratégiques, et ne négligent aucun effort pour atteindre en ce domaine la « parité » ou tout au moins la

reconnaissance de la parité. C'est pourquoi ils insistent à toute occasion sur l'importance du document signé par MM. Brejnev et Nixon en 1972, qui reconnaissait en quelque sorte à l'U.R.S.S. le statut de grande puissance : c'est aussi pourquoi ils voient dans toute augmentation des crédits militaires à l'Ouest une « tentative des puissances impérialistes de modifier à leur profit l'équilibre des forces militaires ». Ils attendent de la nouvelle administration américaine la définition d'une politique sur la limitation des armements stratégiques tenant compte de cette donnée, et ils avertissent qu'ils ne laisseront pas les États-Unis prendre un quelconque avantage sur eux. Ils soupçonnent M. Reagan de vouloir les entraîner dans une course aux armements avec l'Europe, « étant plus riches que nous », les États-Unis ne nous contraindront à accepter leur supériorité.

Si ce calcul existe, écrit récemment la *Litovskaya Gazeta*, il est voué à l'échec pour plusieurs raisons : notre peuple est prêt à se servir de ceinture et, en cas de danger, à se dresser comme un seul homme ; les Américains considèrent qu'ils sont plus riches que nous ; nous ne comptons pas nous laisser entraîner dans une course aux armements avec l'Europe, « étant plus riches que nous », les États-Unis ne nous contraindront à accepter leur supériorité.

### Pas de « troisième voie » entre les deux camps

Dans ces conditions, les Soviétiques multiplient les appels au « réalisme » : pour eux, le réalisme se définit bien souvent par l'acceptation du fait accompli en Afghanistan, au Cambodge ou ailleurs. Ils refusent de « lier » une entente Est-Ouest à une quelconque « retenue » de leur part ailleurs dans le monde. Le réalisme exige donc que l'on ne complique pas des négociations déjà très délicates sur les armements stratégiques en y mêlant d'autres problèmes épineux. A l'occasion d'un séminaire tenu à Moscou en référence à 1972 — que, dans une situation inversée, ils ont su séparer l'intérêt supérieur de l'humanité qu'impliquait une entente soviétique-américaine, par la solidarité avec le peuple vietnamien, victime d'une agression, d'autre part (le premier ministre Nikita Khrouchtchev a eu lieu au moment du séminaire) — les nord-vietnamiens et des bombardements sur Hanoï.

Ils ne nient pas l'existence d'un « lien » entre la détente et le sort du tiers-monde, mais ils l'appellent « lien de circonstance », et le différencient. Ils raisonnent à base de syllogismes tels que celui-ci : les « forces de progrès » sont le mouvement de libération nationale, le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés sont les meilleurs défenseurs de la détente. Élargir le camp des forces de progrès, c'est donc affermir la détente.

Une des conséquences de cette conception, c'est qu'il n'y a pas de « troisième voie » dans la do-

ctrine des relations internationales », selon l'expression de M. Boris Ponomarev, un des principaux responsables de la politique étrangère soviétique. D'après cette thèse, il n'y a pas de moyen terme entre la politique pacifiste de l'U.R.S.S. et la politique belliqueuse de l'impérialisme. Le véritable non-alignement consiste en une solidarité active avec l'U.R.S.S. et ses alliés.

Le Kremlin a martelé ce thème depuis que Cuba assure la prédominance du mouvement des non-alignés, et il l'a répété avec force pendant la récente conférence de New-Delhi. Les pays authentiquement non-alignés sont en fait favorables à l'U.R.S.S., ce sont ceux qui ont signé avec elle des traités d'amitié et de coopération. Le refus de considérer désormais le mouvement des non-alignés comme une entité a conduit à une évolution sensible de la diplomatie soviétique dans les pays du tiers-monde. Après la période des années 60, pendant laquelle elle soutenait avec une égale ferveur tous les pays nouvellement libérés, elle distingue maintenant entre libération politique et libération sociale, entre les États qui se sont engagés « sur la voie socialiste » et ceux qui s'accrochent au joug économique de l'impérialisme. A ces derniers, le Kremlin ne ménage plus ses critiques ; il n'hésite même plus à soutenir politiquement des mouvements de subversion contre leurs dirigeants.

La limite de cette politique tient dans la résistance que peuvent lui opposer les pays non-alignés eux-mêmes. Les différentes conférences indiennes, la réunion de New-Delhi et les commentaires embarrassés que la presse soviétique leur a consacrés montrent que l'invasion de l'Afghanistan a ébranlé la confiance que la rhétorique la plus habile ne suffirait pas à effacer. La polémique autour du terrorisme international a révélé aussi la sensibilité des Occidentaux à la question du soutien aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale, dont elle veut faire une dominante de sa propagande, plaçant ainsi les Occidentaux dans la position peu reluisante de défenseurs de régimes archaïques ou dictatoriaux.

Depuis le « programme de paix » des vingt-quatrième et vingt-cinquième congrès du parti, les trois aspects de son action extérieure : renforcer la cohésion du camp socialiste ; élargir le mouvement de libération ; maintenir la coopération avec l'Occident. L'ordre des priorités ne devrait pas changer à ce congrès et les Soviétiques ne devraient pas être abandonnés.

Au contraire, les dirigeants soviétiques pourraient, sans attendre d'en savoir plus sur les intentions américaines, lancer de nouvelles propositions pour favoriser la reprise des contacts, s'assurer les bonnes grâces des Européens de l'Ouest, qu'ils prennent soin, pour certains cas, de ne pas confondre dans la même réprobation que la même phase d'incertitude de la détente. Reste à savoir si leurs partenaires sont toujours disposés à accepter les mêmes règles du jeu.

FIN

### CORRESPONDANCE

#### Il y a soixante ans, l'U.R.S.S. annexait la Géorgie

Il y a soixante ans, le 21 février 1921, l'armée rouge imposait Tbilissi, capitale de la Géorgie, qui avait proclamé son indépendance le 26 mai 1918, indépendance que l'U.R.S.S. avait reconnue en 1920. Le fait est de pure l'histoire de la Géorgie est leur sans déclaration de guerre, mettant en œuvre pour la première fois un scénario d'annexion devenu classique depuis lors.

A ce propos, le prince Othar Amilakhvari, fils du héros de la révolution, nous écrit : « L'intensité de son sentiment national et l'originalité de sa culture ont fait qu'il a été, relativement, souvent question, ces derniers temps, de la Géorgie du Caucase. »

Le cinéma et les ensembles folkloriques ont aussi beaucoup appris au public occidental. On a pu se rendre compte à l'oreille que le géorgien ne ressemble pas au russe ; il s'écrit avec son propre alphabet, se chante à trois voix ou plus, tout autrement que le russe, peut-être comme le grec antique. Bref, la Géorgie existe, et ce n'est pas précisément un pays de « camp de la liberté » pour ces derniers. S'étant ainsi exprimés, ils ont l'impression qu'on écarte leurs doléances et que leurs problèmes sont pris en considération. C'est leur seule possibilité d'affirmer modestement sur des décisions prises en dehors d'eux. Manifestation d'une opinion atomisée, ce type de débats renvoie chacun à ses propres problèmes en le privant de tout moyen d'expression collective organisée.

D. V.

qu'emploie l'historien, par exemple, le professeur Lang, de l'université de Londres, dans son livre *A Modern History of Georgia* (Londres, 1963, p. 232).

Il y relate sans la moindre passion comment la conquête de la Géorgie par la Russie soviétique avait formellement reconnu l'indépendance — a été préparée aussitôt que l'affondrement de l'armée Wrangel en Crimée permit à l'armée rouge de l'envisager ; comment celle-ci, pour plus de facilité, s'est entendue avec les kémalistes ; comment la diplomatie soviétique a converti l'opération en représentant à Tbilissi, parfaitement au courant, y restant pour continuer à la démentir, alors qu'elle était engagée ; comment l'armée rouge fut son entrée dans Tbilissi, qui fut « libérée au milieu, au pillage et au viol » (p. 233) ; comment le « comité révolutionnaire » attendit prudemment la fin des opérations de nettoyage avant de s'aventurer dans la ville pour y proclamer la République soviétique, acte dont le président du parti communiste géorgien devait écrire lui-même, quelques mois plus tard, qu'il n'avait non seulement aucune base populaire, mais pas même de soutien dans le parti (p. 240) ; mieux encore : l'U.R.S.S. Il serait donc paradoxal que l'indépendance pour les géorgiens profitât à cette « Union indissoluble de peuples libres » que chante l'hymne soviétique. (...) Il y a soixante ans, l'armée rouge envahissait la Géorgie. L'invasion n'est pas un terme polémique en l'occurrence : c'est celui

### Pologne

## L'Union soviétique accorde à Varsovie un moratoire pour le paiement de sa dette

Le conseil des ministres polonais a examiné, vendredi 20 février, un certain nombre de mesures économiques et décidé de créer, à côté des commissions sur l'économie et les syndicats (confiées à MM. Jagielski et Rakowski), une troisième commission, dirigée aussi par un vice-premier ministre, M. Malinowski, qui s'occupera des produits alimentaires. Cet organisme sera consultatif et s'occupera de la gestion de la production agricole et de l'industrie alimentaire.

L'arrestation d'une jeune étudiante tchécoslovaque de vingt et un ans, Mlle Cvrckova, le 19 février à Lodz, a relancé la tension en milieu étudiant ; on peut craindre qu'elle ne débouche sur de nouvelles grèves au début de la semaine prochaine. Mlle Cvrckova, qui séjournerait en Pologne depuis plusieurs mois, se trouvait en situation irrégulière. Elle semble-t-il à un des animateurs du nouveau mouvement étudiant, elle était présente à l'université de Lodz durant toute la durée de la grève et a été arrêtée dès le lendemain de la signature de l'accord avec le ministère de l'éducation nationale. Cette affaire suscite un grand embarras des autorités gouvernementales. Dans la mesure où, selon les organes de police, la Tchécoslovaquie aurait déposé une demande d'extradition, il semble difficile dans ces conditions de libérer purement et simplement

Mlle Cvrckova, et difficile aussi de l'expulser en raison du danger de relance de la crise étudiante que cela comporterait. L'agence PAP a annoncé vendredi que l'U.R.S.S. avait accordé à la Pologne un moratoire de ses dettes. Elle a accepté de reporter à 1985 l'échéance des dettes contractées par Varsovie en 1976 et 1980. Cet ajournement porte notamment sur la part en devises fortes de 1,1 milliard de dollars accordé à Varsovie par l'U.R.S.S. à l'automne 1976. L'U.R.S.S. a accepté une réduction des livraisons polonaises prévues (charbon, cuivre, acide sulfurique et autres matières premières).

En vertu d'un nouvel accord de coopération signé le 19 février à Moscou, le montant total des échanges entre l'U.R.S.S. et la Pologne devrait atteindre, en 1981, 25 millions de dollars. L'Union soviétique, premier partenaire économique de la Pologne, absorbe le tiers des échanges extérieurs de Varsovie, avec un montant total de 25 millions de dollars dans les deux sens de 1976 à 1980.

Les principaux créanciers occidentaux de la Pologne doivent se réunir la semaine prochaine à Paris pour examiner l'état d'avancement de la restructuration de la dette extérieure polonaise, qui se monte, vis-à-vis de l'Occident, à plus de 24 milliards de dollars.

### Yougoslavie

## Un historien croate est condamné à trois ans de prison pour « propagande hostile »

De notre correspondant

Belgrade. — Le tribunal départemental de Zagreb a condamné, vendredi 20 février, l'historien et ancien général Franjo Tudjman à trois ans de détention et cinq ans de « privation de parole en public ». M. Tudjman était poursuivi pour « propagande hostile » à la Yougoslavie faite sous la forme de déclarations à des journalistes étrangers entre 1977 et 1980 (notamment à des quotidiens suédois et ouest-allemands) dans la position peu reluisante de défenseurs de régimes archaïques ou dictatoriaux.

La peine qui lui a été infligée est la peine minimale prévue par l'article 131 du Code pénal pour ce genre de délits, qui prévoit des peines de trois à quinze ans de détention. Dans ses attendus, la cour a reconnu à l'accusé des circonstances atténuantes, notamment le fait qu'il avait pris part à la guerre de 1941 à 1945 et qu'il a reçu des distinctions honorifiques en tant que résistant.

M. Tudjman a comparu devant le tribunal en présence de son avocat, qui a demandé la peine de prison à trois ans de détention et cinq ans de « privation de parole en public ». M. Tudjman n'a été non plus arrêté à l'issue de l'audience. La loi prévoit, il est vrai, que celui qui est condamné à moins de cinq ans de détention peut être laissé en liberté en attendant le jugement en appel. De tels cas sont rares surtout lorsqu'il s'agit de quelqu'un qui a déjà été condamné auparavant (un 1979) pour délit de « propagande hostile ». En tout cas, dès à présent, M. Tudjman court le risque de se voir incarner son enseignement l'interdiction de prendre la parole en public.

Un avocat grec, mandaté par Amnesty International, a pu assister au procès de l'historien croate.

PAUL YANKOVITCH.

### PROCHE-ORIENT

#### LE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

## Téhéran maintient son refus de négocier avant le retrait total des forces de Bagdad

A la suite de l'audience qu'il a accordée, vendredi 20 février, M. Olud Falmeh, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, le président Bani Sadr a déclaré, selon Radio-Téhéran, qu'une « négociation » n'aurait lieu que si les forces irakiennes occuperaient la plus petite parcelle du territoire irakien. Un collaborateur de l'ancien premier ministre suédois a résumé ainsi le message que celui-ci devait rencontrer de nouveau, ce samedi, le président iranien.

De son côté, M. Waldheim, qui séjourne au Caire, a déclaré, à l'arrivée, qu'il avait affirmé que l'Irak avait donné leur accord de principe au départ de soixante-douze navires étrangers bloqués dans le Chant-el-Arab depuis le début du conflit.

Selon la télévision iranienne, plusieurs personnes ont été blessées mercredi à Bandar-Abbas, port iranien situé sur le détroit d'Ormuz, lors de bagarres entre

« groupuscules liés à l'Est et à l'Ouest ». Au même moment, le jocré Kharazmi de Téhéran a été fermé à la suite d'incidents entre groupes politiques rivaux qui ont fait onze blessés, a rapporté samedi le journal *Mizan*. Jeudi, le quotidien *Asadegan* (proche des religieux radicaux) s'en était violemment pris aux « libéraux » (terme désignant les conservateurs) qui se seraient « regroupés » autour du président Bani Sadr, demandant qu'ils soient « repoussés avec détermination » (nos dernières éditions du 21 février). L'ayatollah Mousavi Ardebili, procureur général de l'Iran, a déclaré pour sa part, au cours de la prière du vendredi, que l'Iran traitait à la « catastrophe » si les divergences entre factions politiques n'étaient pas apaisées. Il a notamment reproché à certains journaux, qu'il n'a pas nommés, de « dresser les gens les uns contre les autres ». — (A.F.P., A.P.)

### Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- SCIENCES : Le C.N.R.S., archipel de la recherche, le début d'une enquête de Xavier Weeger.
- DEES : Catholique et juif ?
- ASIE : Les chrétiens du Japon attendent le pape, par Philippe Pons.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE : Le F.M.I. et le tiers-monde.

PAYS BASQUE  
au gouvernement  
tion séparatiste  
la majorité absolue

omme l'ère...

## AMÉRIQUES

### États-Unis

#### Un ultra-conservateur est nommé à la défense des droits de l'homme

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan ne compte pas la défense des droits de l'homme de la même manière que son prédécesseur. On en a eu une confirmation éclatante, vendredi 20 janvier, avec la nomination de M. Ernest W. Lefever, un conservateur notoire, au poste d'assistant du secrétaire d'État pour les droits de l'homme et les affaires humanitaires.

Quelque pressentie, cette décision scandalise les milieux libéraux et embarrasses des responsables républicains. Le général Haig lui-même, dit-on, ne s'y serait résigné qu'à contre-cœur. Mais la Maison Blanche voulait offrir une compensation aux extrémistes, écartés du département d'État alors qu'ils avaient joué un rôle actif pendant la campagne présidentielle.

Après de soixante et un ans, M. Lefever dirige un centre d'études politiques et éthiques à l'université Georgetown de Washington. C'était l'un des conseillers les plus sévères de M. Carter, même s'il se présentait le 13 février, dans une interview au New York Times comme « un modéré » et un « grand avocat des droits de l'homme ». En fait, ses préoccupations sont très différentes de celles de l'ancien président, pour ne pas dire diamétralement opposées.

« En termes de droits politiques, de liberté morale et de civilité culturelle, il y a une profonde différence entre les régimes autoritaires et les régimes totalitaires », écrit M. Lefever dans Policy Review. Les premiers, dit-il, permettent une certaine diversité (politique, culturelle, économique et religieuse), ils n'empêchent pas toute opposition de s'exprimer et sont capables d'évoluer vers la démocratie, comme en Grèce, en Espagne et au Portugal.

Contrairement à ce qu'on pourrait en conclure, le nouveau responsable du département d'État ne propose pas un simple changement de cible. Il ne dit pas que son pays doit se désintéresser des régimes autoritaires pro-soviétiques pour concentrer ses efforts sur la violation des droits de l'homme dans les régimes communistes. M. Lefever est un partisan résolu de la non-intervention, à l'est comme à l'ouest. « Notre

politique à l'égard de l'U.R.S.S., écrit-il en 1978, devrait être déterminée par nos intérêts politiques et notre sécurité. Elle n'a pas à être influencée, encore moins déterminée, par l'extension des violations des droits de l'homme en Union soviétique. »

Washington n'a pas, selon M. Lefever, à s'immiscer dans les affaires intérieures de pays amis « par une prédication publique d'une utilité limitée ». Il vaut mieux utiliser les voies discrètes de la diplomatie. Et encore, « il ne devrait être nécessaire à aucun État ami de passer un examen des droits de l'homme pour que nous établissions des relations commerciales normales avec lui, pour que nous lui vendions des armes, pour que nous lui fournissions une assistance économique ou militaire », déclarait en juillet 1979 le futur collaborateur du général Haig devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants.

On ne comprend pas très bien dans ces conditions pourquoi M. Lefever recevra un salaire. Son patron, le général Haig, a d'ailleurs annoncé qu'il ne s'occuperait désormais des droits de l'homme qu'en tant qu'« ultime recours ». Or, il existe au département d'État un bureau de lutte contre le terrorisme qui dirige un ambassadeur d'urgence mandaté. Tout se passe comme si l'on n'avait pas osé demander au Congrès l'extension du poste d'assistant aux droits de l'homme créé par M. Carter. Selon l'hebdomadaire de gauche The Nation, le nouveau titulaire aurait pu avoir été choisi par « un comité comprenant le président Chon de Corée du Sud, le premier ministre Botha d'Afrique du Sud et le président Pinochet du Chili ».

M. Lefever risque de rencontrer une forte opposition à la commission des affaires étrangères du Sénat. Outre ses idées, certains lui reprocheront des liens avec la société aulac Nestlé, qui avait financé son centre d'études dont il prit la défense dans un récent article du Wall Street Journal à propos des utilisations militaires de la non-intervention, des recours dans le tiers-monde. R. S.

### LA NOUVELLE DIPLOMATIE AMÉRICAINE

(Suite de la première page.) Washington continue, d'autre part, de braver le projecteur sur le Salvador. Selon le général Haig, secrétaire d'État, « la situation à l'égard de ce pays est nouvelle, qu'elle soit un sujet de nouvelle inquiétude pour les États-Unis », a-t-il dit. Au Congrès, tout le monde, ou presque, en convient. L'opposition démocrate a fait savoir à M. Reagan qu'elle appuierait une augmentation de l'aide économique et militaire à ce petit pays d'Amérique centrale, théâtre d'affrontements sanglants.

Le climat qui règne à Washington est illustré par des remarques très significatives d'un influent sénateur républicain, M. Charles Percy, président de la commission des affaires étrangères. Ce parlementaire ne se fait aucune illusion sur la jungle salvadorienne, qui « est aussi impopulaire que le gouvernement de Saigon » au cours de la guerre du Vietnam. Mais, selon M. Percy, les États-Unis doivent la soutenir, sinon le « cancer » (communiste) s'étendra à d'autres pays de la région.

Le département d'État vient de remettre aux ambassades des pays alliés un véritable réquisitoire contre l'Union soviétique et plusieurs gouvernements accusés de soutenir les mouvements d'extrême gauche au Salvador. Ces textes contiennent une chronologie

généralisée des activités de la guérilla depuis le 16 décembre 1979, avec les noms des personnes responsables par divers émissaires à Moscou, La Havane, Hanoï, Managua.

Le gouvernement américain dénonce « une campagne coordonnée de divers pays communistes et radicaux pour imposer une solution tiers-monde », selon un schéma « dérivé de l'agenda et en Ethiopie ». Même si des pays non communistes y participent, il ne fait aucun doute pour le département d'État que « la direction politique, l'organisation et l'armement de l'insurrection salvadorienne sont coordonnés et lourdement influencés par Cuba, avec l'appui actif de l'Union soviétique, de l'Allemagne de l'Est, du Vietnam et d'autres États communistes ». On assisterait ainsi à « une transformation progressive de l'insurrection salvadorienne en un cas classique d'agression armée indirecte de la puissance communiste à travers Cuba ».

Attendu à Washington le 23 février, M. François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, sera amené, pense-t-on, à partager publiquement l'inquiétude des Américains à propos du Salvador. On pressentira, de ses mots, le Salvador étant considéré comme un test de la future attitude future des alliés.

ROBERT SOLE.

### Nicaragua

#### LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME EST ARRÊTÉ

Managua (A.F.P.). — M. José Esteban González, président de la commission permanente des droits de l'homme (C.P.D.H.) du Nicaragua, a été arrêté, le vendredi 20 février, à son domicile, à Managua, le ministre de la Justice, M. Ernesto Castillo. On estime, dans les milieux judiciaires, à Managua, que M. González est aussi un dirigeant du parti social-chrétien (opposition), pour lequel il a été élu en vertu d'un décret sanctionnant les personnes qui « portent atteinte aux intérêts populaires ». M. González avait été qualifié de « calomniateur » et d'« apatride » par les médias nicaraguayens après avoir publié des chiffres considérés comme exagérés sur le nombre d'anciens somocistes détenus au Nicaragua. Au cours d'un récent voyage en Europe, il avait remis au pape un document affirmant que des disparitions de personnes avaient lieu au Nicaragua, et que ces personnes étaient des prisonniers de guerre. Ces informations ont été démenties par le gouvernement, qui a réaffirmé son strict respect des droits de l'homme. D'autre part, le gouvernement a annoncé vendredi la dissolution des tribunaux spéciaux chargés de juger les anciens collaborateurs et membres de l'armée somociste de la présidence d'Arnoldo Alemán. Les neuf tribunaux spéciaux ont condamné 431 accusés à des peines de prison, et ont ordonné la libération de 174 personnes pour insuffisance de preuves. Ils ont également prononcé 563 remises de peine et 219 acquittements. Les prisonniers qui n'avaient pas de parachutes sur le poste frontalier de Machinaza, Lima, a reconnu la perte d'un hélicoptère, dont le co-pilote a été tué et le pilote blessé.

Selon M. Ferand, quatre hélicoptères perdus ont été attribués au poste de Machinaza et de Mayagüez mais ne seraient pas parvenus à déloger les troupes gouvernementales. Quant à la situation de « sécheresse » et à la reconquête de la « terre superflue » par des observateurs militaires des États-Unis, de l'Amérique du Brésil et du Chili. Ces quatre pays sont garants du protocole de Rio qui avait fixé, en 1942, le tracé de la frontière entre le Nicaragua et le Pérou. Quito avait émis cet accord en 1960. Les représentants des pays garants se sont réunis vendredi à Brasilia pour étudier les nouveaux développements de la crise.

À la suite des combats qui avaient opposé l'Équateur et le Pérou du 26 janvier au 2 février, l'armée péruvienne avait conquis trois positions équatoriennes. De source militaire à Lima, on indique que l'opération de vendredi est restée le territoire péruvien des derniers soldats équatoriens.

La suite des combats qui avaient opposé l'Équateur et le Pérou du 26 janvier au 2 février, l'armée péruvienne avait conquis trois positions équatoriennes. De source militaire à Lima, on indique que l'opération de vendredi est restée le territoire péruvien des derniers soldats équatoriens.

ROBERT SOLE.

## ASIE

### S'adressant aux ouvriers philippins les plus opprimés

#### Jean-Paul II condamne la lutte des classes incapable de « créer la justice » et fondée sur « le mépris de l'homme »

Jean-Paul II devait visiter samedi 21 février un camp de réfugiés vietnamiens, cambodgiens et laotiens, rencontrer des lépreux, lancer un message radiodiffusé aux peuples d'Asie et enfin s'entretenir avec des chrétiens non catholiques.

Dimanche, après une halte à Baguio où il devait célébrer la messe, Jean-Paul II devait quitter les Philippines pour l'île de Guam. Cette étape ne manque pas d'intriguer. Elle

allonge nettement la route vers le Japon sans présenter par elle-même, semble-t-il, un intérêt très particulier.

On a avancé l'hypothèse suivante : ce croquet aurait pour avantage d'éviter au pape d'avoir à adresser un message au gouvernement de Taiwan dont l'avion aurait survolé le territoire s'il avait emprunté la voie la plus directe. Faut-il y voir un geste à l'attention de la Chine populaire ?

De notre envoyé spécial

Manille. — Pendant son voyage — qui s'achève — aux Philippines, Jean-Paul II a mis toute son habileté à éviter les écueils qui l'attendaient à droite et à gauche. Mais le régime du président Marcos a réussi par son assidue soumission à tirer un profit maximum du prestige pontifical. Les mesures de sécurité étaient tellement draconiennes que l'opposition n'a guère pu faire entendre sa voix. Mais par son insistance, le pape a parfois obtenu un résultat opposé à celui recherché. C'est ainsi qu'à Cebu, lors de la rencontre avec les jeunes, les forces de police casquées et armées étaient si nombreuses et si zélées dans leurs contrôles et leurs fouilles, que seulement deux mille des sept mille jeunes gens ont pu entrer dans les jardins du cardinal Basilak. Le pape, qui observait la scène avec un mécontentement évident, a quitté le balcon de l'archevêché après un quart d'heure en se bornant à dire : « Je suis très déçu. »

M. GREMETZ : des positions

conservatrices et rétrogrades.

L'humanité du 21 février reproduit le texte d'une déclaration de M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du P.C.F., en réaction contre le comportement du pape aux Philippines. Après avoir rappelé le « remarquable » discours de Jean-Paul II à l'ONU, l'auteur croit pouvoir affirmer que nombre de leurs collègues en France et dans le monde sont déçus et inquiets devant certaines positions conservatrices et rétrogrades. « Comme nous ne pouvons admettre », ajoute-t-il, « les réactions indignes de nombre de catholiques qui, de voir décerner par le pape un bref de légalité au gouvernement dictatorial Marcos, ont maintenu sa domination par la dictature, la terreur, la répression. Une dictature qui, chaque jour, les droits élémentaires des hommes et on trouve leur liberté. Il est profondément choquant qu'il n'ait rien trouvé d'autre à dire à ces milliers de pauvres, surexploités, misérables, subissant cette loi des plus riches, que de se garder « des tentatives des idéologies des valeurs matérielles ou des idéaux temporels. »

Le discours du pape dans la ville sucrière de Bacolod a marqué l'étape sociale du voyage. Les travailleurs des plantations à sucre sont parmi les plus opprimés du pays (le Monde du 30 février). 58 % d'entre eux ne touchent pas le salaire minimum établi en 1972, 90 % ne bénéficient pas des avantages de la Sécurité sociale et 80 % ne profitent d'aucun des avantages prévus dans le « Sugar Act » de 1952.

Jean-Paul II a déclaré : « L'injustice règne quand des actions accumulent des richesses et vivent dans l'abondance, alors que d'autres ne peuvent offrir à la majorité du peuple les biens de première nécessité. L'injustice règne quand, dans la même société, des groupes conservent la plupart des richesses et du pouvoir, alors que de larges couches de la population ne peuvent fournir, à leurs familles, des conditions de vie décentes, même au prix de longues heures de pénible travail. »

Puis le pape a rappelé l'enseignement de l'encyclique Populorum Progressio sur la subordination du droit de propriété et de commerce au droit de tous et fait allusion à l'encyclique Rerum Novarum sur le droit des travailleurs « à s'organiser en associations libres pour défendre leurs intérêts ». Or, les grèves sont interdites aux Philippines. Ici, le pape n'a pas pu s'empêcher de penser à la situation dans son pays natal. « De telles associations, a-t-il poursuivi, doivent être protégées par des lois appropriées qui, plutôt que de restreindre leurs activités, doivent garantir la poursuite du bien-être social de tous leurs membres et des travailleurs en général. En travaillant ensemble à ces objectifs, l'espoir d'un avenir meilleur sera atteint. »

Le pape a condamné implicitement toute solution de type

### Afghanistan

#### EN VISITE A MOSCOU

#### M. Babrak Karmal rejette le plan de règlement politique proposé par M. Giscard d'Estaing

Le règlement politique de la crise afghane a été au centre des entretiens qui ont eu lieu, jeudi 19 et vendredi 20 février, au Quai d'Orsay entre le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Bruno de Laet, et son homologue indien, M. Rana Sahai. M. de Laet a expliqué à son interlocuteur le récent plan de M. Giscard d'Estaing, auquel il a proposé à l'Inde de s'associer. New-Delhi n'a toujours pas pris position sur l'initiative française. Celle-ci vient d'être repoussée par l'un des dirigeants de la résistance islamique afghane, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezbi Islami, qui l'a qualifiée de « dépourvue de sens », ainsi que par M. Babrak Karmal, en visite à Moscou.

De notre correspondant

Moscou. — Au cours d'une conférence de presse, M. Babrak Karmal a indirectement rejeté, vendredi 20 février, la proposition de M. Giscard d'Estaing de réunir une conférence internationale sur l'Afghanistan sans le gouvernement de Kaboul. Le président afghan se trouve à Moscou pour assister au 36<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique.

« Le monde de la démocratie bourgeoise peut se permettre d'introduire n'importe quelle initiative, mais tout dépend de ce qui est proposé », a-t-il dit en réponse à une question. M. Giscard est un homme réaliste dont les aspirations et les intentions sont sans doute bonnes. J'espère qu'il ne veut pas accroître nos difficultés. Nous avons déjà déclaré et nous déclarons de nouveau que nous sommes opposés à toute tentative d'internationaliser le problème afghan, contraire aux intérêts du peuple afghan. »

Formellement, la proposition française ne s'adresse pas au gouvernement de Kaboul qui ne devrait pas participer à la conférence envisagée par M. Giscard d'Estaing. Aussi, les déclarations de M. Babrak Karmal ne peuvent-elles préjuger de la réponse soviétique que M. Brejnev a fait refuser le 3 février au chef de l'Etat français.

Cependant, elles semblent indi-

quer que la position de Moscou n'a pas changé et que l'U.R.S.S. s'en tient toujours à la proposition de pourparlers bilatéraux entre l'Afghanistan et le Pakistan, d'une part, l'Afghanistan et l'Iran, d'autre part. On en saura sans doute plus sur l'attitude soviétique après le discours que M. Brejnev prononcera lundi devant les cinq mille délégués au congrès du P.C. M. Karmal a, en tout cas, exprimé la certitude que « tôt ou tard, les milieux qui, en Iran et au Pakistan, jouent le rôle d'instruments de l'impérialisme, quitteront la scène et que l'esprit d'amitié entre les peuples frères d'Afghanistan, du Pakistan et d'Iran dominera dans nos rapports ».

Pour le reste, le président afghan a répété que les troupes soviétiques quitteraient son pays dès que l'ingérence dans ses affaires intérieures aura cessé et que les garanties voulues auront été données à Kaboul. Dans sa justification de l'intervention soviétique en Afghanistan, M. Karmal a ajouté un nouvel élément : évoquant un plan de partage de l'Afghanistan entre Washington, Pékin et Islamabad, il a déclaré que l'U.R.S.S. avait accepté en décembre 1979 d'accorder une « aide fraternelle » au gouvernement de Kaboul pour conjurer une menace de guerre régionale.

— D. V.

### GUAM, ÎLE COLONISÉE DEPUIS QUATRE SIÈCLES

Première terre de l'Extrême-Orient touchée par Magellan pendant son tour du monde en 1521, base de départ des bombardiers géants américains B-52 qui semblaient la mort en indochine pendant des années, Guam est depuis quatre-vingt-trois ans possession des États-Unis. Avec ses cent mille habitants, catholiques à 90 %, c'est, sur 549 kilomètres carrés, l'île la plus importante de la Micronésie, et qui a vocation de trait d'union entre l'Asie et l'Amérique. Déjà en 1668, les Espagnols en avaient fait une escale obligée pour les galions qui reliaient le Mexique aux Philippines.

De trois cent trente-trois ans de présence espagnole, les habitants de Guam ont hérité d'un vernis hispanique, mais surtout du catholicisme, importé par des missionnaires jésuites à la main fermée. Arrivé l'un en 1668 avec, à leur tête, Diego Luis de Sanvitores, et sous la protection d'une garnison, ils convertirent en un an trente mille Chamorro, habitants de l'île. L'année suivante, ces mêmes Chamorro se soulevèrent contre la présence étrangère. Après vingt-cinq ans de guerre, leur nombre était passé de quarante mille à cinq mille.

Assoupie pendant plus de deux cents ans sous le drapeau de Sa Majesté Très Catholique, Guam se révolta en 1898, lors de la guerre hispano-américaine, et passa sous la bannière étoilée. Avant-poste américain, l'île fut occupée en décembre 1941 par les Japonais, puis reprise en 1944. Elle est devenue l'une des importantes bases stratégiques des États-Unis : les forces armées possèdent actuellement le tiers du territoire.

Basse militaire, escale, Guam n'a guère connu de développement économique sérieux depuis la guerre. Elle exporte très peu, doit importer de quoi se nourrir : 1 % de la population travaille dans l'agriculture et le pêche, contre 81 % dans l'administration et les services. L'industrie est encore à l'état embryonnaire. Les habitants, bien que vivant sur un territoire appartenant aux États-Unis, n'ont pas le droit de vote lors de l'élection présidentielle. Ils disposent toutefois d'une certaine autonomie interne, mais sous l'œil vigilant d'une administration désireuse de protéger ses intérêts stratégiques.

Pourtant, la situation commence à évoluer à Guam, comme dans les îles voisines des territoires sous tutelle américaine qui se préparent à l'indépendance. Le nouveau gouverneur, M. Paul Calvo, républicain, souhaite développer le territoire et profiter de l'entrée aux États-Unis sans droits de douane des produits fabriqués à Guam pour attirer des investisseurs asiatiques (japonais, philippins, firmes de Hongkong) désireux de pénétrer le marché américain. D'autre part, Guam pourrait aussi devenir un centre régional pour les sociétés américaines voulant traiter des affaires en Extrême-Orient.

Possession américaine, mais de plus en plus incluse dans la sphère d'influence économique du Japon, l'île ne semble guère avoir de chances pour le moment de voler de ses propres ailes. Mais en ce début de siècle, le désir, après plus de quatre siècles de « colonisation » et de décolonisation ?

PATRICE DE BEER.

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE  
12-14, rue Augereau, 75007 Paris - 705-81-45

## CONFÉRENCE DE M. MICHEL JOBERT

« FORCE ET LIMITES DU SENTIMENT D'INDÉPENDANCE AU PROCHE-ORIENT »

Mercredi 25 février 1981, à 20 heures 45

SALLE DES AGRICULTEURS, 8, rue d'Athènes, 75009 PARIS

METRO SAINT-LAZARE

DÈS LUNDI

1<sup>er</sup> MENSUEL D'INFORMATION PAR L'IMAGE EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX. 12 F.

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-LIBYENNES  
146, rue Montmartre, 75002 PARIS

TRUPE ARTISTIQUE LIBYENNE  
35 DANSEURS, CHANTEURS ET MUSICIENS  
Le 26 février, à 20 h 30, Maison des Amandiers, Paris-20  
Métro : Mouton-Rouge

FILMS LIBYENS ET DÉBATS  
Le 26 février et le 3 mars, de 20 h à 22 h, Studio Cujas, 20, rue Cujas, Paris-6<sup>e</sup>  
Le 3 mars, de 14 h à 17 h, Odéon de Luxembourg  
Le 4 mars, de 14 h à 17 h, Odéon de Luxembourg

CONFÉRENCE-DÉBAT  
« LE POUVOIR DU PEUPLE »  
Le 1<sup>er</sup> mars, de 9 h à 10 h 30, Hôtel Meridien, 31, rue de Valenciennes, Paris-11<sup>e</sup>  
Métro : Porte Maillot  
Invitation à venir au siège de l'A.F.L.

EXPOSITION  
PEINTURES, ARTISANATS  
du 9 au 22 mars, Atelier 2, Bureau, place des Salettes, 2, Paris-14<sup>e</sup>  
Aix-en-Provence, Montargis, Vanves, Requeux voir informations dans la presse locale



Le Monde

# politique

## LES SUITES DE L'AFFAIRE DE MONTIGNY-LÈS-CORMEILLES

### M. Marchais accuse ses adversaires de considérer ses électeurs comme « bornés, incultes, racistes, alcooliques, brutaux »

M. Georges Marchais a apporté son soutien, vendredi 20 février, au maire communiste de Montigny-lès-Cormeilles, M. Robert Hue, qui a lancé une campagne anti-drogue dans sa commune. Devant plusieurs milliers de personnes rassemblées sous un chapiteau à Montigny, le candidat du P.C.F. à l'élection présidentielle a félicité M. Hue d'avoir « honoré son mandat et sa qualité d'homme communiste » et de s'être situé, ainsi, dans la lignée des élus communistes qui « sont des élus propres, dévoués, courageux ».

A aucun moment le secrétaire général du P.C.F. n'a fait allusion aux éléments nouveaux de l'enquête intervenus le jeudi 19 février. M. Choukri Ben Achour, le fils de Mme Ben Achour, n'a pas répondu à la convocation du juge d'instruction. M. Ben Achour, qui s'était fait passer au moment de son arrestation en flagrant délit de vol, mercredi 18 février, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), pour son frère Mousa, a été inculpé d'« usurpation d'identité ». Il est également soupçonné d'avoir participé à un trafic de stupéfiants découvert en décembre 1980. M. Ben Achour est actuellement recherché.

M. Georges Marchais a répondu aux détracteurs du P.C.F. qui l'accusent d'avoir favorisé la délation dans l'affaire de Montigny-lès-Cormeilles. « Délation ? Mais enfin, amis et camarades, vous qui avez des enfants, des adolescents, je vous pose la question : si vous aperceviez que votre fils, votre fille a succombé à ce fléau, si vous le voyez, de jour en jour, se perdre un peu plus lui-même ; si vous saviez où et auprès de qui il se procurait le poison ; vous ne feriez rien ? Vous resteriez les mains dans les poches, sans rien tenter ? Bien sûr que non. Vous saisissez la police, la justice. Et s'il ne se passait rien ? Si tout continuait comme avant ; que votre enfant continue à sombrer et le trafiquant à prospérer ? Vous cherchiez de l'aide. Et si vous sachiez que le maître de votre commune est un homme lâche, humain, attentif aux problèmes des gens, c'est lui que vous iriez voir. Voilà ce qui s'est passé. Alors, que deviez-vous faire ? S'en laver les mains ? Dire à la mère qu'il avait en face de lui : « Tout ça est triste, mais ce n'est pas de mon ressort. Débrouillez-vous ! ». Je le dis tranquillement : s'il avait agi ainsi, ce maire aurait sali, et son mandat et sa qualité d'homme communiste. Et bien, notre camarade Robert Hue (maire de Montigny-lès-Cormeilles) a honoré l'un et l'autre. Il a agi comme le font toujours les élus communistes, dont chacun sait qu'ils ne parlent pas à la légère, qu'ils ne sont jamais malades aux compromissions et aux scandales, qu'ils sont des élus propres, dévoués, courageux ».

M. Marchais affirme que les problèmes de la drogue et de

l'immigration, « que l'on a voulu régler artificiellement », n'ont « évidemment rien à voir » entre eux. « Ce n'est pas parce que la femme qui a demandé l'aide du maire de Montigny est de nationalité algérienne que Robert Hue est intervenu : c'est parce qu'il s'agissait d'une mère en détresse. Et celui qui a été mis en cause ne l'a pas été parce qu'il est de nationalité marocaine, mais en liaison avec le crime ».

Le secrétaire général du P.C.F. considère comme « fraternelle et responsable » la position de son parti vis-à-vis des immigrés. « Ces derniers, a-t-il dit, comprennent, avec raison, que si, par malheur, certains d'entre eux se laissent entraîner dans la voie de l'anticommunisme, ce serait un pas dans la voie de la division de la classe ouvrière, de l'isolement des travailleurs immigrés ».

M. Marchais relève, ensuite, les critiques qui sont adressées au P.C.F. depuis plusieurs semaines, par ses adversaires. « Nousuttons pour que les travailleurs s'inscrivent eux aussi sur les listes électorales ? Ce serait, à les entendre, parce que nous voulons les voir des plus ignorants ».

Nous posons les problèmes de l'immigration ? Ce serait pour utiliser et favoriser le racisme. Nous cherchions à flatter les « plus bas instincts ». Nous menons la lutte contre la drogue ? Ce serait parce que nous ne voulons pas combattre l'alcoolisme apprécié et répandu dans notre clientèle (...). Bornés, incultes, racistes, alcooliques, brutaux, voilà, d'après nos détracteurs qui vont de la droite au parti socialiste, comment seraient les ouvriers et les ouvrières ».

La lutte anti-drogue engagée par le maire de Montigny-lès-

### En attendant Georges

Premier élan sous le chapiteau : « Les personnes âgées : de vraies retraites pour le changement ».

En attendant Georges Marchais, ils sont là, cinq, six, emmitouflés, à papoter, en manteau et en casquette. La sono leur casse les oreilles : l'espoir au présent, « la seule façon de connaître la politique de Georges Marchais ».

« Dans cette histoire que, mille fois non », ou coiffée de bonnet phygien, s'élève en main. Membres du service d'ordre, gros, sympas, décidés. Vieux couples qui guignent à petite pas les rares chaises défilées inoccupées. Les haut-parleurs consillent à tue-tête : « Retenez le défilé des milliardaires. Versez généreusement à la souscription ! ». A peine si on entend remuer les souvenirs. « Le parti,

Lénine ou un autre, je ne sais plus, disait : « Le jour où le capitalisme vous félicitera c'est que vous aurez fait une connerie ». Ils sont vieux. Ils ont le regard tendre. « Souris, dit la militante, on est en train de te prendre à la tête ».

La foule s'ébroue. Décibels et applaudissements. On sent que Georges Marchais arrive. Mme Ben Achour, communiste, qui a démasqué les « trafiquants » de drogue, fait une entrée discrète mais remarquée. Une musique très « planante » transporte le candidat à la présidence de la République vers la tribune. M. Robert Hue aussi, qui le serre de près.

« Si nous connaissions Robert Hue ? », disent à deux voix un couple de Montigny. Vous pensez ! Il vient même chez nous en Sologne ». On monte sur les chaises pour voir. On s'écrase. « Non, ce chapeau n'est pas à moi ». Puis, fier, le mari lance : « Nous ne portons pas de chapeau, nous ».

Georges parle. « Notez, dit la petite dame en toque de laine : « Ecoutez l'apagage anticomuniste, il a dit... » Notez : « La clé du changement : un parti communiste plus fort ». Et aussi il a rajouté : « A ceux qui recourent contre les communistes à l'insulte de la délation, je réponds que nous ne sommes pas impressionnés ».

A la sortie, ils sont trois de Taverny, embourbés de n'avoir pas vendu leurs numéros d'Avant-Garde. En jeans et en santiags. « C'est sûr que la dénonciation je l'ai en travers », dit le premier, un lycéen. L'autre, un chômeur, pense qu'il ne faut « ni boire, ni fumer, ni se droguer, ni rien ». « La bagnole, c'est tout de même plus dangereux que le hashish ». « Ouais, mais avec la drogue t'es pas de ceinture de sécurité ». « Ta ceinture, c'est ta conscience. Achetez Avant-Garde ».

CHRISTIAN COLOMBANI.



Dessin de PLANTU.

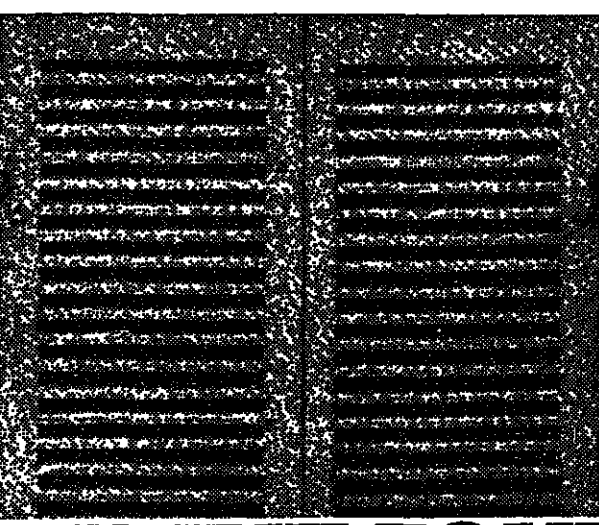
de drogue, dit le premier militant, solennel-dix-neuf ans. Inscrit au parti depuis 1980, il y a du pour et du contre. C'est évident qu'il y a eu du trafic. Lui, il a été résistant. La délation c'est tout ce qu'il y a de plus honteux, mais — le parti c'est comme une famille — il y a des moments où on est obligé de s'en servir. L'autre, adhérent depuis 1948, reconnaît qu'« on est tout de même un peu dans le flou ».

« Les responsables ce sont les gros bonnets. Mais, vous verrez, Robert Hue, le maire, n'a pas lâché toutes ses billes... » Le chapiteau se remplit. Jeunes « embadgés » : « Non à la dro-

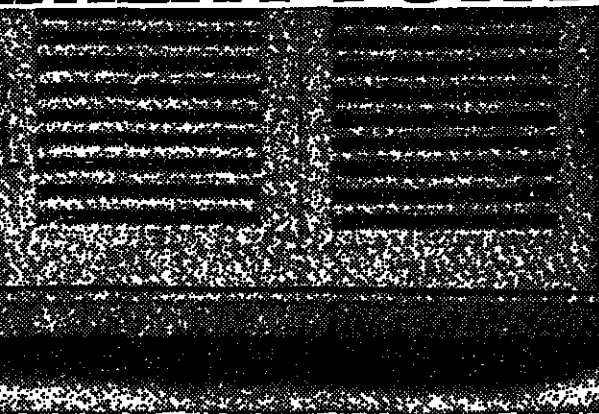
j'ai toujours été d'accord avec, mais ce coup-ci je ne voterai pas Mitterrand au second tour, même si c'est la consigne. » A treize ans, il travaillait. « Mon patron ne m'a jamais fait de cadeau. » « Maintenant, il n'y a plus que des seigneurs, mais le capital n'est pas mort. Ce sont ses derniers soubresauts. »

Son ami, un peu moins âgé, évoque de vieilles réunions de cellule. « Quand on disait que le capitalisme serait sur le point de crever, ce serait comme un chien blessé, eh bien ! la drogue c'est le signe de la pourriture du régime ». Ils se sentent un peu isolés. « C'est vrai, mais c'est la preuve qu'on a raison ».

### Un sondage, une enquête.



## COUPLES: COMMENT FONT LES AUTRES ?



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le couple. Les raisons qui décident les gens à vivre à deux. Comment font ceux de votre génération, ceux de 20 ans, 30 ans, 40 ans et plus. Comment on aime et comment on est « infidèle », en province et à Paris. Se marie-t-on pour

s'aimer à loisir, pour faire des enfants, ou... pour divorcer. Un sondage étonnant et les aveux, les demi-mensonges, d'hommes et de femmes, d'hétérosexuels et d'homosexuels. Toutes vos questions sur les autres et... sur vous-même. Les vraies questions de la vie.

Ce qui fait marcher les couples.

LE NOUVEAU  
**observateur**  
SEXUALITÉ

## Ces pères qui « paternent »

MICHEL BOLE-RICHARD

● **La FEN reçue par M. Boul-  
lataz.** Une délégation de la  
Fédération de l'éducation nationale  
des professeurs a été reçue par  
M. Boulataz, ministre de l'Éducation.  
L'entretien a porté essentiellement  
sur la formation professionnelle  
des jeunes. Rappelant  
l'enseignement technique  
publié au « Journal Officiel », le  
développement la FEN a  
demandé, en particulier, que les  
« séquences éducatives » des  
civiles et les stages des profes-  
seurs en entreprises soient éten-  
dus « aux résidents de la docu-  
mentation », que les « cours  
saur » soient généralisés pour  
les élèves des troisièmes d'ensei-  
gnement professionnel (I.E.P.)  
et leur taux porté à 15 % du SMIC,  
et que de nouvelles sections et de



صحنه من الاصل

Le Monde

culture

CINÉMA

Mésaventures de Francis Coppola

(Suite de la première page.)  
La sortie du film avait d'ailleurs été retardée d'un an, essentiellement parce qu'il ne parvenait pas à maîtriser les montages. « Ce monstre à trois têtes », selon ses propres termes. On sait, aujourd'hui, qu'il lui restait seulement à rembourser une ultime dette de 5 millions de dollars à United Artists et que, étant propriétaire du négatif, il aurait vendu le droit de passage du film à la télévision américaine pour une somme fort élevée.

La voilà à peine tirée d'affaire avec Apocalypse now que de nouvelles difficultés l'assaillent, peut-être encore plus dangereuses. Car elles résultent non pas d'un seul film, mais d'une situation complexe qui remonte à environ un an, lorsqu'il a accepté de tourner pour M.G.M. une œuvre de commande, One from the heart, « l'histoire d'homme » en forme de comédie musicale se déroulant à Las Vegas. Il pensait que ce « petit film » lui permettrait, en fait, d'alterner parallèlement des projets plus personnels.

Francis Coppola a en effet acquis depuis peu les anciens Hollywood general studios, construits en 1919 au cœur d'Hollywood, comprenant notamment neuf studios de tournage. Il les a modernisés et rebaptisés Zoetrope studios. Il commençait à rassembler autour de lui techniciens et artistes sous contrats de longue durée, comme au bon vieux temps d'Hollywood. Ainsi, a-t-il constitué en particulier une troupe de jeunes comédiens, dont Nastasia Kinski et Frederic Forrest — merveilleux acteur que l'on a vu dans Apocalypse now et dans le Rose, comme protagoniste du Bette Midler.

A l'inverse, il a aussi engagé à demeure des vétérans, comme le metteur en scène anglais Michael Powell, âgé de soixante-quinze ans, ainsi que Gene Kelly pour diriger le département comédie musicale et assurer la chorégraphie de One from the heart.

En fondant ce studio, il rêve de produire des films dont il soit propriétaire — comme Apocalypse now, — d'utiliser les procédés vidéo les plus sophistiqués permettant de multiplier les films image par image.

avant même d'en avoir commencé le tournage. Décidant avec One from the heart, il en rachète les droits à M.G.M. et le finance de façon analogue à celle d'Apocalypse now, obtenant de la Chase Manhattan Bank un prêt de 8 millions de dollars, complété par des avances de distributeurs étrangers s'élevant à 7 millions de dollars. Il répète alors pendant cinq mois, avec Frederic Forrest et Nastasia Kinski dans les principaux rôles, employant ses fameuses techniques électroniques qui doivent lui permettre de faire un film « sans une seule coupure, fluide, comme une aquarelle ».

Pour qu'on puisse juger du résultat de ces techniques qu'il estime « révolutionnaires », encore faudrait-il qu'il termine le film. Or, début février, des investisseurs étrangers ayant déclaré forfait au dernier moment, il s'est trouvé devant un « trou » de 8 millions de dollars. Cette différence, entre le budget initial de 15 millions et l'actuel de 23 millions, étant essentiellement due au fait que, délaissant le décor naturel, il a fait reconstruire à Zoetrope, par son décorateur attitré Dean Tavoularis, un Las Vegas grandeur nature pour quelques 5 millions de dollars.

**Le drame de « Hammett »**  
Dans ces circonstances mouvementées où il a dû, notamment, se défaire d'un certain nombre d'employés, Coppola a jugé bon, afin de se concilier les médias, d'organiser, le 4 février dernier, une conférence de presse réunissant près de deux cents journalistes sur le plateau de sa comédie musicale. Il leur a ouvert son cœur, et, soulignant le fait que les techniques cinématographiques n'ont guère progressé depuis cinquante ans, il a longuement exposé ses espoirs dans les merveilles du cinéma électronique, « après lequel la révolution industrielle n'était que l'enfance de l'art ».

Puis, écartant impatiemment toute question directe relative à ses difficultés financières, Coppola, coiffé d'un haut panama blanc tranchant sur une chemise rose, et entouré de sa femme et de ses trois enfants, a déguisé, en compagnie des journalistes, des traces errabondes de choc.

Mais le lendemain de cette opération de séduction, il n'a pu assurer la paie hebdomadaire de ses employés, qui s'élevait à 800 000 dollars. Cependant, lors d'une scène digne, selon les témoins, d'un film de Frank Capra, les cinq cents employés du studio ont voté à l'unanimité de continuer à travailler pour lui, jusqu'à ce que la situation se redresse, tandis que les syndicats, moins généreux, ne lui accordaient que quelques jours de délai. Par-

mount, pour qui il a réalisé le Par- rain, il y a une dizaine d'années, est alors venu à l'extrême à son secours en lui offrant 1 million de dollars sous forme de prêt et d'investissement dans un de ses projets intitulé Interface, dont le tournage devrait commencer bientôt. Ainsi, le salaire des employés syndiqués travaillant sur la comédie musicale a-t-il pu être à nouveau assuré, mais pour combien de temps ? Parallèlement, d'autres licenciements ont affecté le personnel permanent de Zoetrope, tandis que ceux qui restent ont accepté une réduction de salaire de 50 %.

Ce qui rend pessimiste dans toute cette histoire, c'est qu'en réalité les ennemis de Coppola ont commencé à l'automne dernier, avec l'échec du premier projet entrepris par Zoetrope studios, Hammett. Le script retrace un épisode fictif de la vie du célèbre détective auteur de romans policiers, Dashiell Hammett, interprété par Frederic Forrest, dans le San-Francisco des années 20, reconstitué en studio. Mais, si les trois scénaristes engagés successivement, qui ont produit jusqu'à une vingtaine de variantes du scénario, ni le cinéaste allemand Wim Wenders, ne sont parvenus à satisfaire les exigences de la fois impérieuses et vagues de Coppola. Pour le moment, il a renoncé à terminer le film et on dit maintenant qu'il envisagerait de réaliser une version entièrement nouvelle, car on murmure qu'il n'aurait guère plus de vingt minutes de pellicule utilisables.

Quoi qu'il en soit, il doit continuer à payer des taux d'intérêts élevés sur une bonne partie du budget (soit 4 millions de dollars sur un budget total de 9 millions). Quand on pense que ce projet absorbe, en fait, son temps et son argent depuis pratiquement cinq ans, on comprend mieux que les banquiers et les investisseurs étrangers, qui, au départ, lui avaient fait confiance pour son studio, se débattent aujourd'hui. On comprend également le scepticisme généralisé des milieux de l'industrie hollywoodienne, traumatisés par le récent échec de Michael Cimino, dont le dernier film, Heaven's gate, produit par United Artists, après avoir atteint la somme affolante de 36 millions de dollars, a dû être retiré de l'affiche au bout de quelques jours et dont la sortie n'a pas encore été reprogrammée.

Il est certain, cependant, que Coppola se battra jusqu'au bout non seulement pour ses films, mais pour son studio, lequel a coûté 7 millions de dollars, puisqu'il a déjà refusé une première proposition de rachat de 18 millions de dollars de la part de Tandem Productions, important groupe télévisé.

LISE BLOCH-MORHANGE.

« Changement de saisons »

de Richard Lang

Un peu bavard, un peu statique, cette comédie américaine tourne en dérision la liberté sexuelle telle qu'elle est perçue par les bourgeois américains. Un professeur d'université (Anthony Hopkins) rompt sa femme (Shirley MacLaine) avec une de ses élèves (Be Dorek). Crise de la quarantaine dépassée : l'homme s'arrogue le droit de consommer les minettes, mais ne supporte pas que son épouse bécote — à laquelle il n'a jamais rien osé à reprocher — s'offre par hasard une aventure avec un jeune ouvrier (Michael Brandon) ! Il s'en vante pourtant sous ensemble en vacances dans un chalet de montagne.

« Changement de saisons » est un film téméraire, car que Shirley MacLaine, jouant à la fois — elle est merveilleuse — de sa fantasme et de sa sensibilité, arrache les masques de la « morale » pharisaïque, et de l'hypermoralisme et refuse d'être un objet. Be Dorek, sans sa coiffure aux cheveux tressés de « Elle », a toujours du charme, mais elle ne tient pas le coup en face de cet acte avoué, dont chaque geste, chaque sourire, chaque expression fugitive, donne comme naturellement toutes les nuances psychologiques d'une femme au bord de la maturité décevante, sensuelle, qu'elle peut être libre.

• Voir les films nouveaux.

« Le Roi des cons »

de Claude Confortes

Après L'Amant, voilà Wollinski (« Charlie Hebdo », « l'Humanité ») mis à contribution (il avait écrit une pièce portant le même titre) pour une comédie inspirée de ses dessins et de ses personnages. À part une courte scène entre Jean-Marie Tibo et Maurice Baquet, échangeant des propos de « français moyens » borbés en l'honneur du vin blanc, on ne les reconnaît pas. Le satire se joue d'être avoué, le esprit s'est perdu dans une représentation réaliste de gags moines, mis bout à bout, au point de brouiller la chance.

Francis Perrin — on s'en est déjà aperçu ces temps-ci avec les six épisodes du « Mythomane » — a la tête vide — est un acteur trop limité dans ses moyens comiques pour tenir le rôle. Bêtes, éternels, présent du « Roi des cons », il joue en se servant de ses partenaires comme de « faire-valoir ». C'est vite lassant. Avec son sourire en coin, ses attitudes ambiguës, son esprit naturel de dérision, Bernadette Lafont, elle, serait une vraie « bonne femme » de Wollinski si on lui avait donné un rôle plus important. — J. S.

• Voir les films nouveaux.

« Le Chinois »

de Robert Clouse

Présenté comme un nouveau Bruce Lee, Jean-Claude Van Damme, star asiatique, joue les redresseurs de torts dans ce film américain vaguement rétro (Chicago et l'Amérique des années 30). Il oppose aux méthodes socialistes de gangsters à ne pas prendre au sérieux, sa vivacité, sa malice et ses dons pour le karaté. Le scénario est du genre débile mais les bagarres sont étonnantes de force. Les musiciens, pourtant réduits à gagner ses faveurs et c'est là une difficulté de talent, tant il est difficile en France d'ouvrir pour un groupe vedette le cinéma d'U.S. — Sono (chant) Adam Clayton (basse), The Edge (guitare), Larry (batterie) — a enregistré un premier album, dont la très belle pochette (le portrait d'un enfant) illustre de façon curieuse la densité de la musique. U2 appartient à cette catégorie de groupes qui échappent aux étiquettes et dont la création fonctionne comme une succession d'émotions posées bout à bout.

Il existe une poésie à la fois sombre et ensoleillée dans les compositions, un romantisme électrique qui s'échappe des mélodies stylées et qui répond à l'agressivité des interventions. Les guitares jouées des arabesques audacieuses, évoluent dans des sonorités incisives et poétiques, tandis que les voix s'élèvent, suivent, avec une grande maîtrise dans le ton, les climats profonds et mouvants de ce rock qui rappelle, parfois, celui de Television, avec ses espaces décalés et ses échos de cristal étonnants.

ALAIN WAIS.

• Au Palais, le samedi 21 février, à 19 heures. Discographie chez Phonogram.

MUSIQUE

AU GRAND THÉÂTRE DE NANCY

Ravel et Bartok côte à côte

Voilà dix-huit ans, après que Jean-Claude Riber est venu redonner un souffle nouveau à la musique nancéenne, qu'on prête au directeur du Grand Théâtre (actuellement Jean-Albert Cartier), une faculté bien particulière : celle de faire se retourner les compositeurs dans leur tombe. Du moins est-ce lui qui se dit dans le cercle des amateurs d'opéra, avant chaque nouvelle production, lui-même beaucoup moins aventureux que les précédentes. Mais l'œuvre est de constater après coup que les musiques restées à l'arrière-bout de la scène, n'ayant pas été visitées la nuit par un spectre, est toujours à la place qu'il occupait la veille de la première.

Insensibles à ces phénomènes d'hallucination collective et qu'on leur residence soit à deux pas du théâtre, les poisons musiques de l'aquarium tropical (l'un des plus complets de France et inattendu dans une région qu'on soupçonne d'être froide), continuent à tourner silencieusement dans l'eau de leurs bassins, foris de soixante mille visiteurs par an, ils rivalisent presque avec Douaumont et « battent » la maison natale de Jeanne d'Arc, pour être les lieux les plus fréquentés de la Lorraine. Il n'existe aucun rapport nécessaire, dira-t-on, entre l'aquarium du Musée de zoologie et les mises en scène de Laetitia, entre les mureurs tachetées et l'Heure espagnole de Ravel, ou le Château de Barbe-Bleue de Bartok. Qui sait ? Le prince n'est-il pas le complément idéal de la musique ? Toujours est-il que le scandale annoncé ne s'est pas produit, la volonté des auteurs a été respectée, de façon matérielle, peut-être — car on n'a jamais vu des horloges habillées de blanc comme des fantômes et qui se déplacent impunément sur scène, ou des portes qui s'ouvrent toutes seules ? — mais assez conforme à l'esprit des deux ouvrages dont l'un est une fable qui joue à prendre les clichés au pied de la lettre et de comprendre le « tempérament » supposé des belles Espagnoles, et l'autre un conte dont les personnages, Barbe-Bleue (l'homme) et Judith (la femme) sont des symboles, expression d'un conflit irréductible, plus que des êtres de chair et de sang. Outre que ces deux opéras en un acte ont été composés à quatre ans d'intervalle, en 1907 et en 1911, il existe entre Bartok et Ravel des rapports de langage ou de technique qui doivent à la scène un équilibre plus satisfaisant que la juxtaposition d'Erwartung et du Château de Barbe-Bleue tentée la saison dernière à la salle Favart.

Il y a peu à dire sur la production de l'Heure espagnole : elle vient de la Scala de Milan où elle accompagnait l'enfant et les sorcières (le Monde du 15 janvier 1978) et on a pu voir, dans les revues spécialisées, ces

théâtre d'origine drapées de blanc, docilement alignées au sol au plafond, dont les évolutions silencieuses et empreintes d'une sorte de tendresse pour les pantins qui s'agitent au milieu d'elles, forment un contrepoint sensible à la soif de l'opéra. La scène ne nuit pas à la couleur vocale des chanteurs, mais cela n'excuse pas une diction défectueuse dans l'ensemble, car le mot à mot, avec ses vers de notation, est ici beaucoup plus suave que l'action, qui pourrait être celle d'une pièce de boulevard. Cela note rien aux qualités vocales et musicales d'Alexandra Papadimitrakou (conception), Leonard Pizzano (Gonsalve), René Massus (le muet), Atsuro Maite (Don Inigo Gomez) ou Bernard Dickerson (l'orque-mada).

Le problème de l'intelligibilité du texte se « voit » d'une autre manière avec le Château de Barbe-Bleue, présenté ici, le fait n'est pas courant, en hongrois Gacs-son, en respectant l'exactitude de la prosodie musicale recherchée par le compositeur, ce qu'on perd dans la compréhension des dialogues qui forment, beaucoup plus que l'ouverture symbolique des sept portes, le véritable cœur dramatique de l'œuvre ? Ce n'est pas certain et il faut reconnaître à Laetitia le mérite d'avoir explicité au maximum, par le changement progressif de l'attitude des deux protagonistes, l'évolution du drame, du début Barbe-Bleue est brutal, dominateur, Justitia aimante et soumise, puis les rôles vont s'inverser à partir de la scène du baiser, unique instant d'échange et de compréhension. Le décor de Max Bignens est également suggestif sans réalisme inutile. Ce n'est peut-être pas la une production inoubliable mais on aimerait, même chez Laetitia, en voir plus souvent de semblables. Seul l'épisode du prologue parlé, confié à une femme supposée nue sous un voile, reste peu convaincant.

Ferenc Gergely (Barbe-Bleue) possède une voix de baryton puissante et châteauesque, tandis que Nadine Demize retrouve avec Judith un emploi qui convient mieux à son type de voix et d'émotion. L'orchestre, enfin sous la direction de son chef Jérôme Kallenberg, a fait preuve d'un bout à l'autre de la soirée d'une attention soutenue, tant et si bien que l'excitation pouvait sembler parfois plus précautionneuse qu'habituée dramatiquement ; mais il est si facile de jouer avec le lion ou les effets de force, qu'il faut apprécier le souci d'éviter l'un et l'autre.

CLAUDE CONDÉ.

\* Prochaines représentations les 22 et 24 février.

A PARTIR DE MERCREDI 25 FEVRIER

BIARRITZ • MARSEILLE • UGC ODEON • GAUMONT LES HALLES • 14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • LA ROTONDE • BIENVENUE-MONTMARTRE • HEDER • UGC GODELINS • MISTRAL • MAGIC CONVENTION • VERSAILLES CYRANO • ENGHEN FRANÇAIS • CHATEL ARTEL • NOGENT ARTEL • VELEY COMPLEX • PANTIN CARREFOUR • à partir de mercredi 4 heures 9 DEFENSE 4 TEMPS •

8 NOMINATIONS OSCARS 81

MEILLEUR FILM  
MEILLEUR ACTEUR • MEILLEUR RÉALISATEUR  
MEILLEUR SECOND RÔLE MASculIN • MEILLEUR SECOND RÔLE FÉMININ  
MEILLEUR MONTAGE • MEILLEURE PHOTOGRAPHIE  
MEILLEUR SON

« RAGING BULL » DE MARTIN SCORSESE  
le meilleur film américain de l'année. NEWSWEEK

ROBERT DE NIRO



« RAGING BULL »  
comme un taureau sauvage

CHARTES CULTURELLES

UN NOUVEAU CONTRAT AVEC L'ALSACE

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a signé, vendredi 20 février, à Strasbourg, la deuxième charte culturelle entre l'Etat et l'Alsace. L'Alsace est une des quatre régions liées à l'Etat par une charte culturelle (les autres chartes concernent les villes ou les départements) et la première à renouveler l'opération.

La précédente charte, signée en juin 1976, par M. Michel Guy, était marquée, souligne le ministre, « par le souci de protéger le patrimoine existant et de mettre en place les cadres favorisant l'épanouissement de la culture régionale ». Conclue pour trois ans, la nouvelle charte « confirme ces priorités d'une part et entend un certain nombre d'actions nouvelles d'autre part ».

Parmi celles-ci, on note la construction d'un centre régional pour la jeunesse à Strasbourg, la création d'un atelier régional de restauration et d'un laboratoire mis à la disposition des compositeurs de musique, la création d'un bureau des manuscrits, la mise en place dans chacun des deux départements d'une équipe d'aide et de contrôle pédagogique. L'Etat contribuera pour 7 millions de francs au renforcement du réseau culturel, et pour 5 millions au soutien des activités de création et de diffusion. Au total, outre les dotations habituelles aux grandes institutions (Opéra du Rhin, Théâtre national de Strasbourg, monuments historiques, etc.), les subventions de l'Etat atteindront près de 23 millions de francs dans le seul cadre de la charte.

(1) Les trois autres régions sont la Bretagne, la Franche-Comté et la Picardie (le Monde daté 15-16 février).

EXPOSITION

Archéologie chinoise au Printemps

Les magasins du Printemps viennent d'obtenir du gouvernement chinois le prêt de sept statues : cinq guerriers et deux chevaux faisant partie d'un fabuleux trésor archéologique découvert il y a six ans dans la province de Shaanxi. Le choix d'un grand magasin pour cette exposition a été suggéré par l'organisation chinoise, Chinese Art Treasures, responsable de la diffusion à l'étranger des trésors archéologiques chinois.

Après Paris, ces pièces superbes iront à Londres, à Salzbourg, puis à Bruxelles, en Hollande et, vraisemblablement, en Espagne et en Allemagne. Leur présentation est liée à une vente d'objets anciens : vases, laques, paravents, fauteuils, etc. et de copies contrôlées par les services archéologiques chinois.

Les spectaculaires guerriers en terre cuite grandeur nature de la Chine des Qin — courte dynastie (220-210 av. J.-C.) — juste avant les Tang — qui circulent déjà de par le monde avec un légitime succès proviennent du plus grand gisement archéologique découvert de notre temps. Ces magnifiques sculptures dont quelques exemplaires sont exposés à Paris ont été découvertes en mai 1974 autour d'un tombeau, surmonté d'un monticule pyramidal, de l'empereur Qin Shi Huang Di près de Lin-tong dans la province de Shaanxi. Leur ensemble constitue une trouvaille dont la masse 7 000 guerriers rangés dans des couloirs orientés autour du mausolée central) surprend autant que sa haute qualité.

Les travaux de mise au jour d'une telle richesse sont prévus pour des années par la Chine qui a déjà permis le déplacement et la restauration de cinq cents exemplaires. Des pièces analogues aux guerriers à chevaux présentés à Paris ont déjà figuré à la remarquable exposition du Metropolitan Museum de New-York et entrainé dans l'importante présentation dans Kunsthalle aux Chins 5000 avant J.-C.-600 après J.-C. — qui parcourt en ce moment l'Europe

Magasin du Printemps-Hausmann (4<sup>e</sup> étage). Jusqu'au 28 mars.

P.-M. GRAND.



















# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ETRANGER

— 2-3. EUROPE  
— « L'U.R.S.S. à la veille du XXVI<sup>e</sup> congrès » (II), par Daniel Vernet.  
— ITALIE : Où et comment reconstruire Naples ?

### 3. PROCHE-ORIENT

— 4. AMERIQUES  
— ETATS-UNIS : Un ultra-conservateur est nommé à la défense des droits de l'homme.

### 4. ASIE

— Le voyage de Jean-Paul II en Extrême-Orient.

### POLITIQUE

5. Les suites de l'affaire de Montigny-lès-Cormeilles.

### SOCIÉTÉ

6. JUSTICE : Le procès de Yves Aupiais et Jeanne Verdel.

6. MÉDECINE : La mise en évidence de l'augmentation des globules blancs chez les fumeurs permettrait de mieux prévoir l'infarctus du myocarde.

### 6. DÉFENSE

10. SCIENCES : Le succès des premiers essais de la navette spatiale américaine.

### CULTURE

7. MUSIQUE : A Nancy, Ravel et Berlioz côté à côté.

9. RADIO-TELEVISION. Un : Le grand jeu.

### ECONOMIE

11. SOCIAL. AFFAIRES. AUTOMOBILE.

12. ÉNERGIE.

— ENVIRONNEMENT : Les Néerlandais portent plainte contre les mines de potasse pour protester contre la pollution du Rhin.

URBANISME. TRANSPORTS.

13. LA REVUE DES VALEURS.

### RADIO-TELEVISION (9)

INFORMATIONS. SERVICES. (10)

Au sommaire des revues : Météorologie, Mots croisés, Journal officiel.

Carnet (12) : Programmes spectacles (8 et 9).

## Sept pays de l'OPEP ont tenu une réunion surprise à Genève

Réunion surprise jeudi 19 et vendredi 20 février, à Genève, des ministres du pétrole de sept pays de l'OPEP : l'Arabie saoudite, l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Émirats arabes unis, le Koweït, la Libye, le Venezuela. Interrogé, vendredi soir, M. René Ortis, secrétaire général de l'OPEP, a indiqué que les ministres s'étaient penchés sur la « stratégie à long terme » de l'organisation, ses relations avec le tiers-monde et l'évolution des prix pétroliers.

Le conflit entre l'Irak et l'Iran a paralysé les tentatives de mise en place d'un plan à long terme de l'OPEP. Ce plan était sur le point d'être adopté juste à la veille du conflit, prévoyait notamment une indexation des prix du brut sur le taux d'inflation des pays industrialisés. Comment relancer cette stratégie ? Telle est la question que se pose l'OPEP depuis cinq mois. D'autant que le désordre règne toujours en matière de barèmes de prix du pétrole brut. Certains pays pratiquent des surprises. D'autres des rabais.

Pour le moment, la tendance sur le marché pétrolier est plutôt à la détente. La consommation a diminué de 1,5 %, en 1980, dans les pays industrialisés, et elle devrait encore baisser de 1 à 2 % en 1981. De plus, l'Irak et l'Iran ont repris en partie leurs exportations qui dépasseraient actuellement le million de barils par jour.

Certains pays producteurs du Golfe envisageraient, dans ces conditions, une réduction de leur

production afin d'éviter un engorgement du marché mondial et une baisse trop forte des prix.

Le quotidien d'affaires américain *Wall Street Journal*, une réduction de 2 à 3 millions de barils par jour, en anticipant sur la possibilité d'une grève générale dans les charbonnages le 23 février. Les syndicats des mineurs du Yorkshire, du Pays de Galles et d'Écosse qui représentent, respectivement, soixante-dix mille, vingt-six mille et vingt mille travailleurs, se sont déclarés « satisfaits » des explications données par la direction des charbonnages, qui, selon M. Scargill, meneur de la gauche au sein du syndicat national, « répondent à notre demande d'assurance en ce qui concerne l'exploitation des puits jusqu'à épuisement des filons ».

A l'issue d'une réunion avec le président des charbonnages, Sir Derek Ezra, les délégués syndicalistes ont appelé à la reprise du travail. Toutefois, ils ont lancé, en même temps, un ultimatum : le mouvement de grève reprendra à partir du 25 février, si des assurances formelles ne sont pas données, à cette date, concernant le maintien de l'exploitation au niveau actuel et une réduction considérable des importations de charbon bon marché en provenance, notamment, des États-Unis.

Documentaire et prix : WESPRESSO, Parc du Belvédère B 3 Rue M.-Carnier 34100 Montpellier (67) 41-19-14

A B C D E F G

## La fin de la visite de M. Mzali en France

A l'issue de la visite officielle en France de M. Mzali, le premier ministre tunisien et M. Barre se sont félicités, vendredi 20 février, des accords conclus avec des banques françaises pour la création d'une banque d'investissement en Tunisie. Les deux chefs de gouvernement ont enregistré « avec satisfaction l'évolution des contacts noués par les entreprises des deux pays pour la réalisation, en Tunisie, d'investissements industriels communs permettant de réels transferts de technologie, notamment dans les secteurs de l'automobile et du gaz ».

## L'agitation chez les étudiants tunisiens

De notre correspondant

Tunis. — L'agitation dans les lycées et collèges de Tunisie (le *Monde* du 20 février) a gagné l'Université, où les étudiants ont déclenché, dans la plupart des facultés, une grève de solidarité. Des incidents souvent violents ont opposé, vendredi 20 février, sur le campus et dans les environs, policiers et étudiants. Ces derniers ont saisi le doyen de la faculté des sciences pendant une partie de la journée, demandant en échange de sa libération celle de leurs camarades arrêtés auparavant.

Bien que la rumeur d'une prochaine réforme dans l'organisation des sections techniques, qui est à l'origine du mouvement, ait été démentie à plusieurs reprises par le gouvernement, l'effervescence n'a fait que s'amplifier. Les manifestations se sont multipliées à l'intérieur des établissements secondaires. Certains ont vu leurs installations saignées et ont dû fermer leurs portes. Dans la rue, la police est intervenue pour disperser les jeunes contestataires auxquels se mêlaient, quelques adultes, apparemment dévoués.

Manipulation ? Les slogans, nettement plus politiques que revendicatifs, violemment anti-gouvernementaux, scandés d'abord par les lycéens et maintenant repris à l'Université, ont la tendance islamique se montre la plus active et la mieux organisée depuis déjà longtemps, pourrissent le léger espoir. C'est, en tout cas, l'opinion du directeur du parti socialiste destourien, M. Mongi Kooli, qui a dénoncé, vendredi, « ceux qui complètent l'œuvre de l'ennemi en entraînant les jeunes dans une série de troubles injustifiés ».

La commission nationale syndicale, qui remplace la direction de la centrale ouvrière U.G.T.T., pour la préparation du congrès à elle aussi, dénoncé les « éléments » qui sont à l'origine de l'agitation et demandé à ses adhérents d'être vigilants contre les « provocations ».

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

## LA CAMPAGNE DE M. DEBRÉ : VINGT ORATEURS NATIONAUX ET DIX « AFFICHES MILITANTES »

Les délégués départementaux du comité national de soutien à l'action de M. Michel Debré se sont réunis, samedi 21 février, à Paris. Il s'agit, pour l'état-major de campagne de M. Debré, de préparer la « relance » de la candidature de l'ancien premier ministre, qui, les sondages l'attestent, a subi le contre-coup de l'effet Chirac.

Cette « relance » se traduira, dès lundi 23 février, par l'engagement d'un « état-major » de campagne, MM. Maurice Duval, Jean Foyer, Yves Guérin, Olivier Guichard, qui participeront dans tous les départements à des réunions publiques. Mardi 24 février, M. Michel Debré se verra remettre « L'3 grand débat », le 1<sup>er</sup> puis le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> de la semaine suivante, le détail chiffré de son programme économique et social.

Le comité national de soutien a présenté, samedi, aux délégués départementaux les dix « affiches militantes » brées, dans un premier temps, à cent mille exemplaires chacune. La première série de ces affiches est destinée à dessiner l'image que le candidat entend donner de lui-même et à vanter ses qualités (« Michel Debré, la vérité dans la France à besoin », « Michel Debré, le réalisme », « l'avenir », « l'indépendance » et enfin « le président dans la France à besoin »).

La seconde série est consacrée aux priorités de la « politique nationale de relancement » que propose l'ancien premier ministre (« Une France forte, pourquoi pas ? Avec Michel Debré, relançons le défi », « Une France ambitieuse », « Jeune », « Solidaire »).

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».

● Evacuation de l'ambassade d'Égypte à La Havane. La trentaine de Cubains retranchés depuis une semaine à l'intérieur de l'ambassade ont été délogés à l'aide de grenades lacrymogènes dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février par les forces cubaines de sécurité. Selon un communiqué officiel, l'opération s'est passée sans l'usage d'armes à feu et n'a fait aucun blessé.

● La visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, A. A. Levi, a été l'occasion d'une série de rencontres avec M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision sur les réserves supplémentaires et les équipements de balistique dont pourrissent être dotés, à la demande de Riyad, les soixante F-15 que les États-Unis doivent livrer à Israël avant octobre 1981.

M. Carter que ces appareils soient conçus dans une version « défensive » (le *Monde* du 5 février). M. Haig a reconnu qu'il existait des divergences « avec Israël » à ce sujet, mais qu'il espérait qu'elles seraient « surmontées ».



Thaïlande : les camps de la longue attente

PAGE XIV

Informatique : le travail en question

PAGE XV

Alain Cuny, un écorché guéri par le théâtre

PAGE XVII

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 1212, NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 22 FÉVRIER 1981

# Le Monde

D I M A N C H E

Liberté 81

## Le sel de la vie

Près de vingt-cinq mille lecteurs ont répondu à notre questionnaire « Liberté 81 » et ont pu ainsi s'exprimer sur ce sujet capital et controversé. Cette participation massive est à la fois une démarche intellectuelle et un acte politique. Oui, la liberté est toujours le plus précieux de tous les biens. Mais la liberté est menacée. Par les passions individuelles, par l'Etat et par le désordre du monde. Le moment est particulièrement bien venu de poursuivre cet éternel débat.

YVES AGNÈS ET FRÉDÉRIC GAUSSEN

**M**OT magique ! Pourrait-on lui trouver une définition froide et exhaustive, après que tant de philosophes, de poètes, d'écrivains, de politiciens et de révolutionnaires en ont révélé les mille facettes ? Résonance... Ce mot de « liberté » remplit les têtes et les cœurs. Il appelle à la réflexion, il réveille les sentiments. Sur tous les modes, sur tous les tons, des plus exaltés aux plus désabusés. Nos lecteurs lui ont composé un hymne.

« Ma liberté est celle de l'arbre tolérant tous les vents. J'y tiens comme par des racines profondes elle ne s'écartera pas elle est interne. Seule la cognée l'abattra au jour dit. »

« Une femme accouchant sans douleur, un enfant qui mange, un général qui joue aux quilles, Peignepite aux champs... »

« Une lutte imaginaire pour le bonheur, l'épanouissement, le Réel, la Tolérance et l'Éternité. »

« Respirer à pleins poumons sans aucune gêne », « Le sel de la vie », « Le plus précieux de tous les biens », « Un poème », « La joie de vivre », « Que je récupère ma vie, ma pensée, mes sens, mon corps, l'existence de mes actes, le choix de mes sentiments, et je serai libre... »

Oh ! une petite fraction des lecteurs n'ont pas voulu mêler leur voix à ce chœur. « Les mots de ce genre sont des noix creuses. Votre question n'aura pas de réponse définitive et vous le savez », écrit un professeur retraité. « Toute définition ne peut être qu'une réduction de la liberté », dit un cadre supérieur. « La liberté n'existe pas, seules les libertés existent », estime un lecteur de quarante-vingt-six ans. Ou bien « La liberté, c'est le droit de ne pas répondre à cette question, parce qu'elle m'écoeure trop un sujet de bac de philo... »

Mot qui questionne, mot qui interpelle. « La » liberté, c'est d'abord « ma » liberté, ont répondu massivement nos lecteurs. « Le primat de l'individu sur le collectif », selon la formule de l'un d'entre eux, est l'histoire convaincue de la plupart. Mais au fil des questions, chacun a

bien senti en y répondant la tension permanente entre son « moi » et les autres, surtout lorsque ces autres deviennent tous les autres, la société, ses institutions, son organisation... Ainsi toutes les nuances possibles se mélangent sur cette toile de fond individualiste. Qu'un certain nombre de lecteurs répondent : la liberté, pour eux, n'a de signification que par rapport aux autres ; la salut individuel passe par la collectivité.

Toutes ces sensibilités peuvent être regroupées dans six grandes catégories, d'importance inégales et qui parfois cohabitent dans une même réponse.

### ● FAIRE CE QUE JE VEUX.

« La liberté, c'est pouvoir vivre pleinement sa vie, sans entraves. « Aime et fais ce que tu veux », écrit un lecteur citant saint Augustin. La liberté est le moyen du bonheur, une condition pour se réaliser soi-même, pour exister, s'épanouir, aller au bout de ses possibilités. C'est « faire : ce que je veux, avec qui je veux, quand je veux, comme je veux » ; « être bien dans sa peau », « satisfaire ses désirs », « jouir de tout, souffrir de rien », « être ce que je dois être ». L'accent est mis sur soi, mais les autres ne sont pas oubliés : cette liberté individuelle n'a de sens que si chacun peut en profiter. « Pouvoir rêver, pouvoir aimer, pouvoir plaisanter, pouvoir créer et se cultiver, n'importe quand, n'importe où avec n'importe qui, mais sans nuire aux autres « libérés », écrit un cadre moyen de vingt et un ans.

### ● MAÎTRISER SON DESTIN.

« La liberté, c'est avoir la capacité d'exercer son libre arbitre, de diriger sa vie selon ses choix personnels. Pouvoir « agir selon ses convictions », « ma propre détermination », « mes propres directions ». Avoir « la maîtrise de son propre destin » et développer sa responsabilité et sa capacité d'autonomie. La possibilité de créer, la promotion personnelle par la formation, l'information, l'expression culturelle... « La capacité d'être à l'écoute de ses véritables profondeurs, d'être fidèle à cet élan créateur et d'en assumer la responsabilité en face des autres. »

### ● LE PAIX ET L'EMPLOI.

D'autres lecteurs (en nombre limité) estiment qu'il n'y a pas de véritable liberté sans « la sécurité matérielle », ce qui implique la possibilité de se nourrir et de se loger, le droit au travail.

### ● LE DROIT DE DIRE NON.

« La liberté, c'est la jouissance d'un certain nombre de droits élémentaires, ceux qui ne sont pas respectés par les régimes totalitaires et que limitent les sectarismes de tous ordres : droit d'expression, de croyance, liberté d'opinion, de circulation... « Pouvoir lire Minute à la fête de l'Humanité et pouvoir être chrétien à Téhéran ou à Moscou. » « Le droit de penser, d'exprimer ses convictions, d'adhérer ou non à des organisations, d'avoir une vie personnelle sans subir les contraintes d'un Etat ou d'un parti dominant. » La liberté républicaine, c'est « le droit de dire non... », « de pouvoir penser à haute voix sans être aussitôt interné dans un hôpital psychiatrique », « le droit à la critique », à la contestation. Cela suppose qu'on soit délivré des pesanteurs réglementaires, « des contraintes idéologiques et matérielles d'une autorité contraire à ses principes », que l'on puisse vivre aussi « en dehors du carcan

politique et social », et surtout ne pas se heurter à « l'arbitraire, notamment policier ». De nombreux lecteurs évoquent la crainte de « l'heure du latrès », d'autres pensent que la liberté c'est « pouvoir entrer dans un commissariat sans se demander si on va se faire tabasser ». Toute forme de fascisme va à l'encontre de la liberté : « Je hais ce que tu penses, mais je ne bats pas pour que tu puisses l'exprimer », écrit un lecteur de cinquante-deux ans.

### ● DEMOCRATIE.

« La liberté n'est possible que dans une organisation collective destinée précisément à protéger les citoyens : libertés politiques, démocratie, sécurité. La société doit arbitrer les conflits et contrôler les abus. Certains poussent plus loin le propos — socialisme, autogestion, — mais surtout posent une condition : la liberté sociale suppose l'égalité. Utopie ?

(Lire la suite page 7.)

L'élaboration du questionnaire et son analyse ont été faites avec la collaboration de Mme Annick Percheron et de M. Guy Michelat, chercheurs au C.N.R.S., rattachés à la Fondation nationale des sciences politiques (Centre d'étude de la vie politique française).

DES LUNDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



1<sup>er</sup> MENSUEL D'INFORMATION PAR IMAGE EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 12 F.

RICHARD MARTENS





# Veilleurs et éveilleurs

« La liberté est au centre de la discussion sur les choix de société. Elle devrait être aussi au cœur de la campagne présidentielle », écrivent-nous en présentant cette enquête « Liberté 81 » dans le Monde Dimanche du 9 novembre 1980. A en juger par le nombre et la richesse des réponses que nous avons reçues, cette hypothèse est largement vérifiée. Vingt-quatre mille sept cent trente-sept lecteurs ont participé à cette réflexion. Près de trois cents d'entre eux ont accompagné leur réponse d'une lettre apportant des précisions, des suggestions, des critiques. Nous souhaitons que le débat ainsi amorcé se poursuive. A partir des premiers résultats dont la publication commence dans ce numéro et se poursuivra la semaine prochaine (1).

L'intérêt que nos lecteurs ont accordé à cette entreprise est le signe de la force et de l'émulation de la jeunesse de l'idée de liberté, mais aussi d'une profonde inquiétude devant l'évolution de notre société. Inquiétude née à la fois des

récentes initiatives du ministre de la justice (le projet « sécurité et liberté » et les attaques contre le Monde), du caractère de plus en plus « monarchique » de la présidence de la République, de l'étouffement paralysant des libertés dans le monde (notamment dans les pays communistes et la plupart des pays du tiers-monde) et de la montée d'une crise économique grosse de dictatures possibles.

## Un tout

De nombreux lecteurs nous ont fait part de leur perplexité devant certains aspects de notre questionnaire. Le fait par exemple que soient mis sur le même plan des questions sur l'Etat, les institutions et les libertés fondamentales d'une part, la vie quotidienne, personnelle et affective d'autre. Le fait aussi que le terme de « liberté » pouvait poser les questions, s'entend de différentes façons : il y a LA liberté (qui est un concept philosophique) et LES libertés (qui recouvrent un ensemble concret de pratiques et

d'institutions) ; la liberté peut, selon les cas, s'identifier au libéralisme (politique ou économique), à l'indépendance (économique ou financière), voire au laxisme (éducationnel, moral ou judiciaire). Fallait-il répondre en pensant à la liberté « en soi » ou aux formes qu'elle prend dans les conditions politiques et économiques actuelles ? Fallait-il donner son jugement personnel, ou ce qu'on pensait être l'opinion moyenne des Français ? Comment répondre à une question pour laquelle on ne se sentait pas personnellement concerné ? Et comment peut-on quantifier ou hiérarchiser ce qui souvent relève de l'intuition, ce qui est fondamentalement instable et contradictoire en chacun de nous, ce qui est le part de ce qu'on est et de ce qu'on voudrait être (2).

Ces interrogations soulevées par nos lecteurs témoignent, par leur pertinence et leur foisonnement, du caractère à la fois global et complexe de la notion de liberté. Global parce que la liberté est un tout. Elle imprègne l'ensemble des pratiques et situationnelles poli-

tiques, sociales, individuelles, de toute collectivité humaine. Complexe, parce qu'elle s'insère dans un système de références entremêlées et instables. Elle est un mouvement, le résultat d'une succession d'équilibres précaires, d'avancées et de reculs. Cette subtilité, on pouvait craindre qu'elle ne disparaisse dans le formalisme d'un questionnaire forcément réducteur et schématisé. Et, pourtant, on la perçoit fort bien dans la combinaison des chiffres sortis de l'ordinateur. Celui-ci fait en particulier apparaître, avec une particulière netteté, à quel point la notion de liberté, avec la ramification de ses implications n'est ni une idée en l'air, ni une impression subjective. Mais combien, au contraire, elle fait partie d'un ensemble cohérent de références idéologiques, politiques, religieuses, sociales.

Ajoutons — et ce n'est pas le moins important — que cette enquête ne représente que l'opinion de ceux qui y ont participé. Elle n'est nullement représentative des lecteurs du Monde en général et

— encore moins — des Français dans leur ensemble. La « population », qui a participé à cette réflexion, a en effet des caractéristiques bien particulières : elle est essentiellement masculine (à 80 %) elle est composée en grande partie d'intellectuels (26 % d'enseignants et 13 % d'étudiants) ; elle est majoritairement à gauche (53 %) sont proches des tendances allant de l'extrême gauche au M.R.G. et il faut ajouter 8,7 % d'écologistes dont les deux tiers se situent à gauche).

Cette composition explique évidemment la tonalité globalement libérale des réponses obtenues : elles reflètent l'état d'esprit d'une fraction de la société française très informée, s'intéressant nettement plus à la politique que la moyenne des Français et exerçant une fonction intellectuelle socialement reconnue. C'est l'attitude d'une catégorie sociale particulièrement active sur le plan idéologique. Mais qui ressent aussi, avec une violence parfois pathétique, les heurts entre les idéaux et les réalités, entre les aspira-

tions individuelles et collectives.

La profonde spécificité des réactions de ces lecteurs apparaît nettement lorsqu'on compare certaines de leurs réponses à celles d'un échantillon représentatif sur le plan national, recueillies à l'occasion d'un sondage réalisé par la Cofrema en janvier 1981 et dont nous publierons les résultats dans le prochain numéro du Monde Dimanche.

(1) Le dépouillement des réponses a été réalisé par le service informatique du Monde. Etant donné le très grand nombre de réponses obtenues et notre souci de publier les résultats de l'enquête dans des délais raisonnables, nous avons dû en compte, pour l'analyse des résultats, les huit mille cinq cents premières réponses. Nous avons pu observer qu'à partir des quatre mille premières réponses les résultats obtenus ne variaient plus, ni en ce qui concerne les caractéristiques des personnes ayant répondu, ni en ce qui concerne les réponses elles-mêmes.

(2) Nous avons fait état dans le Monde Dimanche du 18 janvier (« Nos lecteurs et Liberté 81 ») des réactions des lecteurs qui contestaient le principe même de l'enquête.

## Une femme nue dans la mer...

La liberté est d'abord une façon d'être, un sentiment. Elle se vit dans les mouvements de tous les jours et dans les relations avec les partenaires familiaux.

- 63 % tolèrent les aventures extra-conjugales
- 64 % pensent que les jeunes n'ont pas trop de liberté

UNE femme nue courant dans les vagues par un ciel marin de printemps. Cette représentation allégorique de la liberté proposée par un lecteur est un excellent symbole d'une aspiration profonde. Si la liberté est une idée, elle est surtout un sentiment, une façon d'être. Elle est d'abord quelque chose qui se vit, qui s'agit. Liberté du corps, du mouvement, de la sensation, de la spontanéité. C'est dans l'immédiat de la vie personnelle et affective qu'elle s'apprend et se manifeste. La liberté n'est pas

seulement un thème de meeting ou de dissertation, elle est un ingrédient du bonheur quotidien. Si la liberté est une conquête permanente un idéal constant à atteindre, c'est bien dans le domaine du corps qu'elle a connu récemment ses plus éclatantes victoires. Le corps triomphant et qui n'a plus honte de se montrer. Débarrassée des tabous qui la voilaient aux regards, la nudité déformée, effrénée est le symbole même de cet affranchissement. Le fait que les parents dans certaines familles, se montrent au-dessus de leurs enfants n'est plus considéré comme choquant (pour 78 % des réponses). Et, si, sur les plages, les femmes exposent

leurs seins au soleil et aux regards, c'est sans doute « parce qu'elles se sentent heureuses comme ça » (47 %) ou « pour suivre la mode » (45 %), mais sûrement pas « par provocation » (5 %).

Ce sont d'ailleurs les femmes qui par la conquête récente de leur corps, ont fait faire à ce mouvement de libération le plus spectaculaire bond en avant. La grande majorité des lecteurs (72 %) voient dans la pilule un symbole de liberté, et peu (11 %) souhaiteraient voir interdire l'avortement. La contraception est une réalité désormais bien admise : elle est le plus souvent citée parmi les principaux facteurs de libération de la femme. Notons que, parmi les éléments les plus déterminants de cette émancipation, les lecteurs citent plus volontiers ceux qui assurent à la femme une autonomie économique et professionnelle — comme « l'exercice d'une profession » (qui est le facteur le plus souvent cité en tête), « l'indépendance financière » ou « l'égalité de traitement dans le travail » — que ceux qui reposent sur des réformes juridiques et sociales comme « la modification des lois sur le divorce » ou « l'existence de crèches ou de garderies ». La libération de la femme est donc, pour nos lecteurs, comme une conquête personnelle, une reconnaissance d'une égalité de statut social.

## Tolérance

Cet accent sur la libération de l'individu, on le retrouve dans les domaines ayant trait à la sexualité et à la vie des couples, où les lecteurs font preuve de la plus grande tolérance. La majorité d'entre eux pense que, dans un couple, l'homme et la femme peuvent avoir des activités personnelles indépendantes (aller seul au cinéma, en week-end ou en vacances) et même connaître des aventures (17 % sans le dire à l'autre, 30 % en le disant, 16 % avec une liberté totale) (1). Pour la majorité, le mariage n'est pas ressenti comme une restriction à la liberté (62 %), et il n'est pas choquant que le mari s'occupe de tout à la maison (56 %).

La majorité des parents sont prêts à accepter que leur fils (54 %) ou leur fille (61 %) passe la nuit chez eux avec son ami (ou son amie) et n'estiment pas choquant (87 %) que de plus en plus de jeunes vivent ensemble sans être mariés. Concernant l'homosexualité masculine ou féminine, la grande majorité estime qu'il faut « laisser chacun libre de faire ce qu'il veut » (74 %). Si une forte minorité (32 %) pense qu'il faut « tolérer l'homosexualité en essayant de la limiter », bien peu (3 %) sont pour « l'interdire absolument ».

La libération des mœurs consécutive au développement de la contraception et à celui de l'épouse n'est pas perçue comme un danger particulier pour les familles par la majorité des lecteurs. 40 % estiment qu'elle « rend les familles plus fragiles que par le passé », tandis que 13 % pensent qu'elle les « rend plus solides » et 44 % qu'elle « n'a pas d'effet sur les familles ».

Autres bénéficiaires, avec les femmes, des récentes conquêtes de la liberté : les jeunes. La jeunesse est symbole de liberté. Elle



en est l'incarnation même. Si on est jeune, on est libre, pensent 68 % des lecteurs. Mais il s'agit là de la jeunesse en tant qu'abstraction. Et il est d'autant plus choquant de constater que dans la réalité les choses ne se passent pas ainsi : « si, être jeune », c'est être libre, « les jeunes », en tant que groupe social, voient leurs libertés concrètes singulièrement réduites. 34 % des lecteurs seulement pensent, contrairement à ce qui se dit parfois, que « les jeunes ont trop de liberté » (alors que c'est l'avis de 66 % des Français) et une proportion plus grande encore trouve les tribunaux trop sévères pour les jeunes délinquants. 65 % estiment nulle ou pas très grande la liberté qu'ont les jeunes d'exprimer leurs opinions et leurs revendications.

Cette possibilité d'expression, les jeunes doivent au moins pouvoir l'exercer au sein de la famille. Près de 50 % des lecteurs estiment qu'un enfant « a son mot à dire dans les décisions familiales quel que soit son âge » et 22 % s'il a plus de douze ans (3 % seulement lui refusent ce droit « quel que soit son âge »). De même, la majorité des lecteurs estime qu'il est normal que les enfants « ne disent pas tout à leurs parents et aient une vie à eux quel que soit leur âge » (9 % seulement trouvent cela anormal quel que soit l'âge des enfants).

Dans une enquête nationale réalisée en novembre 1976 par

l'IFOP, les parents français se montraient autrement moins libéraux, puisque 17 % seulement d'entre eux trouvaient normal que les enfants aient leur mot à dire, et ne disent pas tout à leurs parents quel que soit leur âge (3).

Dans leur pratique éducative les lecteurs font preuve du plus grand libéralisme : 70 % sont hostiles aux corrections et plus encore trouvent normal que les enfants jugent leurs parents. Cet esprit d'ouverture ne se limite pas à la vie en famille : 90 % estiment qu'il n'est pas normal à l'école que « les élèves ne puissent exprimer leur mécontentement » et 80 % sont favorables « aux méthodes nouvelles d'éducation qui donnent plus de liberté aux élèves ».

## Divergences

Ce tableau général de libéralisme et d'ouverture d'esprit cache cependant bien des divergences. Il est surprenant de constater à quel point les différences d'options politiques et idéologiques, de milieu social et professionnel, et même d'âge et de sexe peuvent influer dans des domaines apparemment

assez personnels. D'une façon générale les réponses les plus libérales sont données par les lecteurs se situant à l'extrême gauche et à gauche (ou parmi les écologistes), par les instituteurs, les professeurs, les ouvriers et les employés ; par les lecteurs de vingt-cinq à trente-cinq ans ; par les personnes « sans religion ». A l'inverse, les réponses les plus autoritaires viennent des lecteurs se situant à droite ou à l'extrême droite (le R.P.R. étant plus rigoriste que l'U.D.F.) ; des industriels, des retraités et des cadres supérieurs ; des lecteurs de plus de quarante-cinq ans ; des catholiques pratiquants. Les femmes sont dans tous les cas un peu plus libérales que les hommes.

## Education

Les divergences idéologiques ou sociales apparaissent avec une particulière netteté lorsqu'on demande aux lecteurs de choisir entre plusieurs options ayant des significations différentes. Ainsi une question où l'on proposait quatre définitions de « ce qui est le plus important à apprendre aux enfants » fait apparaître quatre conceptions très contrastées de l'éducation, allant de la passivité au laxisme absolu, en passant par une question insistant sur l'autonomie personnelle et une autre sur le travail. Chacune de ces options fait apparaître une structure particulière des réponses, étroitement liée aux positions politiques et au milieu professionnel.

La première option — « il faut respecter les règles qui existent » — est choisie de préférence par les agriculteurs, les industriels et les cadres supérieurs ; l'extrême droite, le R.P.R. et l'U.D.F. ; les moins de vingt ans et les plus de quarante-cinq ans ; les catholiques pratiquants.

La deuxième — « il faut bien travailler pour avoir un métier » — de préférence par les industriels, les cadres supérieurs et les ingénieurs ; le P.C., le R.P.R. et l'U.D.F. ; les hommes ; les plus de quarante ans.

La troisième — « il faut savoir se débrouiller tout seul » — de préférence par les cadres moyens, les étudiants, les chômeurs, les écologistes, le P.S.U. et l'extrême gauche ; les femmes ; les moins de quarante ans ; les sans religion.

La quatrième — « il faut faire ce que l'on veut, comme on en a envie » — de préférence par les ouvriers, les instituteurs, les techniciens ; l'extrême gauche, le P.S.U. et les écologistes ; les moins de trente-cinq ans et les sans religion.

(1) Selon un sondage de la Cofrema, en juin 1980, sur un échantillon national, 58,5 % des personnes interrogées n'étaient « pas du tout d'accord » pour trouver « normal que le mari et la femme puissent avoir des relations sexuelles avec d'autres personnes ».

(2) Cahiers de l'IFOP, n° 13, 1976.

● Certains disent qu'aujourd'hui les jeunes ont trop de liberté. Vous-même pensez-vous que c'est :

	Liberté 81	Echantillon national (Cofrema, juin 80)
Tout à fait vrai.....	5,5 %	36,7 %
Un peu vrai.....	28,4 %	38,2 %
Un peu faux.....	27,8 %	17,4 %
Tout à fait faux.....	38,3 %	14,6 %

● On constate que de plus en plus de jeunes vivent ensemble sans être mariés. Est-ce que cela vous paraît :

	Liberté 81	Echantillon national Parents IFOP, nov 76
Tout à fait choquant.....	3 %	32 %
Plutôt choquant.....	13,4 %	30 %
Plutôt pas choquant.....	21,5 %	21 %
Pas choquant du tout.....	55 %	25 %

● Certains enfants ne disent pas tout à leurs parents. Vous-même diriez-vous que vous trouvez cela normal ou pas :

	Liberté 81	Echantillon national Parents IFOP, nov 76
Normal quel que soit l'âge des enfants.....	49 %	17 %
Normal quand les enfants ont plus de douze ans.....	12,6 %	6 %
Normal quand les enfants ont quinze ou seize ans.....	27,4 %	27 %
Pas normal quel que soit l'âge.....	8,6 %	47 %

Les lecteurs qui ont participé à notre enquête sont nettement plus libéraux à l'égard des jeunes que l'ensemble des parents français, comme le montre cette comparaison entre leurs réponses et celles — aux mêmes questions — d'un échantillon national de parents interrogés par la Cofrema en 1980 et par l'IFOP en 1975.

MUSÉE RODIN  
77, rue de Varenne 75007 PARIS  
**VIGELAND**  
T.J.J. (et mardi), 10-12 h et 14-17 h  
18 février - 30 mars

# Le travail et la peine

Le travail est-il un esclavage ou le lieu même de la liberté? Entre le geste créateur de l'artiste ou celui mécanique et aliénant du prolétaire, la distance est grande.

- 1 lecteur sur 2 pour imposer les retraites anticipées
- 1 lecteur sur 3 favorable à l'autogestion

**D**IEU dit : « Maudite soit la soif de la peine ! A force de peines tu auras la subsistance tous les jours de ta vie. » Le travail, dans la Bible (Genèse, chapitre 3, verset 17), n'est guère synonyme de liberté ! Il est lié à la chute de l'homme, chassé du paradis terrestre pour n'avoir pas respecté la loi divine. Il signifie effort, fatigue, sueur. Il est le contraire du bonheur. Eh bien ! les lecteurs du Monde qui nous ont répondu ne semblent pas tous avoir du travail une vision aussi négative. Ils se partagent presque également en trois tiers : ceux pour lesquels le travail est plutôt assoué à l'idée de liberté ; ceux pour qui le mot évoque la non-liberté ; et ceux qui sont neutres. Une autre question confirme cette opinion générale : 60 % des lecteurs estiment que le fait de travailler ne réduit pas notre liberté.

## Préserver l'emploi

En revanche, les divergences s'accroissent lorsqu'on compare les professions. Le travail est libéré pour plus de 40 % des ingénieurs, des industriels et des professions libérales, plus de 35 % des professeurs, des cadres supérieurs et des retraités, mais pour seulement 26 % des employés et des étudiants, 23 % des agriculteurs, 21 % des ouvriers et des chômeurs. Attitudes logiques que renforcent les réponses à notre question sur les raisons qui poussent à accepter un travail. En tête (32 %), les compétences requises. C'est encore plus vrai chez les professions libérales, les professeurs, les ingénieurs, et cette correspondance avec les compétences professionnelles s'accroît avec l'âge. En seconde position (23 %) viennent ceux qui veulent un travail qui laisse du temps libre. Dans ce groupe, on trouve davantage d'ouvriers, d'employés, d'enseignants aussi, et un plus fort pourcentage de lecteurs de vingt à trente-quatre ans. La troisième catégorie regroupe ceux (19 %) qui veulent avoir des responsabilités ; avec, bien sûr, le plus fort pourcentage chez les industriels, et le plus faible chez les ouvriers ; et un écart de 18 points selon que l'on se situe à l'extrême gauche (10 %) ou à l'extrême droite (28 %). Cet écart est toutefois beaucoup plus faible que pour les partisans du temps libre (36 points d'écart entre l'extrême gauche et la droite). Les autres raisons évoquées pour le choix d'un travail n'atteignent pas chacune 10 % des suffrages : que l'ambiance soit bonne, qu'on ne soit pas toujours sur notre dos, qu'on soit bien payé.

Si le travail n'est pas la liberté pour tout le monde, l'absence de travail l'est encore moins. 88 % des lecteurs estiment en effet qu'on ne peut pas se sentir tout à fait libre si on est sans travail. 73 % d'entre eux sont d'accord pour restreindre leur propre liberté afin de lutter contre le chômage.

Préserver sa liberté, c'est donc, pour la très grande majorité, préserver l'emploi. Pourtant, les lecteurs se séparent en deux parties d'égale importance, lorsqu'on leur demande s'il faudrait interdire le travail au noir (50 % d'accord, 50 % pas d'accord) ou la possibilité pour les retraités d'avoir un emploi (44 % d'accord, 55 % pas d'accord). Même séparation en deux blocs, lorsque nous leur demandons s'il faut imposer des retraites anticipées pour réduire le chômage (51 % contre, 48 % pour). On mesure ainsi la difficulté pour chacun de se situer dans le débat entre l'individu et la col-

lectivité : puisque le travail est si important, comment accepter d'y renoncer au profit d'autres ? Les choses ne sont donc pas si simples qu'il y paraissait dans la question de principe, et la liberté personnelle rentre ici nettement en conflit avec la conscience aiguë qu'ont nos lecteurs des problèmes de l'emploi.

Le débat prend une tout autre forme, plus politique et idéologique, lorsqu'on interroge les lecteurs sur l'organisation sociale des entreprises. 2 % seulement d'entre eux souhaitent maintenir les relations actuelles entre direction et salariés. Les autres se divisent en trois groupes. 34 % sont pour consulter les salariés, mais laisser la direction prendre les décisions ; on trouve parmi ces « réalistes » davantage d'opinions politiques du centre droit et de droite, et même du centre. 40 % estiment qu'il faut faire diriger les entreprises en commun par les salariés et les patrons ; ces adeptes de la cogestion sont les plus nombreux à gauche et au centre gauche, 23 %, enfin, estiment qu'il faut donner aux salariés la responsabilité de leurs entreprises. L'extrême gauche, avec le P.S.U. et les communistes, forment les gros bataillons de ces « idéalistes collectivistes ». La profession influe aussi sur les attitudes. C'est sur la direction par les patrons avec simple consultation des salariés qu'ouvriers et chefs d'entreprise sont les plus éloignés, parmi toutes les réponses à notre questionnaire : 72 % des industriels sont pour cette solution, 11 % seulement des ouvriers.

L'organisation actuelle de l'entreprise — même avec « consultation des salariés » — ne semble donc pas propre à assurer l'épanouissement et la liberté de chacun. Il reste, 67 % des lecteurs estiment qu'ils ne se sentent pas vraiment libres face à leur employeur, alors que la très grande majorité d'entre eux (87 %) pensent qu'on pourrait facilement augmenter la liberté de chacun dans son travail sans diminuer son efficacité.

Nous leur proposons, dans une autre question, de donner leur avis sur l'autogestion. Là encore, ils se divisent nettement, essentiellement sur des critères politiques. 10 % des lecteurs pensent que c'est la meilleure solution et qu'il faut commencer à l'appliquer, attitude répandue davantage (34 %) à l'extrême gauche. Presque la moitié d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'une idée juste et d'une direction à suivre : ce sont en priorité (64 %) des personnes qui se situent à gauche. 30 % des lecteurs estiment qu'il s'agit d'une idée généreuse, mais on ne voit pas très bien comment cela pourrait marcher. Cette catégorie correspond davantage au centre et au centre droit. Enfin, 8 % des lecteurs estiment l'autogestion irréalisable : ce sont surtout ceux qui se situent à droite (44 %) et à l'extrême droite (58 %).

L'institut de sondage Louis-Harris avait posé des questions très proches sur les relations sociales et l'autogestion, en septembre 1977, pour le quotidien Le Matin. Il s'agissait cette fois d'un échantillon représentatif national de 3 037 personnes. L'autogestion était considérée comme irréalisable pour 29 % des personnes interrogées, une idée juste, une direction à suivre pour 25 %, la meilleure solution pour 6 %. Les lecteurs du Monde qui ont répondu à notre enquête apparaissent donc bien loin — comme dans l'ensemble du questionnaire — bien plus « en flèche » dans le débat social que l'ensemble des Français. En particulier, davantage partisans de solutions « collectives ».

Il faut pourtant nuancer cette conclusion. Car les deux tiers considèrent qu'il serait très grave de supprimer la liberté de fonder une entreprise, de se mettre à son compte. Ces appréciations sont d'autant plus fortes qu'on se situe plus à droite (55 points d'écart entre l'extrême gauche et le R.P.R.), mais 55 % des personnes proches du P.S.U. considèrent encore que la menace sur cette liberté serait très grave... 43 % des ouvriers, 58 % des employés pensent de même. L'idéologie « collectiviste » est donc

largement tempérée de « libéralisme », en même temps que se manifeste une forte aspiration à sortir de la condition du salarié (voir notamment l'enquête du Monde Dimanche sur ce thème, « L'Adieu au salariat », publiée le 18 janvier).

On retrouve cette même tension entre deux pôles opposés lorsqu'on interroge nos lecteurs sur l'action et les organisations syndicales. Celles-ci contribuent, pour près des trois quarts d'entre eux, à la sauvegarde des libertés, après toutefois la presse et les associations d'usagers, mais avant les partis politiques et les institutions publiques. Un pourcentage identique de lecteurs considère que leur suppression serait très grave (mais seulement parmi eux 51 % des chefs d'entreprise !). Et les différences d'attitudes sont énormes selon les positions sur l'échiquier politique : plus de 82 points entre l'extrême droite (12 %) et le R.C. (94 %). A peine la moitié seulement des électeurs proches de la majorité actuelle (U.D.F., R.P.R.) estiment très grave une éventuelle suppression des syndicats.

## Le droit de grève

Le droit de grève, l'une des libertés fondamentales de notre société, paraît plus important à nos lecteurs que les syndicats eux-mêmes. 83 % d'entre eux estiment que sa suppression serait très grave (ce 12 % assez grave). La différence d'appréciation est encore plus grande selon l'appartenance politique : 86 points d'écart selon que l'on se déclare proche d'un parti d'extrême gauche (96 %) ou d'extrême droite (10 %).

De la même manière, la liberté de manifestation est un « droit fondamental » pour 86 % des lecteurs. Mais les attitudes divergent assez fortement lorsqu'on leur demande ce qu'il doit compter la plus en cas de grève dans un service public : le droit de grève des salariés ou la gêne causée aux usagers ? 70 % de l'ensemble des lecteurs sont pour le respect du droit de grève. Mais attention ! Si 77 % des P.S.U. et 73 % de l'extrême gauche le pensent, à l'autre bout, plus un seul lecteur de l'extrême droite n'adopte cette position ; et la majorité des lecteurs de droite (U.D.F., R.P.R., extrême droite) estiment au contraire qu'il faut d'abord tenir compte de la gêne causée aux usagers. Si l'on observe les professions, en revanche, seuls les chefs d'entreprise sont en majorité dans ce cas.

Enfin, les organisations syndicales ne peuvent compter, avec nos interlocuteurs, sur des troupes moutonnaires. Neuf lecteurs sur dix estiment en effet qu'il ne faut pas suivre un mot d'ordre syndical avec lequel on n'est pas d'accord. Les petits commerçants, les cadres moyens et supérieurs, les étudiants, sont les champions de cette attitude. Ceux qui sont les mieux disposés à suivre un mot d'ordre sans discuter sont les agriculteurs (18 %) et les ouvriers (14 %). Mais ces fois, les différences sont minimes de gauche à droite ; toutefois, les lecteurs proches du parti communiste sont nettement les plus disciplinés : 29 % sont d'accord pour suivre le syndicat les yeux fermés. Attitude conforme à ce que l'on observe dans la vie courante chez une partie des militants ou des sympathisants communistes ; mais elle s'explique aussi par l'importance qu'ils accordent aux organisations syndicales. Les réponses à notre questionnaire le confirment : les lecteurs proches du P.C. sont de tous les plus attachés aux droits syndicaux.

## Les femmes

Les femmes, beaucoup moins nombreuses que les hommes, représentent dans cette enquête une population bien particulière. Elles sont dans l'ensemble plus jeunes (moins de vingt-cinq ans). La très grande majorité d'entre elles (88 %) exercent une activité professionnelle et elles sont surtout institutrices, étudiantes, professeurs, employées et dans le petit commerce. Elles sont plus souvent sans religion que les hommes (ce qui n'est pas habituel). Bien que leur intérêt pour la politique soit moindre que celui des hommes (ce qui, en revanche, est normale courante), elles sont relativement plus nombreuses à se dire proches du P.S.U. et des écologistes.

Dans leurs réponses, les femmes se montrent nettement plus libérales que les hommes, pour tout ce qui touche la vie personnelle et affective, la sexualité, l'éducation des enfants. Elles sont généralement un peu plus sensibles que les hommes à tout ce qui peut être considéré comme une menace pour les libertés dans les relations interpersonnelles. En revanche, il n'y a pratiquement pas de différence selon le sexe pour ce qui concerne l'organisation de la vie en société et la politique. L'enquête confirme que chez les femmes actives et d'un niveau culturel élevé, les différences les plus habituelles s'estompent ; ici elles vont même parfois jusqu'à s'inverser.

## Les jeunes et les vieux

L'âge joue son rôle dans la plupart des réponses. D'une façon générale, plus on vieillit, moins on est à gauche et plus les opinions vont dans le sens de l'autorité.

Les jeunes et 27 % des moins de vingt ans). Ou encore que 28 % d'entre eux sont favorables à l'interdiction de l'avortement (contre 16 % des lecteurs ; et 18 % des moins de vingt ans) ; même sur le mariage et la cohabitation juvénile, ils sont moins libéraux que leurs aînés.

Cette tendance générale n'est pas entièrement surprenante si l'on se réfère, par exemple, à l'enquête sur les lycéens réalisée par les Dossiers de l'étudiant en 1979, qui faisait déjà apparaître, d'une part, un fort rejet de la politique en général et, d'autre part, un pourcentage plus élevé que parmi les étudiants en faveur de la majorité politique actuelle (1). Ce qui est le plus étonnant dans notre population est l'absence d'un courant plus contestataire et proche de l'extrême gauche, généralement présent dans les enquêtes sur cette tranche d'âge.

Les vingt-cinq-trente-cinq ans sont plus libéraux dans tous les domaines. Ce sont aussi les plus à gauche (extrême gauche, P.S.U., P.C., écologistes).

À partir de quarante ans, une rupture s'amorce. C'est à partir de cet âge qu'on trouve surtout les sympathisants du centre et de la droite (M.R.G., U.D.F., R.P.R.). Si les réponses des quarante-quatre-cinq ans occupent souvent une position médiane, celles des plus de quarante-cinq ans connaissent une brusque évolution dans le sens de l'autorité.



## Les professions

Les enseignants et les intellectuels ont été, de loin, les plus nombreux à participer à cette enquête : on compte 22,6 % de professeurs et 5,4 % d'enseignants et d'éducateurs.

Les autres catégories professionnelles se répartissent de la façon suivante : cadres supérieurs, 13,2 % ; cadres moyens, 12 % ; professions libérales, 6,6 % ; ingénieurs, 5,5 % ; employés, 4,5 % ; techniciens, 2,8 % ; retraités, 1,5 % ; ouvriers, 1,1 % ; chômeurs, 1,1 % ; industriels, 1 % ; petits commerçants, 0,9 % ; ménagères, 0,9 % ; agriculteurs, 0,8 %.

Ces différentes professions ont des caractéristiques politiques particulières. Les plus à gauche et les plus libéraux sont les instituteurs (qui se disent le plus volontiers proches du P.S.U. et de l'extrême gauche) et les professeurs (plutôt proches du P.S., du P.S.U. et du P.C.). Les cadres moyens sont plus proches du centre gauche (P.S., M.R.G.) et les professions libérales du centre droit (M.R.G., U.D.F., R.P.R.). Les catégories

les plus autoritaires et les plus à droite sont les industriels, les agriculteurs et les ménagères. Les agriculteurs constituent une catégorie assez complexe : on trouve parmi eux des sympathisants de l'extrême gauche, de l'U.D.F. et des écologistes. Il en va de même des petits commerçants, où on trouve des sympathisants de l'extrême gauche, du P.S. et du M.R.G. Les ouvriers et les chômeurs sont proches du P.C., mais surtout de l'extrême gauche et des écologistes. Les étudiants sont plus souvent à droite que la moyenne (extrême droite et U.D.F.).

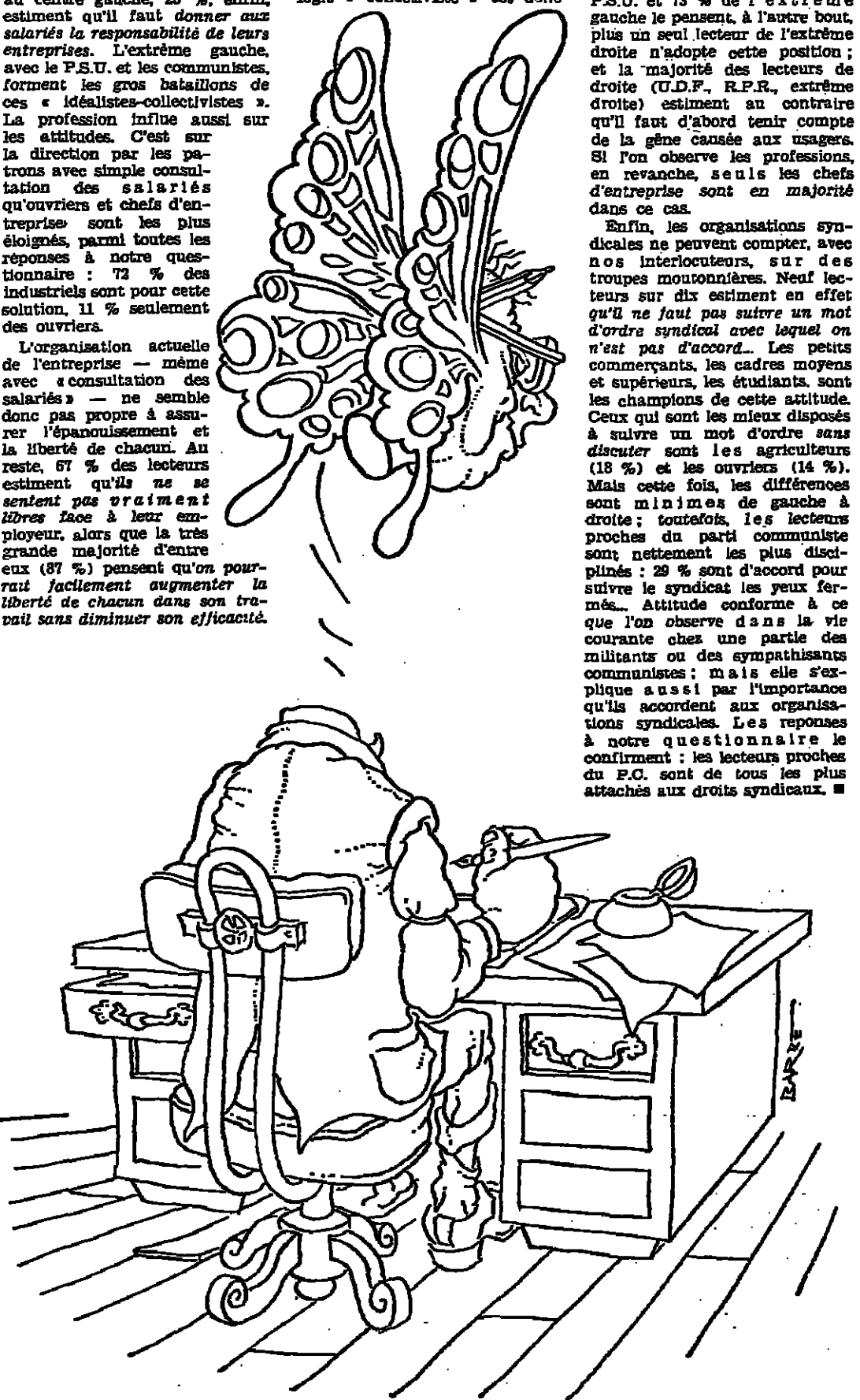
Les catholiques pratiquant régulièrement sont surtout nombreux parmi les agriculteurs, les industriels, les cadres supérieurs, les retraités et les ménagères ; les protestants parmi les cadres supérieurs, les retraités et les ménagères ; les personnes « sans religion » d'autres religions ; parmi les petits commerçants, les industriels et les professions libérales ; les personnes « sans religion » parmi les employés, les instituteurs, les professeurs et les techniciens.

## Paris-province

Les réponses se répartissent à peu près par moitié entre la province d'une part (54 %) et Paris (24 %), et la région parisienne (20 %) d'autre part. Les différences entre ces groupes sont faibles dans l'ensemble. Les Parisiens sont souvent un peu plus libéraux que les autres, en particulier pour les meurs et l'éducation des enfants. Le besoin

de sécurité semble un peu plus ressenti dans la région parisienne et en province qu'à Paris.

(1) Voir le Monde de l'éducation d'octobre 1979. Voir également « Les 10-18 ans et la politique » (Annick Percheron et Françoise Bonnal, Daniel Boy, Nadia Delah, Grégoire Grunberg, Françoise Subliou, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979).

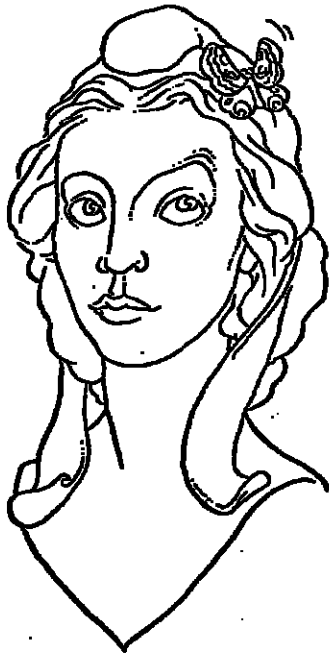


27 Février 1981



## Une affaire politique

Que l'opinion que chacun peut avoir sur l'organisation de l'Etat, de la justice ou de l'économie soit en rapport avec ses opinions politiques, cela n'a rien de prioritaire, de bien surprenant. Mais qu'une relation aussi forte existe entre les choix politiques et la vie personnelle, l'éducation des enfants ou la morale sexuelle, voilà qui paraît moins évident. Et pourtant, de toutes les variables que l'on peut mettre en relation avec l'ensemble des questions de sexe, d'âge, d'activité professionnelle ou de lieu de résidence, celle ayant trait à la politique sont à la fois les plus fortes et les plus constantes (1). Car tel est bien l'enseignement principal qui se dégage de cette enquête : la liberté, sous toutes ses formes et dans toutes ses implications, est profondément politique.



BABER

Que l'on évoque l'homosexualité ou l'avortement, la vie des couples ou la sévérité à l'égard des enfants, la liberté des jeunes ou la rigueur des tribunaux, la même évidence s'impose : les réponses s'inscrivent dans une construction remarquablement cohérente dont la clef est idéologique. La liberté est une combinaison, un système, et tous les actes de la vie personnelle et sociale s'organisent par référence à un code tout à fait clair : plus on se situe soi-même sur la gauche, plus on a un comportement libéral dans tous les domaines ; plus on se situe vers la droite, plus on recherche en toutes choses l'autorité et la rigueur. Cette cohérence montre que la référence à un parti ou une famille politiques a une signification beaucoup plus profonde qu'une simple intention de vote. Elle constitue un système culturel, elle renvoie à tout un système de valeurs, à des attitudes morales et philosophiques déterminées, à des croyances particulières sur le sens à donner à la vie, sur la destinée humaine (2). Cela explique, sans doute, qu'il y ait une telle stabilité politique en France et que les évolutions soient si lentes. Un parti peut se substituer à un autre, au gré des circonstances et sous l'action des professionnels de la politique. Mais c'est généralement plus d'un glissement d'étiquette que d'une mutation radicale qu'il s'agit. Les catégories sociales et les familles idéologiques, elles, demeurent, avec des caractéristiques fortement enracinées dans une tradition historique.

Ces diverses familles de pensées qui composent la société française, on les voit se disposer sur l'axe gauche-droite et dans l'éventail de partis politiques où les lecteurs étaient invités à se situer. Sous l'étiquette de l'extrême gauche (4 %) se réunissent ceux qui en toutes choses font systématiquement preuve du comportement le plus libéral et le plus anti-autoritaire (sauf

pour leurs adversaires). Le fossé entre l'extrême gauche et le reste de la gauche est souvent suffisamment net pour donner à ce groupe une physionomie très tranchée et délibérément marginale. Les lecteurs proches du P.S.U. (8 %) forment une sorte de transition entre ces positions extrêmes et celles plus équilibrées du reste de la gauche.

Le P.C. (4 %) et le P.S. (33 %) ont des physionomies assez contrastées. Les lecteurs du P.C. — qui sont assez particuliers puisqu'on compte parmi eux beaucoup de professeurs et peu d'ouvriers — ont des positions souvent relativement modérées, mais ils sont en pointe lorsqu'il s'agit de défendre les syndicats ou les partis politiques. Ce sont eux aussi qui font le plus confiance à la science et au progrès technique pour affermir les libertés et qui mettent le plus l'accent sur le problème de l'emploi.

### Centristes

Occupant une position médiane, les lecteurs du P.S., qui sont les plus nombreux dans notre échantillon, se répartissent équitablement entre un versant plutôt de gauche et libéral et un autre, plutôt centriste et modéré. N'occupant jamais de positions extrêmes, ils représentent à la fois la masse et le pivot de l'ensemble.

Peu nombreux mais remarquablement groupés, les lecteurs du M.R.G. sont fidèles dans tous les domaines à leur vocation centriste. L'ensemble des réponses fait nettement apparaître le contraste entre les deux gauches qui existent en France : l'une plutôt libérale, spontanée, méfiante à l'égard des

institutions d'Etat et de la technocratie et mettant l'accent sur la jouissance et l'épanouissement individuel ; l'autre plus planificatrice, favorable à l'intervention de l'Etat et pour qui l'émancipation personnelle passe par l'organisation sociale. Ces deux tendances ont leur bastion (extrême gauche ou un côté, P.C. de l'autre). Mais elles coexistent aussi de façon graduée en beaucoup d'individus, provoquant des déchirements plus ou moins conscients.

En avançant vers la droite, on trouve les lecteurs de l'U.D.F. (7 %) et du R.P.R. (4 %) généralement dans cet ordre — surtout pour tout ce qui concerne la vie personnelle et affective, pour laquelle les électeurs R.P.R. sont toujours plus rigoureux que leurs partenaires de la majorité.

A l'autre extrémité de l'éventail, l'extrême droite (0,6 %) occupe, elle aussi, une position nettement tranchée. Les lecteurs qui s'en réclament ont des réactions beaucoup plus conservatrices que tous les autres, y compris les problèmes moraux, affectifs et pédagogiques.

Les lecteurs qui, en proportion non négligeable, se disent proches des écologistes (9 %) se situent eux-mêmes en majorité à l'extrême gauche et à gauche. Leurs réactions sont généralement proches de celles du P.S.U., avec une insistance particulière, comme il est normal, sur ce qui touche à l'environnement, à la pollution, et une méfiance très nette à l'égard du progrès technologique.

Enfin, un nombre important de lecteurs (21 %) ne se disent proches d'aucun parti. Ces « abstentionnistes » (qui se recrutent surtout parmi les moins de trente-cinq ans) constituent en fait la « deuxième partie » de notre population, après le P.S. Beaucoup d'entre eux ont également refusé de se situer sur l'axe gauche-droite, rejetant le principe même de cette classification. Certains d'entre eux ont expliqué dans une lettre les raisons de cette attitude, estimant que la notion de gauche et de droite était périmée et ne correspondait plus aux circonvolutions réelles de notre société. Ceux d'entre eux qui ont quand même accepté de se situer entre la gauche et la droite se sont répartis sur l'axe de façon sensiblement équilibrée. On ne peut donc pas dire que les « abstentionnistes » sont globalement des gens de droite qui s'ignorent.

Ajoutons que la variable la plus proche de l'opinion politique est la religion. Les catholiques pratiquant régulièrement sont les plus nombreux à l'U.D.F. et au R.P.R. et les « sans religion » à gauche et à l'extrême gauche.

(1) Le niveau d'instruction des lecteurs qui ont répondu est très élevé (75 % d'études supérieures) ; se trouve ainsi quasiment supprimé un des facteurs de différenciation des opinions les plus fréquents.

(2) Lire notamment « Classe, religion et comportement politique », Guy Michelat et Michel Simon, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Editions sociales, 1977.

## Le sel de la vie

(Suite de la première page.)  
Où, si l'on en croit un instituteur en retraite (soixante et onze ans), communiste, qui voit dans la liberté « la possibilité de vie qui serait offerte par une société où les humains seraient parvenus »...

● RESPECT DES AUTRES. — La liberté se vit dans la tolérance, le respect d'autrui, elle est équilibre entre l'autonomie de chacun et ses relations dans la société. Respect de la différence, du non-conformisme, de la marginalité même. L'idée générale que la liberté est un compromis étiré (« Je respecte les plates-bandes des autres. Personne dans les miennes »), ou très ouvert (« L'accord profond, secret avec le monde. La sérénité de l'acceptation des êtres et des choses »). « La liberté, c'est l'équilibre. Il implique une morale, une maîtrise de soi... et le respect des autres ».

● UTOPIE. — Certains lecteurs enfin, pensent que la liberté n'est pas de ce monde. Pour les plus optimistes, c'est un combat, une recherche permanente, un but à atteindre. Mais la plupart jugent ce but « inaccessible ». C'est un « mythe », un « leurre », une « utopie », un « idéal ». « Comme pour la vérité, on ne peut que tendre à la liberté ». Qu'est-ce qui menace le plus nos libertés ? A coup sûr, la crise

économique, largement citée — et celles que soient les convictions idéologiques — devant toutes les menaces politiques, d'origine interne (maintien de la majorité au pouvoir ou au contraire arrivée de la gauche) ou extérieure (multiplication des régimes autoritaires, déséquilibre entre les blocs, terrorisme international, pression politique du tiers-monde).

Malgré ces menaces, une partie importante de nos lecteurs — un sur cinq environ — ne voit aucune raison valable « pour laquelle ils seraient prêts à abandonner une partie de leur liberté ». « Non merci, écrit un lecteur azeri, on a déjà donné ». Les autres accepteraient de renoncer cette liberté en faveur de plusieurs causes.

Il y a ceux qui sont prêts à se dévouer pour la collectivité : la lutte contre les inégalités, les injustices, pour l'accès à la culture, le bien commun, pour « sauver des vies humaines », « combattre la crise économique ». Nombreux sont ceux qui estiment que seule la liberté elle-même justifie ce sacrifice : pour défendre si on l'attaque ou la restaurer, pour en conquérir davantage. D'autres manifestent à encore leur égoïsme : pour son bonheur, son confort matériel, pour sa famille, pour ses proches, « ceux qu'on aime » ; par amour aussi,

comme cet étudiant parisien : « L'amour est la seule perte de liberté qui nous libère... »

Il y a ceux, aussi, qui n'accepteraient de renoncer à une partie de leur liberté que « pour la France » : pour défendre son pays, « la patrie en danger », en cas d'agression ennemie, de guerre « comme en 1914 », « comme en 43 dans la Résistance », pour défendre « l'indépendance nationale ». Certains le feraient pour des raisons politiques, et principalement pour lutter contre le fascisme, le totalitarisme, le terrorisme ; mais aussi pour le maintien de l'ordre, pour préserver la paix ; ou encore pour une lutte révolutionnaire. Enfin des lecteurs l'accepteraient pour des raisons écologiques : pour « sauver l'espèce », pour la « survie de l'humanité », en cas de catastrophes naturelles, pour la défense de l'environnement, par solidarité humaine avec le tiers-monde.

Enfin faut-il évoquer certains élan altruistes. Beaucoup de lecteurs, en effet, assortissent leur réponse de réserves : « Pour un temps limité », « temporairement » ou encore « avec des garanties ». On ne fait pas tout à fait confiance à la société pour restituer une liberté qu'on lui a cédée. Surtout avec le régime actuel qui n'est pas perçu comme le plus chaud défenseur des libertés.

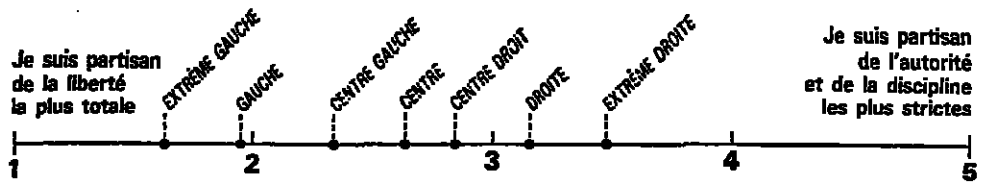
## 7% d'autoritaires...

Nos lecteurs sont en majorité des partisans de la liberté. Sur l'axe que nous leur proposons — de « je suis partisan de la liberté la plus totale » à « je suis partisan de l'autorité et de la discipline la plus stricte » — le centre de gravité des réponses est nettement déplacé vers la liberté : 59 % se situent de son côté, 30 % au centre, 7 % seulement vers l'autorité et

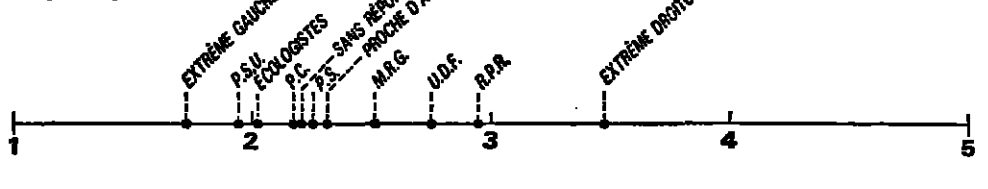
la discipline (nuls 4 %). Mais les discriminations existent : selon les groupes de lecteurs. Et exactement comme on s'y attend ! Politiques : de l'extrême gauche (liberté) à l'extrême droite (autorité-discipline), avec 62 points d'écart ; selon la religion : des « sans religion » aux « catholiques pratiquants réguliers » ; les revenus : de ceux qui ga-

gnent moins de 4 000 francs par mois à ceux qui gagnent plus de 10 000 francs ; les professions : des ouvriers et chômeurs, aux industriels et cadres supérieurs ; selon l'âge : on est d'autant plus partisan de l'autorité qu'on est plus vieux (mais les partisans les plus chauds de la liberté ont de vingt-cinq à vingt-neuf ans). Il n'y a qu'entre hommes et femmes qu'il n'y a pas de différence.

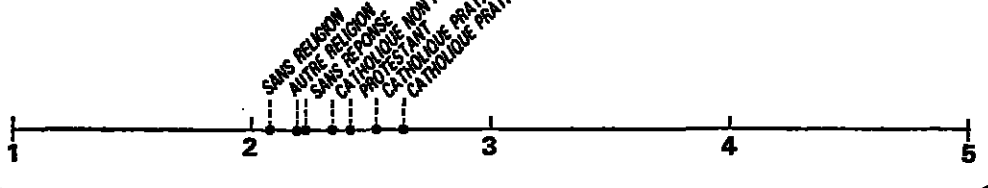
### Autoposition gauche-droite



### Parti dont vous êtes le plus proche



### Religion



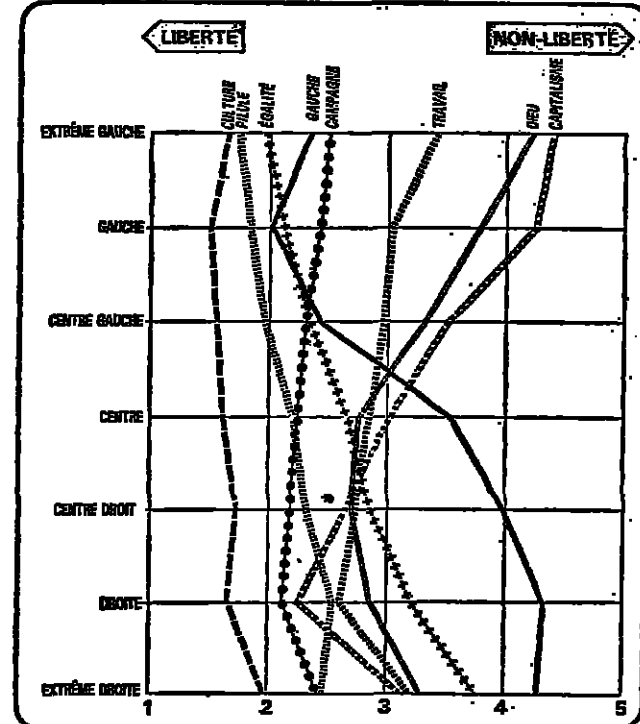
Le lecteur devait se situer dans une échelle en cinq degrés, allant de : « Je suis partisan de la liberté la plus totale » (1), à : « Je suis partisan de l'autorité et de la discipline la plus stricte » (5). Les résultats montrent bien que plus on se situe vers la droite (et plus on est religieux), plus on est partisan de l'autorité.

## La tête et le sexe

Les deux premières questions proposées aux lecteurs consistaient à situer le mot « liberté » par rapport à une série de mots, ou à l'intérieur de couples d'adjectifs. Cet exercice permettait de dresser le paysage affectif et intellectuel formant l'environnement de la notion de liberté. Les adjectifs auxquels cette notion fait le plus écho parmi les lecteurs sont « avant » (opposé à l'ignorant), « fort » (faible), « acide » (doux), « individuel » (collectif), « difficile » (facile). Les qualificatifs dont s'éloigne le plus le mot « liberté » sont « froid », « vieux », « impur ».

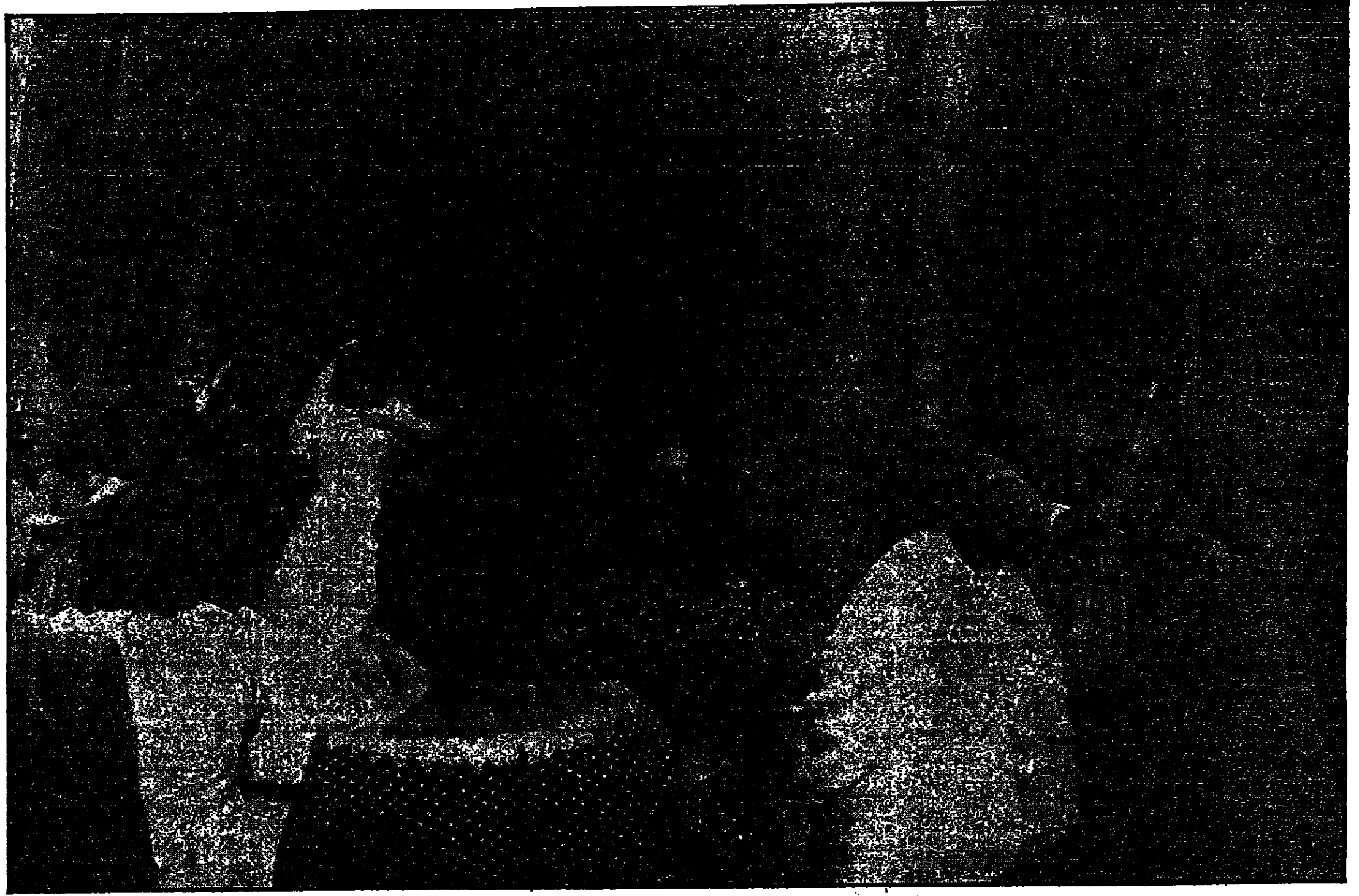
« Liberté », donne une cohérence laïque à ces réponses : l'école républicaine n'est-elle pas le garant d'une certaine idée de la liberté, celle justement qui est indissociable de l'égalité par la culture... Ces représentations symboliques sont soumises aux options idéologiques : les mots choisis comme évoquant la liberté ne sont pas les mêmes pour la gauche et la droite. Si le mot

« pilule » vient en deuxième position de l'extrême gauche jusqu'au centre, il est remplacé par le mot « campagne » du centre droit à l'extrême droite (le thème de la « liberté naturelle » reste une idée de droite...). A l'opposé, le mot « capitalisme » associé à l'absence de liberté de l'extrême gauche au centre gauche, est remplacé par... « gauche » du centre droit jusqu'à l'extrême droite.



Les lecteurs devaient situer un certain nombre de mots qui leur étaient proposés, sur une échelle en cinq degrés allant de la liberté (1) à la non-liberté (5). On voit dans ce tableau dans quelle mesure l'association entre les thèmes et l'idée de liberté dépend de l'opinion politique.

**S.T. Dupont**  
Boutique 84 Faubourg Saint-Honoré Paris 8<sup>e</sup>.  
BRIQUETS, STYLOS, MAROQUINERIE.



DESPIATIN-GOREL

VIES

## La « rapportée »

Christine, guide touristique, a épousé un agriculteur. Elle travaille de son mieux, mais elle demeure une « pièce rapportée ». Elle le constate sans rancœur.

ANNE GALLOIS

**E**NGONCES dans un gros pull mis par-dessus une blouse à fleurs qui couvre jusqu'aux chevilles un pantalon de laine défriché, pas maquillée ni vraiment coiffée, Christine a l'allure d'une vraie terrienne, celle qui vit à la campagne mais y travaille aussi. Or, à l'entendre, cette fille de vingt-cinq ans, mariée depuis quatre ans à un agriculteur, ne fera jamais partie du monde paysan : « Jamais ils ne m'accepteront, dit-elle, je me sens rejetée, exclue, je suis trop différente... »

C'est pourtant une fille qui rassemble, Christine. Travailleuse active, volontaire, classique dans son physique comme dans ses goûts ; la belle-fille rêvée si elle n'avait, contre elle, deux sérieux handicaps : d'abord c'est une citadine, donc a priori une pas bonne à grand-chose ; ensuite, et surtout, elle a débarqué dans sa nouvelle famille les mains vides, sans dot... rien que sa bonne volonté « et ça pèse pas lourd ».

Cette Avignonnaise était guide touristique lorsqu'elle a rencontré Jean-Marie, qui travaillait près d'Orange, avec son frère célibataire et ses parents. « Tant qu'on n'a pas parlé de se marier, qu'il m'emmenait comme ça chez lui, ça a été le rêve. Après, ça a changé... »

### Bon à rien

La campagne, elle ne s'y voyait pas en fermière bucolique ; ça ne l'attirait même pas « à cause du travail et de la mentalité. Je savais que c'était un monde très fermé. Et puis... on s'habitue à tout... »

« Pour eux, affirme-t-elle, les gens des villes ne savent rien faire. Et si on ne gagne pas d'argent, c'est qu'on est bon à rien... » Peu à peu, on lui a confié du travail. « Je ne pensais pas y arriver parce que c'est très pénible, mais heureusement je m'adapte facilement... j'ai de la volonté et physiquement je suis

assez solide. Maintenant, j'ai un rendement supérieur à celui de bien des paysannes... »

L'exploitation de 25 hectares, une bonne taille pour la région, est largement rentable : vignes, arbres fruitiers, maréchage, horticulture... du travail toute l'année. « Beaucoup d'argent qui rentre », selon Christine, mais beaucoup qui sort et peu qui reste. « Pour la première fois, on a embauché un ouvrier agricole, mais jusqu'alors on ne prenait que des saisonniers ; les travaux se font en famille ; on se fait aider, à charge de rendre la pareille, par les frères, beaux-frères, etc. »

### « Chicoter »

Une partie de l'hiver, « la période la plus pénible, car pour nous l'hiver est plus relax », Christine passe quatre heures le matin, cinq l'après-midi à « chicoter », c'est-à-dire qu'avec les sarments de vigne, elle fait des boutures qui seront utilisées comme plants ; ceux-ci sont expédiés dans le monde entier depuis Carpentras où il faut les porter chaque semaine. Ce travail, payé à la tâche, lui rapporte environ 130 francs par jour : « En ville, pour le même nombre d'heures, je gagnerais le double... »

Six jours sur sept, elle « chicote » donc : le dimanche, elle le consacre à sa maison, le soir elle trouve encore le temps de faire ce qu'elle aime : de la dentelle, du macramé, de la couture... elle projette même d'exposer ses travaux l'été prochain, cela lui permettra de les montrer « et ça fera un petit complément... »

Elle pense que c'est cela qu'on lui reproche : savoir faire trop de choses, mieux qu'eux : « Ils n'en sont pas fiers mais vexés... »

Christine est étonnée parce qu'elle dit ce qu'elle pense, sans détour, sans peur des réactions, du qu'en-dira-t-on : « J'en ai tellement entendu et subi que je m'en fâche... » Et elle ne pense

pas être une exception : pour elle, le monde rural, d'un bloc, est comme cela : on n'accepte pas les déracinés comme elle, même s'ils font leurs preuves.

Il faut dire que sa position est délicate puisque, dans cette famille qui compte plus de cent membres répartis dans la région, elle est la seule « étrangère » née à la ville, à 30 kilomètres de là, une « rapportée » pas comme les autres. Alors ses belles-sœurs la regardent de haut, sa belle-mère lui reproche de faire des manières : « Je ne vis pas comme eux. Pour moi, par exemple, la maison c'est très important ; j'aime arranger mon intérieur, mettre des bibelots, fabriquer des choses ; on me dit que c'est trop beau pour un paysan, c'est du superflu. J'aime m'habiller, me coiffer, me parfumer, même pour aller faire

mes courses : ça, ils ne le comprennent pas... » On me dit : « Pourquoi tu fais tant d'affaires ? » « Ils trouvent que je dépense trop d'argent pour mon extérieur, ma toilette. On peut s'habiller mais le dimanche, pour aller à la messe... »

De ce côté-là, ça ne colle pas non plus. Christine ne pouvait plus supporter une certaine hypocrisie : qu'on lui dise bonjour à la sortie de la messe et puis qu'après on ne la regarde plus. Alors elle a cessé d'y aller. Et son mari l'a suivie, là comme en d'autres choses. Pour elle, être catholique, c'est s'engager et, au moins, être en accord avec ce que l'on professe.

« J'ai amené la révolution », répète-t-elle. D'abord, elle s'est battue pour que le travail soit mieux organisé ; des détails, mais qui ont de l'importance :

MA PROMESSE :

**RASÉ DE PRÈS OU REMBOURSE**

Remington M3 MICRO SCREEN

En vente à : **ÉTS DIDIER NEVEUR**

35, rue Marbeuf, 75008 PARIS

« Par exemple, on commençait à ramasser les brugnons, les gens arrivaient pour les emballer et on s'apercevait que les caisses n'étaient pas là. Maintenant, on va les chercher la veille ; sinon, c'est une perte de temps et d'argent... »

### Révolutionnaire

Autre bouleversement : chaque année, fin août, elle et son mari prennent huit jours de vacances. Elle est aussi l'une des animatrices de journées organisées par un groupe d'agriculteurs du département, et qui ont pour but de faire connaître leurs terres et leurs produits aux touristes. Ceux-ci visitent les propriétés et, le soir, un repas préparé par les femmes des agriculteurs réunit tout le monde. « Au début, on l'a très mal pris, c'était une perte de temps. Maintenant que cela devient payant, cela va peut-être changer... »

Jean-Marie, très réticent au départ, participe aujourd'hui activement. Il faut dire que sa position de tampon entre sa femme et sa famille, si elle est classique, n'est pas facile.

Isolée dans un monde qui n'est pas le sien, Christine voit peu de femmes d'agriculteurs, même si elle reconnaît que certaines essaient de changer quelque chose ; les contacts, elle les a surtout avec l'extérieur : ses amies, sa mère, sa ville... L'été, ce sont, avec son mari, les sorties en compagnie des touristes connus au cours des « journées », les spectacles à Avignon... Certains après-midi, elle va en ville. « Mon mari n'y voit pas d'inconvénient, du moment que je n'y vais pas pour rien, que je n'y vais pas pour me promener, alors que je devrais travailler... Du moment que vous êtes raisonnables, vous savez... »

Et là, c'est l'autre Christine qui apparaît : ce n'est plus la « révolutionnaire » algusée par son sentiment d'être à part, mais la femme raisonnable, qui a la tête sur les épaules, respectueuse des traditions ; sa « révolution »

a des limites très précises : « Je ne demande pas l'égalité. Je suis très bien comme cela ; je ne me sens pas féministe... »

Ici, à la campagne, ce sont les femmes qui commandent, assure-t-elle, qui commandent oui, mais... « par en dessous, en agissant sur les maris » ; ce sont elles qui ont l'argent, qui sont les maîtresses, — maîtresses oui, mais... « dans leur domaine, le domaine domestique exclusivement ». En gros, « c'est l'homme qui dirige... »

Ainsi, Christine refuse-t-elle catégoriquement que son mari participe aux travaux ménagers : « J'ai mon petit domaine, je préfère faire les choses moi-même... » Mais son mari, lui, a décidé que leur fils irait à l'école libre, « la communale, pour eux, c'est trop... populaire ; moi, je l'aurais préféré, mais si ça lui fait plaisir... »

### « Plus libre »

Christine pense que les mouvements féministes n'ont pas gagné la campagne, et que, finalement, les femmes, même les jeunes, suivent les traces de leurs mères, leurs grands-mères... Oui, bien sûr, elle le déplore dans un sens, mais : « Vous savez, il n'y a pas plus de phalocrates qu'en ville. Au contraire, ici, la femme a plus de responsabilités au fait de sa participation au travail. Moi, en tout cas, je me sens plus libre que beaucoup de mes amies qui rentrent chez elles après le travail... et c'est fini. Elles sont cloîtrées. Nous ici, on n'a pas d'horaires, on a plus de contacts... »

Non, affirme-t-elle sans hésitation, je ne voudrais pas retourner en ville. D'abord parce qu'on y a trop de besoins : « Vous, on n'a pas le chauffage central, on n'a pas la machine à laver la vaisselle, on a une voiture pour deux... » Et puis, répète-t-elle, elle se sent plus libre, « même si on la pousse, notre liberté... Ça qui est sûr, c'est que, malgré tous les problèmes que j'ai, je ne regrette pas... »

2011-150



RECONVERSION

# De soudure en clavier

Chantal, Josiane, Claudine et Félicia : quatre anciennes « soudeuses » reconverties au travail administratif et à l'informatique. Leur moral est en dents de scie.

MARIE-CLAUDE BETBEDER

LES vieux ateliers parcourent de cafards ont disparu, transformés en bureaux aux larges baies. Au centre, un bâtiment neuf, Chantal, Josiane, Claudine et Félicia traversent le hall d'entrée : espace, lignes pures, beauté rugueuse de la brique neuve qu'adoucissent les moquette. En passant, elles glissent leur « badge » petite carte plastifiée portant leurs références — dans une console, terminal d'ordinateur (elles disent : une badgeuse), qui les informe aussitôt du nombre d'heures de travail faites depuis le début de la semaine. Au vaste ascenseur succèdent des couloirs sans fin : moquette et brique neuve, à encadrements, silence. Elles ont une petite femme ronde, plus très jeune : « Elle aussi a travaillé comme ouvrière avant d'arriver ici », dit Chantal. Au total, elles sont une soixantaine à être passées des ateliers de soudure aux bureaux, en trois ans, après la décision prise par la société de transférer toute sa production hors de l'agglomération parisienne pour n'y laisser que des bureaux sociaux. Grèves, déplacements, licenciements ont abouti, pour elles, à cette aventure imprévue : un « reclassement » qui a brusquement projeté dans le monde de la gestion et de l'informatique des femmes qui croyaient bien n'avoir d'autre avenir que celui d'O.S.

## Neuf mois

Une formation a été organisée en fonction des postes à pourvoir : des stages administratifs surtout, mais aussi un stage « expérimental » d'initiation au « logiciel » pour un petit groupe choisi sur tests. Pendant neuf mois — le temps d'arriver à un « accouchement », disent-elles en riant — les six élues ont étudié mathématiques, électricité, téléphonie, logique... Au début, les cours se faisaient au rythme de six ou sept heures par jour. Elles ont protesté : c'était trop ; trop pour Claudine et ses quarante-trois ans ; trop pour Chantal qui, tout en étant une des plus jeunes, avait déjà sept ans de soudure derrière elle ; trop pour toutes. Elles avaient mal à la tête, et ce n'était pas une façon de parler : brusquement sollicitées après les années de travail répétitif, les cellules de leur cerveau étaient aussi douloureuses que celles des muscles après un effort intense et inhabituel. Elles ont obtenu des horaires plus légers, des cours entrecoupés de travaux pratiques. « On nous appelait les rideuses. En général, dans les stages de formation, personne n'ouvre la bouche pour critiquer ou demander des éclaircissements. Mais nous, avec notre mentalité d'atelier, nous n'avions pas peur de rouspéter. » Quand elles ne comprennent pas une explication, il fallait que le professeur s'arrête et fasse le point avec elles jusqu'à ce que toutes aient compris. Il n'y avait heureusement pas de délai pour venir à bout du programme. Deux ans plus tard, le bilan n'est pourtant pas sans ombres. Certes, aucune ne regrette la saleté des ateliers et les contraintes du travail « au boni » (1). Mais c'est un véritable milieu de vie qui a disparu quand le personnel a été dispersé. Quelque chose comme le village de Tignes

s'enfonçant dans l'eau du barrage... « Je ne veux pas avoir l'air de dire après coup que c'était merveilleux, explique Josiane, parce que ça ne l'était pas. Même entre ouvrières, on avait une ambiance : quand une fille n'arrivait pas à faire son bont, on lui passait des bons, que ce soit ou non une copine ; et on n'avait pas peur de débayer pour soutenir celles qui avaient des difficultés. »

## Sympathie

Elles n'ont donc pas seulement changé de travail, mais aussi d'univers social. Au début, dans le service qui a accueilli Josiane, Chantal et Claudine, il n'y avait que des ingénieurs. « On n'a pas la même culture qu'eux, pas les mêmes centres d'intérêt : on n'arrivait pas à avoir des contacts, c'était un peu démorralisant. » Les questions qu'elles posaient si facilement à une voisine d'atelier, elles n'osaient pas les adresser à un ingénieur. « On avait peur de paraître idiotes... Pourtant, même si tel ou tel a pu leur sembler parfois « un peu imbu de sa personne », elles leur reconnaissent globalement une grande gentillesse, et, au fil des mois, la sympathie a germé. Mais si bons que soient devenus les rapports personnels, les anciennes de l'atelier de soudure gardent viv le sentiment d'ap-

partenir à une autre culture : « Le boulot, c'est leur vie. Pas la nôtre. Ils aiment ce qu'ils font. Tant mieux pour eux ! On ne le leur reproche pas. Mais nous, on n'a pas la même mentalité : on fait ce qu'on a à faire, un point c'est tout. A notre niveau, le travail n'est pas assez passionnant pour que nous y pensions tout le temps comme eux. »

Et Josiane ajoute : « Ils devraient comprendre, eux qui ont un travail intéressant, qu'en acceptant de faire beaucoup d'heures, ils portent tort à ceux qui se battent pour en faire moins, parce que leur boulot à eux est sans intérêt. » Plus globalement, elles répugnent à prendre à cœur, comme il était une véritable œuvre commune, une tâche qui n'est pas leur affaire, mais celle des patrons de l'entreprise.

Voilà un an, les ingénieurs ont été en conflit avec la direction à propos d'un problème de salaires. Événement rare, ils ont débrayé une heure. « Nous, avec nos idées de solidarité, nous sommes sorties avec eux. Mais, quand cela a été notre tour d'être en difficulté, qui est sorti avec nous, dans le service ? Deux ingénieurs sur cinquante ! » Les autres avaient l'air d'accord avec elles, pourtant. « Si tu insistais, je suis sûre que pas mal vendraient, mais, d'eux-mêmes, ils n'y pensent pas. » C'est cela qui me fait regretter l'atelier... »

Les femmes qui ont fait un stage administratif, comme Félicia, voient leur formation initiale se compléter peu à peu, à travers la pratique quotidienne, et ont le sentiment de maîtriser progressivement leur nouveau travail. Celles qui ont fait le stage d'informatique ont plus de problèmes. « Il y a des hauts et des bas dans le moral. » Des hauts : « Si l'on n'avait pas eu ce déménagement des ateliers, dit Chantal, nous serions toutes restées à faire de la soudure jusqu'à la retraite. La transplantation a été dure, mais maintenant j'ai bien ce que je fais. Pour moi, c'est une chance. » Mais aussi des bas : « Faire marcher le cerveau, c'est un peu dur à prendre. » Et puis : « On n'est pas suffisamment compétentes : on n'a que des bases. Par exemple, dans certains sous-programmes, il faut utiliser des formules mathématiques. Moi, chaque fois, je butte dessus. »

Elles se plaignent de devoir sans cesse demander des explications sans jamais pouvoir comprendre les réponses en profondeur. « Quand le système sur lequel nous travaillons sera terminé, il faudra se mettre à un autre, et, pour nous, ce sera presque repartir à zéro. » Elles ont demandé des cours complémentaires, plus généraux, elles réclament que quelqu'un les « snive » : mais elles ne sont que six parmi les quelque deux mille salariés du siège. Une goutte d'eau. Leurs appels se perdent dans les vastes couloirs à moquette, contre les murs de brique nue.

## « Ce sera dur »

Le malaise le plus net est du côté de celles qui ont dû accepter une orientation qui ne leur convenait pas vraiment. Celle-ci, en effet, a été assujettie aux postes à pourvoir, et chacune a dû se glisser tant bien que mal dans les cases disponibles. Félicia, par exemple, qui était la plus motivée pour l'informatique, et qui dit : « Les papiers, ça me démoralise », a été expédiée dans le secteur administratif, sa reconversion ne s'étant pas faite au bon moment. Et si Josiane a demandé l'informatique malgré des tests assez peu concluants (« Vous y arriveriez, mais ce sera dur », ce n'est pas par goût personnel mais par souci des débouchés et faute de poste dans le secteur qui l'intéressait : les langues. D'où tension nerveuse et sentiment d'échec.

Il reste que s'est ouverte pour elles, à travers cette aventure, une route nouvelle. « D'avoir été obligées d'apprendre, on s'est découvertes capables de le faire. » Félicia, d'origine espagnole, et qui tourmentait ses lacunes en français, a fini par obtenir de suivre des cours à l'Alliance française, et, aux dernières nouvelles, Josiane vient d'arracher le stage d'anglais dont elle rêvait. « En quelques jours », dit Chantal, elle a changé physiquement : elle s'est épanouie. Il paraît que c'était la même chose pour moi quand j'ai commencé l'informatique... »

« Tout de même », ajoute Claudine, il ne faudrait pas oublier les deux cents filles de l'atelier mises à la porte. Pour elles, ça a été un stage... de chômage ! »

(1) Travail rétribué par un fixe peu élevé et un supplément ou « bonification », qui est fonction du rendement.

## CROQUIS

# La demande en mariage

« Nous nous sommes connus aux pieds des lits à l'hôpital où on chantait. Hélène, avec sa mandoline, moi, avec mon violon, nous allions d'un malade à l'autre. Un jour, on s'est trouvés côte à côte. J'avais quarante-six ans, Hélène, cinquante-trois. Après, on ne s'est plus quittés. »

Hélène s'est assise sur un pliant au coin de la rue de Buci, elle accorde sa mandoline. Son mari, debout derrière elle, joue déjà. M. Tonkinoise. Les gens commencent à se grouper, les places tombent aux pieds de Mme Hélène.

« Je voudrais Nuits de Chine, dit quelquefois derrière moi, les chansons de cette époque, je ne m'en lasse pas. C'était quelque chose ! »

« Et le Temps des cerises, vous pouvez ? »

« Evidemment », répond Mme Hélène. « Elle se redresse de toute sa taille. »

« Soixante-dix-neuf ans, me dit tout bas M. Jean, après le dernier refrain de sa chanson, mais, si vous le voyiez sur scène, habillée comme il faut pour le spectacle, vous lui en donneriez vingt de moins... »

La semaine prochaine, nous allons jouer dans un club du troisième âge, si vous voyez comme elle se démène ! Venez chez nous, on vous racontera. »

Chez eux, c'est du côté du métro Volontaires, deux pièces où s'entassent les souvenirs, les photos de gale, les albums pleins de signatures. Près de vingt-cinq ans de vie commune.

Faut pas croire, dit Mme Hélène, que notre mariage s'est fait comme ça. Pensez, j'étais une dure à cuire, à cinquante-trois ans on se croit seule pour la vie. Mais il faut dire que Jean a eu la patience. »

Il lui effleure le bras du revers de la main. Une caresse.

« J'ai d'abord commencé par porter ses paquets à la sortie des répétitions de notre groupe de musique et puis je suis montée chez elle pour demander des

nouvelles de sa mère malade. Je restais. Elle ne me disait pas de m'en aller. Ma cousine, qui s'y connaissait dans les choses de la vie, m'a dit que c'était bon signe. Un jour, Hélène m'a offert un café, alors je suis revenue plus souvent. Après m'avoir servi, elle retournait dans la pièce à côté pour travailler, alors j'ai commencé à chanter à mi-voix : « Tu ne peux pas te figurer comme je t'aime... » Je chantais ça à chaque fois.

Et moi, dit Mme Hélène, en serrant sur ses genoux les pils de sa robe rouge, je me demandais toujours pourquoi il n'avait que cette chanson-là à chanter... Enfin, un jour, dans le métro, j'ai été forcée de comprendre : il a fait sa demande. »

« Vous avez dit que vous ne vouliez vous marier avec personne, madame Hélène, mais avec moi ? » Je sais que j'ai baissé la tête et qu'on s'est très vite retrouvés à la synagogue avec plein de fleurs.

« Elle m'a dit, tout bas, que son cœur allait éclater. »

Mme Hélène tourne la tête, quand elle ose regarder son mari de nouveau, elle à l'âge dont il parlait, quand elle est sous les lumières : au spectacle.

« Depuis, je vous assure que la vie est belle, on répète nos chansons et nos sketches nous font toujours rire. Avant la retraite, j'étais quincallier, Hélène tapait à la machine des romans mais ce qu'il nous fallait c'est la vie d'artistes ! C'est celle-là qu'on mène à notre aise, pas le temps de se sentir vieux. »

Dés qu'il va faire moins froid, on va retourner à la rue, elle nous manque vous savez, c'est là qu'on croise toutes sortes de gens intéressants et qu'on trouve les belles affaires. Pensez, une fois on a été invité à chanter dans une fête, des gens qui avaient de beaux moyens, et bien nous avons gagné une jolie somme. Imaginez : 400 francs ! »

GUYETTE LYS.

# Le bureau à dix francs

Costume de flanelle anthracite, chemise blanche, cravate et chaussures noires, Salif se tient debout devant le bureau gris en tubes métalliques. Au bout de son bras droit, il tient un cartable de plastique marron. Il fait quelques mouvements des épaules, un ou deux légers assouplissements des jambes pour se décontracter et prendre une certaine assurance dans le vêtement sombre dont les manches ont un peu courtes pour ses longs bras minces. Il tire sur le tissu du pantalon qui ne recouvre pas complètement ses chevilles, remonte au maximum les chaussettes de nylon noir qu'il porte et s'immobilise en regardant droit devant lui, la mine sévère. Pour dix francs de plus, Salif avait le droit de s'asseoir derrière le bureau et de poser les avant-bras sur la table. Encore 5 francs et au lieu du cartable de plastique marron bourré de papier journal, il pouvait tenir l'anneau d'un gros cartable de simili cuir noir rempli de vrais cahiers et de deux ou trois livres d'écolier. On entend le photographe qui s'affaire, pas encore prêt. Salif fait deux pas vers la droite, vient se placer à côté du bureau, le bout des doigts de la main gauche légèrement posés sur la table et s'immobilise à nouveau, regard au loin, un léger sourire cette fois aux lèvres. Sa manche est à la bonne longueur, mais la position fait remonter la droite de quelques centimètres, Salif s'en aperçoit et le relâche ; il va en essayer une autre quand le photographe apparaît. Sans un mot, il tire Salif par les épaules juste devant le bureau, pose la main gauche de son client sur le rebord de la table, la main droite tenant le cartable. Doucement, Salif dit que, le bras gauche ainsi étendu, le costume est encore plus court. Un peu agacé, le photographe

rétorque que, s'il avait choisi l'option assise-bureau, tout serait plus facile, puis, reprenant la main gauche de Salif sur la table, il la glisse dans la poche de la veste, pouce sorti. Salif s'est laissé faire et ne bouge pas. Le photographe le regarde, sourcil froncé, l'air visiblement insatisfait, puis son visage se détend et s'illumine. Il va fourrer dans un carton posé sur une table en bois, un fond de la cahute et en revient avec une paire de lunettes en plastique imitation écaille qu'il pose sur le nez de Salif : « Il te faut ça, c'est pas cher, 3 francs seulement. » Salif se regarde dans le miroir de glace accroché au mur de pisé. Il est d'accord, il est bien mieux comme ça. Il reprend la pose, aidé par le photographe. Lunettes qui lui mangent une bonne partie du visage, lèvres légèrement serrées, buste et jambes bien droites et le cartable en évidence. Quand le photographe, qui a le geste lent et important, lui dit de ne plus bouger, il est immobile depuis une grande minute déjà. La photo est prise. Il faudra revenir la chercher dans une semaine. Salif n'aura plus qu'à la glisser dans l'enveloppe de sa lettre pour ceux restés au village, son père, sa mère, ses oncles, qui la regarderont en riant de plaisir et diront : « Notre fils, qui est devenu un grand quelqu'un à la ville. » Salif vient de quitter avec nostalgie mais soulagement le costume trop chaud et trop petit et les dures chaussures fermées, il a enfilé à nouveau son pantalon de toile légère, sa chemise en tissu de paille et ses sandales de plastique. Il prend son vélo, chargé de légumes et de fruits du marché. Il repart à son travail : il est boy cuisinier.

FRANÇOISE LIEUTIER.

## CONTE FROID

### La fin

Comme il passait devant un camion de transfusion sanguine, et qu'il en avait marre de tout, il se fit un plaisir de donner tout son sang.

JACQUES STERNBERG.

Ca bouge, mais où ? Et moi, qu'est-ce que je peux faire ?

autrement

Les révolutions minuscules

Actions et causes en miettes. Qui s'engage aujourd'hui et pour quoi faire ?

N° 29/Fév. 81/280 pages/42 F

Une enquête sur les nouveaux engagements, les nouvelles causes. A lire d'urgence. Pour respirer !

En vente en librairie ou par abonnement (195 F/6 n°s par an). Catalogue gratuit des publications Autrement sur demande à : Autrement, 73, rue de Turbigo - 75003 Paris.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Savagnot.

Imprimerie du Monde, 5, r. des Italiens, PARIS-IX.  
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 57437.

## SERVICE

## On demande homme de ménage

La garde des enfants ou le nettoyage des baignoires ne sont plus l'apanage des femmes de ménage et des jeunes filles au pair. Les garçons s'y mettent pour assurer leurs fins de mois.

LILIANE DELWASSE

CHANGERAI-  
sais chambre de service  
contre deux heures  
par jour de mé-  
nage. L'annonce  
jaunissait tristement  
sans résultat sur le  
panneau réservé aux  
« emplois jeunes  
filles » de l'Alliance  
française et Mme D.  
passait l'aspirateur elle-même.  
Lorsque l'idée lui vint que les  
jeunes filles n'ont aucune envie  
de regagner tous les soirs une  
chambre isolée au septième étage,  
que la solitude leur est insupportable et qu'elles recher-  
chent, ayant abandonné  
famille et patrie pour  
apprendre les subtilités de  
notre syntaxe, une chaude  
atmosphère familiale qui  
donnerait un air plus  
doux, aux conditions  
passées. Les garçons, eux,  
seraient ravis d'être indé-  
pendants.

C'est que Mme D. habite  
dans le septième arrondis-  
sement de Paris. Lorsque  
ses enfants étaient petits,  
elle utilisait le service  
social de l'Alliance fran-  
çaise pour trouver des  
jeunes filles au pair. Les  
enfants de Mme D. ont  
grandi : à vingt ans la  
jeune fille au pair ne s'im-  
pose plus. En revanche  
Mme D. a une chambre  
de service au septième  
étage qu'elle souhaiterait  
non pas louer, mais échan-  
ger contre des heures de  
ménage.

L'annonce jaunée est  
alors passée sur le pan-  
neau réservé au sexe mas-  
culin. Désespérément vide  
puisqu'elle ne côtoyait  
qu'une unique proposition  
pour soulever deux jours  
par semaine le fauteuil  
d'une hémiplegique. Le

cerb, quoiqu'en y repensant.  
Walter est argentin, réfugié  
politique. Son père, professeur  
de faculté, réfugié également (au  
Brésil), lui envoie 600 F par  
mois. Sa bourse s'élève à 1 500 F.  
Trois ans à étudier les arcanes  
du Grévisse. Walter parle et  
écrit le français comme vous et  
moi. A vingt et un ans, il a envie  
de voyager, de sortir l'inflation  
aidant, son coquet studio de la  
rue du Cherche-Midi mangeait  
toutes ses ressources.

« J'ai cherché à me loger  
pour moins cher, tant pis pour  
la salle de bains et la cuisine.  
J'ai vu l'annonce, je me suis  
présenté. La chambre est toute  
petite, mais propre, il y a un  
lancbo, il fait chaud et le lit est  
confortable. Je n'ai pas la ten-  
tation d'y recevoir les copains :  
à deux, on n'y tient pas, je ne  
peux rien faire d'autre que d'y  
étudier, c'est très bénéfique !  
Pour la douche, je la  
prends chez des amis et je  
vais souvent à la piscine.  
Le ménage ? Je passe  
l'aspirateur, je fais les vi-  
vres, je nettoie la salle de  
bains et la cuisine ; par-  
fois, il faut cirer les  
meubles. Non, pas le re-

naumé agricole où les rôles fémi-  
nins et masculins sont stricte-  
ment interchangeables ;  
en attendant de changer la vie,  
il change les draps dans une fa-  
mille française, bourgeoise.

Roger Gouze, délégué général  
de l'Alliance française, explique  
que les étudiants étrangers cher-  
chent autrefois des petits em-  
plois de veilleur de nuit, de  
vendeur à mi-temps ou de cour-  
sier. Et puis, chômage aidant,  
les Français se sont déjà par-  
tagés les petits jobs les plus lucra-  
tifs. Maintenant, il faut une  
carte de travail, de plus en plus  
difficile à obtenir. Alors, les  
garçons se rabattent sur des  
gardes d'enfants et du petit mé-  
nage. Même les garçons du tiers-  
monde, réputés machos-phallos,  
entourés parfois chez eux de  
serviteurs, ne répugnent pas à  
laver par terre, à changer les  
coussins et à chauffer un bibé-  
ron.

Kamel, jeune Turc de vingt-  
deux ans, vous précise, sans l'om-  
bre d'un sourire, que « le bébé  
n'a pas fait son roi » et qu'il  
n'est pas question de le recou-  
cher dans son berceau avant  
d'avoir entendu nettement le  
bruit rassurant.

table et qu'elles recher-  
chent, ayant abandonné  
famille et patrie pour  
apprendre les subtilités de  
notre syntaxe, une chaude  
atmosphère familiale qui  
donnerait un air plus  
doux, aux conditions  
passées. Les garçons, eux,  
seraient ravis d'être indé-  
pendants.

C'est que Mme D. habite  
dans le septième arrondis-  
sement de Paris. Lorsque  
ses enfants étaient petits,  
elle utilisait le service  
social de l'Alliance fran-  
çaise pour trouver des  
jeunes filles au pair. Les  
enfants de Mme D. ont  
grandi : à vingt ans la  
jeune fille au pair ne s'im-  
pose plus. En revanche  
Mme D. a une chambre  
de service au septième  
étage qu'elle souhaiterait  
non pas louer, mais échan-  
ger contre des heures de  
ménage.

L'annonce jaunée est  
alors passée sur le pan-  
neau réservé au sexe mas-  
culin. Désespérément vide  
puisqu'elle ne côtoyait  
qu'une unique proposition  
pour soulever deux jours  
par semaine le fauteuil  
d'une hémiplegique. Le

passage. Heureusement, c'est to-  
talement opposé à mon éti-  
que. Le repassage, c'est vraiment le  
superflu, le temps perdu, la  
marque de la bourgeoisie déca-  
dente. Je ne crois pas que  
j'aurais accepté de repasser.  
Laver, oui, c'est indispensable ;  
repasser, non.

Walter entretient des rapports  
courtois et superficiels avec ses  
employeurs, même avec les en-  
fants qui ont son âge. Il les  
voit, eux de même. Pour lui,  
ça ne veut rien dire, ça traduit  
une situation. Homme de mé-  
nage, ça n'a rien de déshono-  
rant, même pour le fils d'une  
bonne famille sud-américaine.  
C'est que Walter va retourner en  
juin dans un pays proche du  
sien. Il appliquera ses principes  
collectivistes dans une commu-



PORTO MORENO

Les étudiants étrangers ne sont  
pas les seuls à travailler pour  
arrondir les fins de mois. Un  
couple de publicitaires avec trois  
enfants a vu se présenter, en  
réponse à sa petite annonce au  
bureau des élèves de Sciences Po,  
un jeune diplômé de vingt-trois  
ans, bon chic bon genre, fils  
d'officier supérieur en garnison  
en Allemagne. Patrick prépare  
l'ENA, paie le loyer de son petit  
appartement parisien et réchale  
à demander pour chaque séance  
de cinéma une petite rallonge à  
son père. Il a donc cherché un  
emploi ni trop fatigant ni trop  
absorbant, pour potasser tran-  
quillement son droit constitu-  
tionnel et ses problèmes moné-  
taires. De 17 heures à 19 heures,  
tous les soirs, de 14 heures à  
17 heures le mercredi, trois

enfants et l'entretien courant de  
la maison, c'est parfait.  
Il fait le ménage, il repasse,  
lui, il amène même son fer à  
vapeur muni de tous les per-  
fectionnements techniques.  
« L'entretien de la maison est un petit  
fer qui lustré les parois et ne  
repasse rien du tout », il s'oc-  
cupe des devoirs des enfants.  
Dans sa famille, il a toujours  
été entouré de quatre frères et  
sœurs, de cousins et cousines.  
Le plus fatigant, a-t-il découvert,  
ce n'est pas de laver la baignoire,  
ou de nettoyer le four, non, ce  
sont les querelles et les dispu-  
tes des enfants. Le Monopoly, il  
adore ça, mais consoler un per-  
dant désespéré et sanglotant,  
c'est déjà moins gai.

D'autant qu'avec des enfants  
on ne peut pas garder des rap-  
ports impersonnels, froidement  
pas « simplifier » : 50 F de l'heure  
et on est quitte, ce serait trop  
simple. Il ressent les chagrins  
de la moyenne, donne ana, sou-  
vent grondée, coince entre un  
alcôve indifférent et la dernière  
sans problème ; il a envie de  
lui consacrer plus de temps. Pour  
son anniversaire, il lui a acheté  
des cadeaux.

enfants et l'entretien courant de  
la maison, c'est parfait.  
Il fait le ménage, il repasse,  
lui, il amène même son fer à  
vapeur muni de tous les per-  
fectionnements techniques.  
« L'entretien de la maison est un petit  
fer qui lustré les parois et ne  
repasse rien du tout », il s'oc-  
cupe des devoirs des enfants.  
Dans sa famille, il a toujours  
été entouré de quatre frères et  
sœurs, de cousins et cousines.  
Le plus fatigant, a-t-il découvert,  
ce n'est pas de laver la baignoire,  
ou de nettoyer le four, non, ce  
sont les querelles et les dispu-  
tes des enfants. Le Monopoly, il  
adore ça, mais consoler un per-  
dant désespéré et sanglotant,  
c'est déjà moins gai.

D'autant qu'avec des enfants  
on ne peut pas garder des rap-  
ports impersonnels, froidement  
pas « simplifier » : 50 F de l'heure  
et on est quitte, ce serait trop  
simple. Il ressent les chagrins  
de la moyenne, donne ana, sou-  
vent grondée, coince entre un  
alcôve indifférent et la dernière  
sans problème ; il a envie de  
lui consacrer plus de temps. Pour  
son anniversaire, il lui a acheté  
des cadeaux.

## Réticences

Charles-Henri, lui, vingt et un  
ans, a eu bien des problèmes :  
ses parents ont dû renvoyer leur  
bonne. Il était gêné de demander  
une augmentation de ses res-  
sources, lorsque des amis de ses pa-  
rents, en panne de femme de  
ménage, lui ont proposé de tra-  
vailler deux heures par jour chez  
eux. MI-plaisantant, mi-sérieux-  
sement, il a accepté. Au bout de  
trois mois, ils ont dû faire appel  
à une entreprise pour décrocher  
leur appartement de Passy. Il se  
félicite pourtant de cette ex-  
périence : il compte s'installer avec  
une amie dans son petit loge-  
ment : « Je serai très fier de lui  
montrer que je suis tenu d'une  
maison propre... enfin presque ».

Roger Gouze se félicite de ces  
garçons de ménage. « Il m'est  
arrivé plusieurs fois de convoquer  
des maîtres d'entretien qui  
commettaient de regrettables  
confusions à propos des jeunes  
filles au pair. Voilà un problème  
qui ne se pose pas avec les  
garçons. » Erreur : entre une  
jeune mère et le garçon qui gar-  
dait ses filles le mercredi, étu-  
diant en médecine de vingt-cinq  
ans, l'entente a été si totale  
que le mari a dû exiger le départ  
du baby-sitter. Il est parti avec  
l'épouse. Le papa cherche... une  
fille au pair.

De là à croire qu'on prend  
indifféremment filles ou garçons  
pour s'occuper de la maison,  
il y a une foule de pas que l'on ne  
franchit pas sans de puissants  
motifs « idéologiques » ou tout  
bonnement parce que, parfois, on  
n'a guère le choix. Faute de  
jeunes filles, on se rabat par-  
fois sur des garçons, mais avec  
pas mal de réticences et en  
exigeant des assurances : « Vous  
sauriez faire cuire le riz ? Vous  
avez déjà vu des enfants ailleurs  
qu'à la télévision ? ». Après, on  
nous téléphone : il est très bien  
ce garçon, vous m'en remettez  
pour la semaine prochaine »,  
raconte un responsable du bu-  
reau des élèves de Sciences-Po.

## Dégringolade

Au Centre d'information et de  
documentation jeunesse, sur dix  
annonces demandant des gardes  
d'enfants et du ménage, huit  
précisent jeune fille, deux ne le  
précisent pas, mais les annonces  
sont rédigées au féminin « pour-  
rie, loges ». Le Centre régional  
des œuvres universitaires et  
scolaires (CROUS), lui, affirme  
que les gens ne demandent pas  
toujours des filles, « parce que  
cela va de soi ». Un organisme  
de garde temporaire comme Kid  
Service, bureau des jeunes  
gens tant du côté des deman-  
deurs que des demandés, « mais,  
reconnaissons les responsables,  
seulement pour des gardes d'en-  
fants le soir ou pour quelques  
heures occasionnelles. Dès qu'il  
s'agit d'un week-end complet, on  
se tourne vers les demoiselles.  
Nous ne proposons même pas  
des garçons (1) ».

Un beau jour, ce sont eux qui  
s'en vont sans oser faire  
leur service militaire. Patrick a  
été appelé le 1er janvier à Paris  
et a dû abandonner à regret  
« ses » trois enfants : « Je ne  
peux tout de même pas déserter  
pour eux, dit-il. Je leur télépho-  
nerai, j'irai les voir quand je  
pourrai ».

Le père, lui, gémit : « Bien  
sûr, il m'a trouvé quelqu'un  
d'autre, une étudiante de troi-  
sième année seulement, et une  
fille en plus. Vous allez voir que  
de dégringolade en dégringolade,  
mes chemises vont passer du fer  
d'un futur énarque à celui de la  
femme de ménage portugaise des  
voisins... »

(1) CDDJ : 101, quai Branly,  
75015 Paris. CROUS : 35, avenue  
Georges-Bernanos, 75013 Paris. Kid  
Service : 17, rue Molière, 75001 Paris.

## CONCILIATION

La justice  
à la portée de la main

Le conciliateur, c'est le juge de paix de  
naguère. Il tente de rapprocher, pour les pe-  
tites affaires, les justiciables de la justice.  
A Aix-en-Provence, les « clients » ne man-  
quent pas.

CLAUDE COURCHAY

LES infortunes de la vertu,  
commencent dès que celle-  
ci s'incarne. C'est le cas  
de la justice. Colles-lui  
une majuscule, faites-en  
un ministère, et vous la  
voyez crouler sous les  
textes et la procédure. Il  
ne reste plus au justicia-  
ble qu'à s'armer de pa-  
tience face à l'infinie  
lenteur du bras séculier.

Pour remédier à cet état de cho-  
ses, le législateur, en sa sagesse,  
décida de créer un ciseau rare :  
le conciliateur. Les premiers  
furent installés en mars 1977.  
Comme son nom l'indique, le  
conciliateur apporte sur la Terre  
la paix à ceux qui la désirent.  
C'est un bonhomme. Pour être  
investi, il lui suffit d'être Fran-  
çais, majeur et électeur. Pour le  
commencer d'ailleurs, précisons qu'il  
n'est nullement magistrat. Il n'a  
pas forcément de formation jur-  
dique. Il doit, par contre, être  
disponible et posséder un bon  
contact. Bref, c'est un homme  
de confiance, puisqu'il doit jouir  
à la fois de celle des sages qui  
nous gouvernent et de celle de  
leurs administrés. Il faut qu'il  
se porte volontaire. Il sera alors  
choisi (ou pas) par le premier  
président de la cour d'appel de  
son secteur.

Ces différentes conditions font  
que notre oiseau rare est, en  
général, un retraité. Une fois  
nommé, il tâche d'installer une  
permanence, dans une mairie si  
c'est possible. Et là, il reçoit.  
Qui donc ? Tous ceux, et ils sont  
légion, que la justice effraye,  
qui craignent de se faire décon-  
ser dans le maquis de la loi et  
qui voudraient bien qu'on les  
aide, qu'on les conseille et qu'on  
rapproched'eux cette justice trop  
formelle et trop lointaine.

Le conciliateur est là pour ça.  
Lorsqu'on lui soumet une  
affaire, il tâche de mettre en  
présence les parties, il écoute  
leurs points de vue. Il dédra-  
matise autant que faire se peut  
la situation et il propose aux  
adversaires une solution accep-  
table, compte tenu de l'état  
actuel des lois. Son but est de  
trouver un arrangement à  
l'amiable. Il part du principe  
qu'un mauvais arrangement est  
toujours meilleur qu'un bon  
procès.

S'il n'y parvient pas, il indique  
aux récalcitrants le tribunal dont  
leur cas relève. S'il y parvient, il  
fait signer aux accords de fruis  
un procès-verbal de conciliation.  
Ce document décrit le litige et  
indique la solution acceptée. C'est  
un contrat qui précise les enga-  
gements pris.

Le conciliateur, bien sûr, se  
doit de garder la discrétion de la  
tombe. De plus, il n'aborde  
que les litiges liés à des droits  
dépendant entièrement des inté-  
ressés. Si vous voulez sauver les  
baleines ou les Jivaro, il vous  
faudra frapper à une autre porte.  
Cela écarte également les pro-

blèmes de filiation, de divorce  
et le droit public. Si vous avez  
maître à partir avec l'adminis-  
tration, il vous faudra consul-  
ter le médiateur. Néanmoins, il  
reste au conciliateur un large  
domaine d'intervention, touchant  
aux conflits d'argent, de voi-  
sinage et de famille.

Comme rien ne veut un exem-  
ple vivant, allons voir opérer le  
président Latil, à Aix-en-Pro-  
vence. Ce septuagénaire, jeune  
d'allure et d'esprit, est un  
ancien premier président. Il  
reçoit le mardi matin. Il prati-  
que la conciliation depuis juin  
1980. Sur une cinquantaine d'affaires  
traitées, il compte 10 %  
de succès. Selon lui, le concilia-  
teur joue le rôle du juge de  
paix de naguère. Il lui faut avant  
tout comprendre les gens et les  
amener à se comprendre. Ils ne  
sont pas forcément capables  
d'analyse et de synthèse. Ils  
s'enferment dans ce qu'ils esti-  
ment être leur bon droit comme  
un scaphandrier dans son auto-  
couteur. C'est au conciliateur à  
les tirer de là.

## Une erreur

Et justement, l'avantage de  
notre nouveau Zorro, c'est son  
contact direct. Trop souvent,  
avocats et avoués font écran en-  
tre la justice et les patients.  
Saisir la justice, c'est se dessaisir  
de sa cause entre les mains de  
professionnels. Le conciliateur  
vous permet de vous y retrou-  
ver, c'est énorme. De plus, mé-  
me quand la conciliation n'aboutit  
pas, elle donne l'occasion aux  
adversaires de s'approcher, et  
donc d'éliminer des erreurs et  
des malentendus. Elle est béne-  
fique dans tous les cas.

Le président Latil tient à s'é-  
lever contre une erreur. La chan-  
cellerie estime que n'importe qui  
peut être conciliateur. Le bon  
sens suffit. Ainsi, les anciens  
colonnels, qui font déjà merveille  
dans l'instruction pub., — par-  
don, l'éducation nationale, —  
pourraient être des conciliateurs  
de premier choix. C'est, comme  
si l'on prétendait que n'importe  
quel pékin peut être conseiller  
militaire. C'est intéressant, cer-  
tes, mais peu opérationnel. Si  
vous ne savez pas trop par quel  
bout enfourmer un obus dans  
votre crapouillot, vous risquez des  
surprises.

Il en va de même pour la jus-  
tice. Il vaut mieux être de la  
partie pour en traîner. Précisons  
pas le cours d'une action judi-  
ciaire, ni celui des délais de  
prescription. Le conciliateur qui  
l'ignorait risque de causer, in-  
volontairement, des dommages  
graves à ses clients. Quelqu'un  
d'assez retors pourrait utiliser  
un conciliateur peu au courant  
des lois contre son adversaire.  
(Lire la suite page XVII.)

Le Monde DE  
L'EDUCATION  
NUMÉRO DE FÉVRIER  
LES MALADIES DES ENFANTS  
La fin des « pions »  
En vente partout : 8 F



# Radio-Télévision

LE MONDE DIMANCHE  
22 FEVRIER 1981 IX

## Les projets de «Radio-Télé-Brezhoneg» Par et pour les Armoricaains

Après les radios pirates, les radios expérimentales, les radios «régionales libres» feront-elles leur apparition sur les ondes? C'est en tout cas le projet du très officiel conseil culturel de Bretagne qui concrétise l'évolution des revendications armoricaines. «Du breton à la télévision» demandaient les associations voici quelques années. «Les Bretons à la télévision», réclament-elles aujourd'hui au moment même où le magazine de FR 3, «Breiz o vev» (Bretagne vivante) fête son dixième anniversaire.

MARIE-CHRISTINE ROBERT

«LORSQUE je suis rentré des Etats-Unis en 1977, raconte Youenn Gwerin, poète breton, j'ai refusé de payer ma redevance parce que j'estimais que les services rendus par la télévision n'étaient pas ce que les Bretons pouvaient en attendre. L'humain est venu chez moi, il a voulu savoir ce buffet et celui-ci. Il m'a dit: «Tu es seul, tu es isolé, n'est-ce pas? Mais un million de copains m'ont rejoint et nous avons fondé une association: Radio-Télé-Brezhoneg (R.T.B.).» Plusieurs centaines de Bretons qui refusent de payer l'intégralité de leur redevance, une marche organisée le 7 mars à Rennes (Ille-et-Vilaine) par le Front culturel progressiste qui regroupe des partis de gauche et des syndicats pour protester contre la minuscule du «straponin» accordé à la culture bretonne dans les émissions de FR 3, un jeûne symbolique pour obtenir une radio et une télévision bretonnes qui aura lieu le 5 mars à l'appel de R.T.B., un conseil culturel qui étudie la possibilité de créer une radio «Gwen a du» (le blanc et le noir sont les deux couleurs du drapeau breton), comment en est-on arrivé là?

Le breton (brezhoneg) entra à la télévision la même année que les informations régionales en 1964 par le biais d'une chronique d'une minute et demie par semaine. Puis les émissions se développent tant à Radio-Armorique qu'à la télévision avec notamment la création en 1971 d'un magazine hebdomadaire de quinze minutes Breiz o vev.

La charte culturelle signée entre l'Etat et la région vint en 1978 offrir de nouvelles possibilités: on

passait à la radio de trois heures d'émission en breton à cinq heures trente hebdomadaires le 1<sup>er</sup> janvier 1980. A la télévision on affichait vingt-trois minutes en 1978, une heure vingt-huit à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1980. A Radio-Armorique, la grille des horaires s'est diversifiée pour s'adapter aux différentes versions du breton: aux bulletins d'informations quotidiens de 7 h. 20 et 10 h. 20, vient s'ajouter à 12 h. 25 la «Chronique vannetaise», elle s'est également élargie par l'apparition de nouveaux magazines, les mercredis, vendredis et dimanches. A la télévision les bretonnants ont quatre rendez-vous: Breiz o vev, puis trois autres émissions les lundis, mercredis et samedis. «Au moins cent mille personnes, selon les sondages que nous avons faits, écoutent nos émissions en langue bretonne», affirme M. Fanch Broudic, responsable des émissions en breton.

### Bilans

#### contradictaires

Aujourd'hui, avec les mêmes chiffres, FR 3 et bretonnants affichent des bilans contradictoires: «A la radio le volume des émissions en langue bretonne a augmenté de 80%, à la télévision de 161%. Actuellement, compte tenu des moyens financiers dont je dispose, je ne peux en augmenter ni le nombre ni la durée», affirmait récemment M. Claude Guben, directeur régional de FR 3, devant le conseil culturel, organisme consultatif chargé de donner son avis sur

la répartition des crédits de la charte culturelle (pour les investissements 3 millions de francs de l'Etat, 3 millions de francs de la région). «Voyons de près les chiffres», rétorquent conseillers et associations. «Auparavant les émissions en breton se comptaient en secondes, minutes, avec de tels résultats les pourcentages sont sans doute mirobolants», déclare M. Yann Gougeon, secrétaire de la commission financière du conseil culturel. D'autre part, la radio diffuse seulement des émissions sur les départements bretonnants, c'est-à-dire l'Ouest et la région.

Aujourd'hui, les Armoricaains ne peuvent plus se contenter «d'un petit coin de breton» («comme si nous étions au piquet», disent-ils). Ils veulent une radio et une télévision faites par des Bretons. Dès lors les arguments fusent: «Nous sommes bilingues», affirme Youenn Gwerin, président de l'association R.T.B. «Nous ne demandons pas des émissions uniquement en breton. D'autre part, nous sommes un peuple, une entité culturelle. Il est juste que la région gère elle-même ses propres affaires. Mais comment des journalistes d'une société nationale qui sont aujourd'hui à Brest et travailleront demain à Metz ou à Paris peuvent-ils avoir le temps de comprendre la Bretagne?», affirme M. Yvonig Gloaguel, président de Kendelek, association culturelle, qui ajoute: «Les Bretons sont 3,5 millions, 1,5% seulement de la redevance qu'ils versent est utilisée à la radio et à la télévision pour l'épanouissement de leur culture régionale.» «La Bretagne a droit à un service culturel complet et non à des saupoudrages de-ci de-là», affirme, pour sa part, M. Per Denaz de l'association Kuzul er Brezhoneg (conseil de la langue bretonne).

Ces partisans n'ont pas manqué d'aller voir ailleurs comment cela se passe. La conclusion de leurs travaux est claire: les minorités sont mieux traitées dans les pays voisins. D'autre part la France est la seule nation à vouloir s'ajoutement sur son monopole. Au Pays de Galles il existe une radio en

langue galloise, en Ecosse des radios émettent en anglais et en gaélique, les islandais bénéficient d'un véritable service public (bulletins d'information, émissions pour les marins, etc.), un service particulier d'information a été créé pour les habitants de la côte ouest d'Irlande.

### Un dossier

Deux mois après la décision prise par le conseil culturel d'étudier la possibilité de créer une radio régionale, les Bretons ont fait leurs comptes et mis au point un plan d'investissement et de fonctionnement: selon M. Denaz, 2 millions de francs environ seront nécessaires pour les investissements, 1 million supplémentaire pour la mise en route du projet. La radio pourrait présenter un bilan équilibré trois mois après sa mise en service puisqu'elle serait financée par la publicité (cinq minutes par heure). Il ajoute que la principale difficulté n'est pas financière puisque la charte culturelle existe, ni juridique, puisque en proposant récemment la création d'un musée archéologique, la préfecture juge possible pour la région de financer une affaire commerciale. Un dossier sera présenté aux pouvoirs publics: une région est prête à créer légalement sa propre radio, à faire les études, les investissements à financer son fonctionnement. Le gouvernement acceptera-t-il?

Sans doute n'est-ce pas là l'unique difficulté qui attend les promoteurs du projet: le conseil culturel recrute ses membres dans l'opposition, et le conseil régional — qui sanctionne ses émissions — dans la majorité. D'autre part, il n'est pas certain que toutes les associations culturelles impliquées aient la même conception d'une «radio régionale». Néanmoins le problème est posé en termes clairs: il ne s'agit plus de parler breton à la radio ou à la télévision mais de laisser les Bretons faire leur télévision et leur radio. Ils sont prêts à en prendre la responsabilité.

l'antenne. En fait, dit-il, c'est une émission de télévision.

La preuve: Antenne 2 diffusera un numéro des «Flagrants Délits» par mois à partir d'avril (premier enregistrement public le 26 février). Juste le temps pour Claude Villers de mettre au point une série de dix autres émissions prévues pour septembre. Sur FR 3, cette fois-ci, le principe sera celui de «Télé Test», une autre de ses inventions. «L'émission tendue comme un piège, chaque dimanche de l'été dernier, aux professionnels de la parole, aux interviewés institutionnels. Les beaux parleurs de nos petits écrans pris en flagrant délit de suffisance... Drôle, insolent. Tous les invités de l'époque n'avaient pas apprécié... Lui, il jubile d'avance. Il y a chez Villers autant de malice que de tendresse. Et puis, en mai, je vais en Chine! Et le voici de nouveau, l'air gourmand: encore une émission! «Je décriai des individus en les promenant à travers le pays. Un peu comme «La route de l'or». C'est pour cet été...»

### S'arrêter

Où, il parle. Il raconte. Il pétille. Et c'est déjà autre chose qu'un talent. En tout cas pas un métier. S'arrêter? Il avoue en rêver. Une année sabbatique, loin du micro. Des voyages... Mais il lui faut encore écrire cette saga, dont le premier tome, Un siècle américain, paraîtra à la rentrée. Et encore terminer le scénario de ce «film-catastrophe» dont il ne veut rien dire maintenant.

Alors? Alors, on reste un peu stupéfait de tant de vitalité, de tant de facilité à être. On a du mal, aussi, à se séparer de cette voix quand elle imagine tout haut, qu'elle installe des images. Cette voix qu'il prétend ne pas aimer. Peut-être parce qu'on lui a dit un jour qu'elle n'était pas radiophonique...

## les films de la semaine

Les notes de JACQUES SICLIER  
\* A VOIR, \*\* GRAND FILM

### La Jument verte

DE CLAUDE AUTANT-LARA  
Lundi 23 février  
FR 3, 20 h. 20  
\* La gaillardise de certaines scènes de la vie paysanne (dans les années 1870-1880) valse à ce film des ennemis avec la censure. Les situations «osées» paraissent, aujourd'hui, bien anodines, et l'on peut mieux apprécier la satire des mœurs villageoises et des querelles de clocher faite par Autant-Lara dans cette farce «gauloise» inspirée d'un roman de Marcel Aymé.

### Seule dans la nuit

DE TERENCE YOUNG  
Lundi 23 février  
TF 1, 20 h. 35  
\* D'après une pièce de théâtre, un film de terreur en vase clos: une jeune femme s'engage aux prises avec trois bandits dans un appartement de Greenwich Village. Terence Young a accumulé tous les procédés susceptibles de secouer les nerfs et de faire hurler de peur. On se croirait — à la fin surtout — au Grand-Guignol. Mais quand on aime Audrey Hepburn, on ne peut pas rester indifférent à ses malheurs, aux péripéties qu'elle affronte, à son interprétation.

### Furia à Bahia pour O.S.S. 117

DE ANDRÉ HUNESBELLE  
Mardi 24 février  
FR 3, 20 h. 30  
Espionnage et action. Profitant du succès populaire des romans de Jean Bruce, André Hunesbelle a voulu, dans les années 60, faire de O.S.S. 117 un «James Bond à la française». On est loin du compte, tant pour le scénario que pour la mise en scène et l'acteur vedette.

### Seul le vent connaît la réponse

D'ALFRED VOHRER  
Mercredi 25 février  
FR 3, 20 h. 30  
\* Intrigue policière façon thriller américain dans une co-production franco-allemande. Dire que c'est bien fait pourrait suffire. Mais il y a Maurice Ronet en inspecteur de la compagnie d'assurances, héros sans illusion luttant à mains nues contre une sorte d'aristocratie du crime. Un grand acteur.

### La Fille du puisatier

DE MARCEL PAGNOL  
Jeudi 26 février  
FR 3, 20 h. 30  
\* Un mélodrame traversé par l'histoire: guerre de 1939, débâcle de 1940 et réconciliation de familles divisées, après la défaite. Sur un thème semblable à celui d'Angèle, Pagnol a bâti une étude de mœurs où sont intervenus les événements contemporains. Le film, commencé au printemps 1940, fut interrompu au mois de juin, puis repris le 13 août.

Le malheur des temps lui donna un aspect à la fois réaliste et symbolique dans la scène où les habitants de Salon-de-Provence, accablés, écoutaient à la T.S.F. le discours du maréchal Pétain annonçant la demande d'armistice. Raimu, Fernandel et Charpin dominent une distribution où Josette Day, avec ses bouclettes et ses allures parisiennes, détonne. La Fille du puisatier remporte toujours un grand succès d'émotion.

### Le silence est d'or

DE RENE CLAIR  
Vendredi 27 février  
A 2, 23 h. 5  
\*\* Important à plus d'un titre. A marqué le retour de René Clair (exilé aux Etats-Unis en 1940) dans le cinéma français d'après-guerre; est un hommage attendu au cinéma «primitif» des années 10; est, aussi et surtout, une sorte d'Ecole des femmes de Molière, transposée à la Belle Époque; comporte un scénario bien construit, d'accents idéologiques, et, dans la mise en scène, vive, humoristique, poétique, un style psychologique, créant une belle vérité humaine; enfin, c'est là qu'on trouve Maurice Chevalier vieillissant dans son meilleur rôle. On a trop oublié, on a voulu oublier, que René Clair était un auteur de films. Sous sa légèreté, son charme, cette comédie porte une sensibilité et une gravité qui annoncent les Grandes Manœuvres.

### La Poursuite sauvage

DE DANIEL MANN  
Dimanche 1<sup>er</sup> mars  
TF 1, 20 h. 35  
\* Injustement dédaigné par la critique, ce western solidement construit et bien servi par William Holden analyse le mécanisme d'une vengeance aveugle qui finit par détruire tout sentiment chez un homme dont la famille a été massacrée. Il y a, et c'est vrai, quelques longueurs.

### Eve

DE JOSEPH L. MANKIEWICZ  
Dimanche 1<sup>er</sup> mars  
FR 3, 22 h. 30  
\*\* Film sur les coulisses du théâtre américain, sur la rivalité de femmes, actrices, poussées par l'ambition, film à clés, a-t-on dit (le personnage du critique interprété par George Sanders avec élégance et cynisme serait celui d'un célèbre critique new-yorkais, certains traits prisés de Betty Davis se retrouvent dans le rôle qu'elle tient là) et film sur la recherche d'une vérité comme la plupart de ceux qu'a réalisés Mankiewicz. Qui est Eve? Une suite de retours en arrière reconstitue, avec une grande intensité, une maîtrise parfaite de la narration, le portrait d'une femme qui est à la fois le sujet de l'enquête menée par le récit et la catharsis de son entourage. Jeu de miroirs passionnant, distribution dans la grande tradition hollywoodienne: Betty Davis, Anne Baxter, George Sanders, Celeste Holm, Gary Merrill et, dans un petit rôle qui ne passe pas inaperçu, Marilyn Monroe.

## Claude Villers bientôt sur Antenne 2

## Portrait d'un malicieux en homme de radio

COLETTE ETCHEVERRY

LE Saint-Louis. Nonchalant, provincial, nostalgique. Plus irritable encore dans ce brouillard glacé et pénétrant. L'une des promenades favorites de Claude Villers. Là, il vient imaginer Venise et, à propos de tout ou de rien, s'invente des histoires. Pour le plaisir de les raconter aux auditeurs puis, amusé, de voir eux-mêmes les croire. Et c'est son charme, que de faire les choses «comme ça», pour la beauté, pour presque rien. Aller au bout du monde simplement pour en revenir. Ou louer une chambre de l'hôtel Orillon un 15 Août simplement pour voir, de sa fenêtre, la place de la Concorde désertée... Tous les rêves sont dérisoires. Mais il rapporte les siens en contour émervillé, malicieux, drôle.

Enfant, c'est journaliste qu'il voulait devenir. «A cause de Tintin, vous savez, le côté aventure... J'imaginais d'interminables voyages, des reportages dangereux. Et puis, ensuite, ôte! — Un rêve difficile, cependant, pour un fils d'ouvrier contraint de quitter l'école à quatorze ans et de devenir employé de banque. «J'étais devant un mur. Huit heures par jour. Je classais des papiers. J'aimerais faire un film, un jour, sur ce mur. La vie face à ce mur...» Alors, pour tromper l'ennui... des pages — déjà! — pour un journal dirigé à l'époque par Jean Nohain: Top Réalités Jeunesse. Pendant dix mois, les articles s'accumulent, accompagnés — ô, gloire — de photographies

de l'autour! Le jeune Claude Villers goûte alors les joies de la fierté. Jusqu'au jour où il se retrouve, titubant de panique, sur l'épaisse moquette de son directeur du personnel qui l'irritent ses extras journalistiques... En deux mots, l'affaire est simple: la banque ou le journal, il faut choisir.

Ce qui fut fait. Barman, catcheur... l'époque des petits métiers, mais surtout des vrais débuts journalistiques: Paris-Jour, Radio-Télé Magazine où il s'occupe de spectacles, puis Paris-Pressa, jusqu'en 1964. Depuis, la radio. Au côté de José Artur, d'abord, pour qui il écrit les textes de «Table ouverte», réalise le «Pop Club», «Flirtissimo»... «Ce qui m'amuse», dit-il, c'était de prendre des contacts avec les invités, de trouver des gens peu connus. Avec José Artur, j'ai appris l'insolence. Un droit que le journaliste et qui n'a rien à voir avec le mépris. «Mais la France est un pays de gens «respectables», tandis que les Etats-Unis... Le rêveur turbulent, en 1967 part pour New-York. Il y reste. Jacques Salabert est alors directeur de l'O.R.T.F. pour l'Amérique du Nord, et Claude Villers, à vingt-trois ans, devient le correspondant de France-Inter à New-York. Où l'on retrouve Tintin! De retour en France en 1971, il va proposer des idées d'émissions.

Plus tout à fait journaliste, c'est vrai. Le voilà conteur, plutôt. Une sorte de grand reporter qui serait aussi un peu poète... On se sou-

### Boulimie

Emissions du soir, de l'après-midi, du matin. Certaines n'auront duré que quelques semaines, le temps d'un été. D'autres, plusieurs années. Mais, pour Claude Villers, le plus intéressant a toujours lieu avant. «L'orage n'est pas une idée. C'est chaque fois un nouveau pari. Quand on l'a gagné, il faut changer». Bref, savoir s'arrêter quand ça marche. Et ça marche. D'où cette boulimie de reportages, de sketches, de feuilletons, d'histoires, de musique. De dérive même, comme dans le si bien nommé «Tribunal des flagrants délits» (de 11 heures à midi, chaque jour, sur France-Inter). Là encore, l'idée vient des Etats-Unis. «Je pensais appeler l'émission «L'avocat du diable». Les interviews en France sont trop compliquées. Les Américains sont plus virulents, plus passionnés, plus embarrassés aussi... Reste à éviter de faire du «Chenac»... Même en plus méchant! Alors, pourquoi pas un véritable procès? Un juge, un avocat, un accusé, des témoins à charge et à décharge: au début de l'émission, les questions qui peuvent aller loin. Et puis, pour aller dans l'atmosphère, pour ne pas perdre le sourire, une partie variée assurée par les témoins et par les présentations quotidiennes de Pierre Desproges et Luis Rego, respectivement procureur de la République et avocat. Le tout avec costumes et décors. Pour Claude Villers, «les effets de manches se sentent à

QUI PENSE HIFI PENSE  
**HIFI-CLUB TERAC**  
12, RUE TRAVERSIÈRE, PARIS 12<sup>e</sup> • 307 87 74

INSTITUT DE GESTION SOCIALE  
**3<sup>e</sup> CYCLE  
MANAGEMENT  
AVANCE**  
8 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise  
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.  
prochaine session de recrutement: 28 mars 1981  
date limite de dépôt des dossiers: 21 mars 1981  
dossiers de candidatures et brochures détaillées  
I.G.S. - PROGRAMME MANAGEMENT AVANCE  
25, rue François-1<sup>er</sup> 75008 Paris

A VOIR

Histoire d'un tournage

DOCUMENTAIRE :  
UN FILM EN TRAIN  
Lundi 23 février  
A 2, 22 h. 45

Sur le quai d'une petite gare apparemment désaffectée, un jeune réalisateur tourne son premier court métrage. C'est ce tournage qu'a filmé Jean-Claude Guillemin, avec beaucoup d'humour et un rien de cruauté. Il l'a placé sous le signe de François Truffaut qui a, par ailleurs, comparé un film à un train dans la nuit. Or ce train-là a fini par dérailler, sous le regard navré, un peu gêné, du journaliste.

Il s'est passé d'étranges choses, en effet, sur ce plateau, où Richard Jordan — le jeune

réalisateur — tentait de mettre en scène une histoire à trois personnages écrite avec Roland Topor. Peu à peu les techniciens, puis les comédiens se sont rebellés, on a vu le ton monter, les rapports se tendre, les querelles se multiplier. Finalement le tournage a été abandonné, il n'est resté qu'un petit tas de pellicule sur le ballast, que le journaliste a ramassé tristement.

Ce « vingt-six minutes » de la série « Cinéma », programmée dans l'émission de Sylvie Genevois « Fenêtre sur », illustre assez bien cet autre adage selon lequel un film (raté) peut en cacher un autre (réussi)...

T. F.

Dépasser le gâchis

SERIE DOCUMENTAIRE :  
3<sup>e</sup> MILLENAIRE

Mardi 24 février  
TF 1, 21 h. 35

Ce genre d'émission indispensable est presque toujours décevant. La science va vite, et le simple citoyen ignore non seulement où elle est mais beaucoup de ses applications. Dans cette série de quatre émissions, Claude de Givray propose justement de nous faire découvrir quelques-unes des dernières expérimentations menées dans différents domaines et pays suite à la prudence obligée des futures générations aujourd'hui. Ceux-ci prévoient jusqu'à présent le futur en envisageant les leçons du passé, la crise du pétrole, qu'ils n'avaient pas prévue, a amené la « prospective » qui consiste à imaginer toutes les formes que pourrait prendre l'avenir en fonction de

choix faits à partir d'expérimentations.

La machine automatique inventée par le bureau de recherche géologique et minière à Orléans (dont le mot d'ordre est au recyclage) et qui trie les ordures, cet ordinateur qui a dessiné le train Corail, cet autre (à mémoire) qui peint des voitures, et ce système inventé par les Japonais pour faciliter la conduite à Tokyo ! Des découvertes sûrement pour le téléspectateur, sur le plan scientifique, les théories de Claude de Givray sont sujettes à discussion. Il est dommage que l'auteur se laisse aller à des facilités journalistiques, à des formules sensationnelles qui frappent. Dire par exemple que l'argent disparaît dans quelques années pour être totalement remplacé par des cartes de crédit relève de la plus pure fantaisie quand on sait qu'il faut un revenu minimum pour obtenir une carte. — C. H.

Le secret de l'étrangère

TELEFILM :  
LA RAMANDEUSE  
Mercredi 25 février  
TF 1, 20 h. 35

Chaque année, elle arrive avec sa large jupe sous laquelle elle place son argent et ses doigts de fée qui répèrent les filets. Depuis combien de temps passe-t-elle comme les oies sauvages ? Quel personnage, la Ramandeuse ! La quarantaine, mais une belle femme. Arrogante ? Non, sûre d'elle, une vraie femme libre qui sait ce que coûte l'indépendance et qui n'a pas l'habitude de faire des cadeaux. On ne l'aime pas trop d'ailleurs dans les petits villages brumeux où elle passe, le temps de remettre les filets des pêcheurs en état. C'est un genre de femme qui agite les hommes, comme si elle leur donnait la fièvre, ils sont tous à tourner autour de la grange, du hangar où elle a choisi de passer sa nuit, parfois l'un entre, elle ne dédaigne pas ses faveurs, elle prend l'argent.

Mais on a besoin de l'étrangère, car si elle fait tourner

la tête des hommes (jusqu'à la bagarre), elle rend aussi des services, elle parle aux poissons et « sait » où il faut aller pêcher cette nuit, elle connaît des « filets » qui ramènent les fiancées volages. Une sorcière ? Certains en ont peur, c'est une femme mystérieuse qui a un secret, « un vice », dit-elle à son amie Memène, une forte femme aussi, qui tient le bistrot du village, la seule poète du village. La Ramandeuse, de Jean-Marie Soyex, est une fresque sociale où l'humour n'est pas absent. Il y a un certain climat, qui doit aux brouillards bleus derrière les vitres, il y a la Ramandeuse à laquelle Rosy Varte donne un poids, et surtout un personnage secondaire absolument extraordinaire, le Chiqui (interprété par Yann Collette), le fils de Memène, un simple qui voit clair dans cette comédie humaine. Pour le reste, c'est un peu caricatural et Jean-Marie Soyex aurait peut-être dû rester sur le secret du vice de la Ramandeuse, plutôt que de le dévoiler.

C. H.

Et lui et lui et lui

LE GRAND ECHIQUIER :  
JACQUES DUTRONC  
Jeudi 26 février  
Antenne 2, 20 h. 35

Dutrone, en 1966, quand il chantait « Tout est miné dans notre vie... » Et moi, et moi, et moi », n'avait pas que des supporters, et certains comptaient son avenir en semaines. Et puis, en 1972, il est toujours là (Jacques Lantmann, son parolier, aussi), et puis, en 1981, lorsqu'on réentend Paris s'éveille, ce sont plus de dix années qui défilent.

En 1973, Dutrone a trente ans, on s'aperçoit que l'on pourrait utiliser son charme nonchalant au cinéma. Il tourne *Antoine et Sébastien*, de Jean-Marie Périer (il travaillera de nouveau avec

lui en 1978 pour *Soleil réveur*), et la même année, O.K. Patron, de Claude Vital. Ensuite, il ne s'arrête plus, il réussit à l'écran aussi bien que sur scène, et une fois encore, sans en avoir l'air (l'air de se fatiguer, d'y croire). *Le Bon et les Méchants*, *A nous deux*, de Claude Lelouch, *Violette et François*, de Jacques Rouffio, *Retour à la plan-almée* de Jean-François Adam, *L'Été sauvage*, de Francis Girod, vont faire oublier le chanteur au profit du comédien.

Mais Dutrone, après *Sauve qui peut* (sa vie), de Jean-Luc Godard, revient au disque, se remet à la musique pour des textes de Lantmann et de Galinbourg. Comme d'habitude, en se jouant, avec un talent tenace.

Cl. D.

Peintures du réel

DOCUMENTAIRE :  
LES REALISMES  
A BEAUBOURG  
Jeudi 26 février  
TF 1, 22 h. 30

L'émission propose un parcours de l'exposition Les réalismes entre révolution et réaction - 1919-1933, qui se tient au Centre Georges-Pompidou jusqu'au 23 avril. Le réalisateur, Gérard Jourdain, ne s'est cependant pas contenté de filmer les œuvres des principaux protagonistes du retour à la figure et au réel en Europe

comme aux Etats-Unis dans l'entre-deux-guerres. Les séquences tournées dans l'exposition, qui présentent des œuvres de Carrà-Chirico, Morandi, Dix, Croz, Schad, Balhaus, Derrain, Sheeler, Demuth, Hopper... alternent avec des interviews, notamment d'Albert Speer, architecte du national-socialisme, des peintres Schad, Rodgill et Winkler et du commissaire de l'exposition Gérard Regnier. L'émission est coproduite par TF 1 et le Centre Georges-Pompidou. — G. B.

Lundi 23 février

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Emissions régionales.  
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.  
Ces chers disparus : 14 h 5, Téléfilm : *Élémentaire* qui reprend plus de 20 ans de Variétés ; 15 h 40, Au grand du présent ; 16 h 44, Rendez-vous au club ; 17 h 12, A vous l'écran.  
17 h 20 Croque-vacances.  
Inuit : 17 h 33, Éricolage (et à 17 h 40) ; 17 h 37, Infos-magazine ; 17 h 43, L'adieu le lapin ; 17 h 46, Variétés ; 17 h 53, La famille ours au Far-West.  
17 h 55 Une minute pour les femmes.  
Transmettre son patrimoine : que se passe-t-il quand on ne fait pas de testament ?  
18 h TF 4.  
18 h 20 L'été aux enfants.  
18 h 45 Avis de recherche.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : « Seule dans la nuit », avec A. Hepburn, A. Arkin, B. Cronin, J. Weston, S. Jones, J. Harrod. (Rediffusion.)  
Trois bandits cherchent à récupérer une poupée bourrée de drogue, arrêtés, sur la route, l'appareil tombe en panne, seule, une jeune femme aveugle qui ignore tout de l'histoire.

22 h L'avenir du futur.  
La recherche scientifique : un espoir pour les handicapés.  
Que pourra faire la recherche scientifique, et notamment la biologie, afin que moins de handicapés naissent, et que puissent la médecine et l'électronique pour soigner, aider ceux qui sont atteints de handicaps : c'est autour de ces deux thèmes que débattent les professeurs A. Boué, biologiste ; P. Rabichon, physiologiste ; et, psychiatre : P. Rondot, neurologue.  
23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La vie des autres.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
La thalassothérapie.  
15 h Émissions pédagogiques.  
16 h 30 Minéraux.  
L'épopée viking.  
17 h 20 Fenêtre sur...  
Les métiers d'art : les arts du métal.  
17 h 50 Récré A 2.  
Emilie : Cooper et ses amis ; Albatros.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Magazine : Cartes sur table.  
Avec M. Jean François-Poncet, ministre des

affaires étrangères, et le général A. Halp, secrétaire d'Etat américain.  
21 h 40 Document : Les nouveaux papes.  
III. Le Vatican, de Pierre à Jean-Paul II. Que se passe-t-il à l'intérieur de la muraille épaisse de la cité du Vatican ? Une exploration à laquelle nous entraînent Jean-Claude Derrigues, un historien tracé par Jean Chabot.  
22 h 45 Fenêtre sur...  
Océanaria : un film en train.  
(Lire notre sélection.)  
23 h 15 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le Mouvement des démocrates (M. Jobert).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
Les aventures de Tintin : le Trésor de Rackham le Rouge.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma public : « Le Jument verte », Film français de C. Autant-Lara (1959), avec Bourvil, S. Milo, P. Blanc, Y. Maistre, V. Lagrange, M. Parrey, Carrière, M. Des. (Rediffusion.)  
Sous le Second Empire, une femme a peut-être fait la fortune d'un magnan de village. Plus tard, l'un de ses fils, fermier, raple avec une femme voisine — et ensemble — un vieux compte datant de la guerre de 1870.  
22 h Journal.

Mardi 24 février

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.  
Tout feu, tout femme : 14 h 15, Feuilles : l'homme sans visage ; 15 h 10, Les recettes de mon village ; 15 h 30, Mémoire en fête ; 15 h 50, A vos ordres ; 16 h, Dossier : travailler et s'occuper aussi ; 16 h 30, Le nord et le centre ; 16 h 40, A tire d'elles ; 16 h, Coup de cœur ; 17 h, Mini-show.  
17 h 20 Croque-vacances.  
Inuit : 17 h 33, Éricolage (et à 17 h 40) ; 17 h 37, Infos-magazine ; 17 h 43, L'adieu le lapin ; 17 h 46, Variétés ; 17 h 53, Une famille ours au Far-West.  
17 h 55 Une minute pour les femmes.  
Transmettre son patrimoine : comment avantage son conjoint ?  
18 h TF 4.  
18 h 20 L'été aux enfants.  
18 h 45 Avis de recherche.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h Journal.  
20 h 35 Le grand débat : Michel Debré.  
21 h 35 Sciences : Des lendemains pour l'homme.  
I. Le rendez-vous du III<sup>e</sup> millénaire : dépasser le gâchis (Lire notre sélection.)  
22 h 30 Trait de mémoire : Histoire de la bande dessinée.  
V. L'opéra comique.

On est maintenant bien loin de la bible latine à 42 lignes, Tintin, Syron, Gaston Lagaffe, les frères Dalton, c'est l'ère de l'opéra comique, raconte par G. Blanchard, Historien de la bande dessinée, M. Erion, de l'Académie française, Hervé, G. Molteni, directeur littéraire, et P. Tcher-  
23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La vie des autres.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Emissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
La politique des prix.  
15 h Téléfilm : « L'Appel de la forêt », d'Abel Gance, réal. J. J. Jameson.  
Les aventures de deux chercheurs d'or.  
16 h 40 Minéraux.  
Le théâtre : l'illusion triomphante ; La fête romaine.  
17 h 20 Fenêtre sur...  
Musiques modernes : Patrick Piery.  
17 h 50 Récré A 2.  
Emilie : C'est chouette ; 3-2-1 contact.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 D'accord pas d'accord.  
(L.N.C.)  
Histoire d'un purificateur d'eau.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Miroir, miroir ».  
Téléfilm de J. Les.  
Pour diverses raisons, trois femmes sont appelées à la chirurgie esthétique. La première pour reconstruire son ancien amant ; la deuxième parce qu'elle est une femme au foyer insatisfaite et impotente ; la troisième pour faire face aux affronts de l'âge.  
22 h Débat : La chirurgie esthétique, changer de tête pour changer de peau.  
Avec les docteurs R. Vilain, R. Mouly, G. Jort, M. Godfrey, Mlle D. Rosodot et une télespectatrice qui vient témoigner pour une opération non réussie.  
23 h 30 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h Ministère des universités.  
Le recours pour excès de pouvoir.  
18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le P.S.U. (J. Bonchardieu).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
Les aventures de Tintin : le Trésor de Rackham le Rouge.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma : Faria à Bahia pour OSS 117.  
Film français d'A. Humeau (1965), avec P. Stafford, M. Demongeot, B. Pellegrin, P. Pradier, A. Anderson, F. Maistre. (Rediffusion.)  
Un agent secret travaillant pour la C.I.A. enquête sur Brétil et fusque dans la forêt amazonienne sur une série de crimes politiques.  
22 h 10 Journal.

Mercredi 25 février

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

10 h 50 Voyage de Jean-Paul II au Japon.  
12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 35 Portes ouvertes.  
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.  
Spécial 8-10 ans : 14 h 15, Bédi ; 14 h 50, Feuilles : Mait et Jony ; 15 h 12, Spécial 10-15 ans ; 15 h 13, Dossier ; 15 h 30, Les comtes à trembler debout ; 16 h 40, La super parade des dessins animés ; 17 h 20, Studio 3.  
17 h 55 Une minute pour les femmes.  
Transmettre son patrimoine : comment éviter les disputes entre ses héritiers.  
18 h Auto-mag.  
18 h 20 L'été aux enfants.  
18 h 45 Avis de recherche.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h 50 Tirage du Loto.  
20 h Journal.  
20 h 35 Téléfilm : « La Ramandeuse », Réalisation G. Axel ; avec R. Varte, D. Doll, Y. Collette, F. Personne.  
(Lire notre sélection.)  
22 h Magazine : La rage de l'ère.  
De G. Siffert. Qui a peur de l'an 2000 ?

Avec M. D. Garvie (« Les Dossiers du futur »), J.-C. Simon (« L'éducation et l'information dans la société »), J. Attali (« Les Trois Mondes »), M. Serris (« Passage du nord-ouest - Vers l'Y »), E. Koenig : « Histoire de l'Amérique ».  
23 h 5 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La vie des autres.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Emissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Les rendez-vous d'aujourd'hui madame.  
15 h Série : Bonanza.  
L'embuscade.  
16 h 10 Récré A 2.  
Emilie : Maraboud' ficelle ; Zeltro : Candy ; Les blancs jouent et gagnent.  
18 h 10 Cours d'anglais.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Palmarès 81.

21 h 50 Alain Decaux raconte.  
Dénonces l'avion de Ben Bella.  
22 h 45 Histoire courtoise.  
« Inspiration », de P. Gibson ; « Arrêt sur marche », de R. Caban.  
23 h 10 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h Travail manuel.  
Le professeur d'éducation manuelle et technique : Le travail manuel à l'école.  
18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le Parti des forces nouvelles (P. Gschon).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
Les aventures de Tintin : le Trésor de Rackham le Rouge.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma : « Seul le vent connaît la réponse ».  
Film franco-allemand d'A. Vohrer (1974), avec M. Bonet, M. Weller, R. Dor, A. Falcon, A. Dittling. (Rediffusion.)  
L'inspecteur d'une compagnie d'assurances allemande mène, sur le Côte d'Ivoire, une difficile enquête à la suite de la mort mystérieuse d'un banquier.  
22 h 5 Journal.

Jeudi 26 février

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 35 Emissions régionales.  
13 h 50 Objectif santé : La vitesse.  
14 h 30 Les quatre fantastiques.  
14 h 45 Croque-vacances.  
Inuit : 14 h 55, Éricolage (et à 17 h 35) ; 17 h 37, Infos-magazine ; 17 h 43, L'adieu le lapin ; 17 h 46, Variétés ; 17 h 53, La famille ours au Far-West ; 17 h 55, Fortrat d'arbres ; 18 h 30, Variétés ; 17 h 40, Les Éclairés Globe-Trotters.  
17 h 55 Une minute pour les femmes.  
Comment rédiger son testament.  
18 h TF 4.  
18 h 20 L'été aux enfants.  
18 h 45 Avis de recherche.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Pause-café.  
Réal. R.-R. Leroy ; avec V. Jannot, J. François, G. Alary, F. André, J. Bachelier.  
Troisième épisode. Joëlle a trouvé pour une de ses élèves une chambre, et c'est maintenant Roland qui elle doit défendre de multiples embûches.  
21 h 30 Magazine : L'enjeu.  
De P. de Giceste, E. de la Taille et A. Weller.  
Au sommaire : le Festival, ceux qui s'en

sortent ; le travail pénitentiaire, une entreprise derrière les barreaux ; L'homme du mois : Daniel Lebar ; Restaurants : les additions qui ne manquent pas de sel.  
22 h 30 Art : Les réalismes à Beaubourg.  
Les réalismes entre révolution et réaction, 1919-1933.  
(Lire notre sélection.)  
23 h 30 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La vie des autres.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Emissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Les collections de haute couture printemps-été 1981.  
15 h Série : le Saint.  
Le scale.  
16 h L'invitation du jeudi.  
Hélène Carrère d'Encausse.  
17 h 20 Fenêtre sur...  
Des expositions pas comme les autres.  
17 h 50 Récré A 2.  
Emilie : Discoquize ; Félix le chat ; La bande à Bédé.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord.  
(L.N.C.)  
Enchères acoustiques.

19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Tribune politique.  
L'Assemblée nationale.  
20 h Journal.  
20 h 35 Le grand échiquier.  
De J. Chancel. Avec J. Dutrone.  
(Lire notre sélection.)

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
La Ligue communiste révolutionnaire (A. Krivine).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
Les aventures de Tintin : le Trésor de Rackham le Rouge.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma (cycle Marcel Pagnol) : « La fille du puitsier ».  
Film français de M. Pagnol (1940), avec Raimu, F. Pascal, J. Day, G. G. Charpin, L. Noro, M. Mathis. (N. rediffusion.)  
En 1839, une jeune paysanne est séduite par un artiste, fuit de son commerce de Salonde-Provence. Elle se croit abandonnée à la suite d'un malentendu, se retrouve mariée. Son père la chasse. L'artiste a disparu à la guerre.  
22 h 45 Journal.

CHIFFRE 150



A VOIR

Le rock comme à la belle époque

CHORUS : STRAY CATS

Samedi 28 février

A 2, 18 h 5

On ne parle plus que des

Stray Cats. A Londres, à Paris,

à New-York, on affirme que 1981

sera leur année. Une chose est

sûre, ils ont dix-neuf ans et

ils sont prêts. Il y a un an,

après s'être fait les dents

devant un public fanatique, Brian

Setzer (guitare et chant), Les

Stray Cats (batterie) quittaient

New-York pour s'installer à Lon-

dres. Le temps de se consacrer

à un "look fifties" à la me-

sure de leur inspiration et on

les voyait créer l'événement

dans tous les clubs de la capi-

tales. La banane fière sur le

front, des tatouages pleins les

bras, le col de chemise relevé,

des costumes amples à la ma-

nière des années 50, des cro-

queurs ou des chaussures vic-

lores de Teddy Boy aux pieds,

et Gene Vincent, Little Richard,

A. W.

On l'a vérifié le jeudi 5 février

au Palace. Présentés par Bruno

Blum, Slim Jim Phantom sau-

rait devant ou sur sa batterie,

Les Stray Cats se roulaient sous

sa contrebasse tandis que Brian

Setzer, courbé sur sa guitare,

chantait d'une voix suave et

gavée de tremolo le rock'n'roll

comme à la plus belle époque

des pionniers. Les Strays Cats

ont de toute évidence la dimen-

sion qui fait les légendes : un

jeu de scène terriblement éva-

scateur et un rock amphithéâ-

trique qui a la magie des années 50

et l'urgence des années 80, en

somma, le ton juste au bon mo-

ment. A dix-neuf ans, si les

Stray Cats n'ont pas inventé la

poudre ils savent diablement

en servir. Antoine De Caunes

leur consacre la centième édi-

tion de son émission « Chorus ».

A. W.

Le rock comme à la belle époque

CHORUS : STRAY CATS

Samedi 28 février

A 2, 18 h 5

On ne parle plus que des

Stray Cats. A Londres, à Paris,

à New-York, on affirme que 1981

sera leur année. Une chose est

sûre, ils ont dix-neuf ans et

ils sont prêts. Il y a un an,

après s'être fait les dents

devant un public fanatique, Brian

Setzer (guitare et chant), Les

Stray Cats (batterie) quittaient

New-York pour s'installer à Lon-

dres. Le temps de se consacrer

à un "look fifties" à la me-

sure de leur inspiration et on

les voyait créer l'événement

dans tous les clubs de la capi-

tales. La banane fière sur le

front, des tatouages pleins les

bras, le col de chemise relevé,

des costumes amples à la ma-

nière des années 50, des cro-

queurs ou des chaussures vic-

lores de Teddy Boy aux pieds,

et Gene Vincent, Little Richard,

A. W.

On l'a vérifié le jeudi 5 février

au Palace. Présentés par Bruno

Blum, Slim Jim Phantom sau-

rait devant ou sur sa batterie,

Les Stray Cats se roulaient sous

sa contrebasse tandis que Brian

Setzer, courbé sur sa guitare,

chantait d'une voix suave et

gavée de tremolo le rock'n'roll

comme à la plus belle époque

des pionniers. Les Strays Cats

ont de toute évidence la dimen-

sion qui fait les légendes : un

jeu de scène terriblement éva-

scateur et un rock amphithéâ-

trique qui a la magie des années 50

et l'urgence des années 80, en

somma, le ton juste au bon mo-

ment. A dix-neuf ans, si les

Stray Cats n'ont pas inventé la

poudre ils savent diablement

en servir. Antoine De Caunes

leur consacre la centième édi-

tion de son émission « Chorus ».

A. W.

Le rock comme à la belle époque

CHORUS : STRAY CATS

Samedi 28 février

A 2, 18 h 5

On ne parle plus que des

Stray Cats. A Londres, à Paris,

à New-York, on affirme que 1981

sera leur année. Une chose est

sûre, ils ont dix-neuf ans et

ils sont prêts. Il y a un an,

après s'être fait les dents

devant un public fanatique, Brian

Setzer (guitare et chant), Les

Stray Cats (batterie) quittaient

New-York pour s'installer à Lon-

dres. Le temps de se consacrer

à un "look fifties" à la me-

sure de leur inspiration et on

les voyait créer l'événement

dans tous les clubs de la capi-

tales. La banane fière sur le

front, des tatouages pleins les

bras, le col de chemise relevé,

des costumes amples à la ma-

nière des années 50, des cro-

queurs ou des chaussures vic-

lores de Teddy Boy aux pieds,

et Gene Vincent, Little Richard,

A. W.

On l'a vérifié le jeudi 5 février

au Palace. Présentés par Bruno

Blum, Slim Jim Phantom sau-

rait devant ou sur sa batterie,

Les Stray Cats se roulaient sous

sa contrebasse tandis que Brian

Setzer, courbé sur sa guitare,

chantait d'une voix suave et

gavée de tremolo le rock'n'roll

comme à la plus belle époque

des pionniers. Les Strays Cats

ont de toute évidence la dimen-

sion qui fait les légendes : un

jeu de scène terriblement éva-

scateur et un rock amphithéâ-

trique qui a la magie des années 50

et l'urgence des années 80, en

somma, le ton juste au bon mo-

ment. A dix-neuf ans, si les

Stray Cats n'ont pas inventé la

poudre ils savent diablement

en servir. Antoine De Caunes

leur consacre la centième édi-

tion de son émission « Chorus ».

A. W.

Le rock comme à la belle époque

CHORUS : STRAY CATS

Samedi 28 février

A 2, 18 h 5

On ne parle plus que des

Stray Cats. A Londres, à Paris,

à New-York, on affirme que 1981

sera leur année. Une chose est

sûre, ils ont dix-neuf ans et

ils sont prêts. Il y a un an,

après s'être fait les dents

devant un public fanatique, Brian

Setzer (guitare et chant), Les

Stray Cats (batterie) quittaient

New-York pour s'installer à Lon-

dres. Le temps de se consacrer

à un "look fifties" à la me-

sure de leur inspiration et on

les voyait créer l'événement

dans tous les clubs de la capi-

tales. La banane fière sur le

front, des tatouages pleins les

bras, le col de chemise relevé,

des costumes amples à la ma-

nière des années 50, des cro-

queurs ou des chaussures vic-

lores de Teddy Boy aux pieds,

et Gene Vincent, Little Richard,

A. W.

On l'a vérifié le jeudi 5 février

au Palace. Présentés par Bruno

Blum, Slim Jim Phantom sau-

rait devant ou sur sa batterie,

Les Stray Cats se roulaient sous

sa contrebasse tandis que Brian

Setzer, courbé sur sa guitare,

chantait d'une voix suave et

gavée de tremolo le rock'n'roll

comme à la plus belle époque

des pionniers. Les Strays Cats

ont de toute évidence la dimen-

sion qui fait les légendes : un

jeu de scène terriblement éva-

scateur et un rock amphithéâ-

trique qui a la magie des années 50

et l'urgence des années 80, en

somma, le ton juste au bon mo-

ment. A dix-neuf ans, si les

Stray Cats n'ont pas inventé la

poudre ils savent diablement

en servir. Antoine De Caunes

leur consacre la centième édi-

tion de son émission « Chorus ».

A. W.

Le rock comme à la belle époque

CHORUS : STRAY CATS

Samedi 28 février

A 2, 18 h 5

On ne parle plus que des

Stray Cats. A Londres, à Paris,

à New-York, on affirme que 1981

sera leur année. Une chose est

sûre, ils ont dix-neuf ans et

ils sont prêts. Il y a un an,

après s'être fait les dents

devant un public fanatique, Brian

Setzer (guitare et chant), Les

Stray Cats (batterie) quittaient

New-York pour s'installer à Lon-

dres. Le temps de se consacrer

à un "look fifties" à la me-

sure de leur inspiration et on

les voyait créer l'événement

dans tous les clubs de la capi-

tales. La banane fière sur le

front, des tatouages pleins les

bras, le col de chemise relevé,

des costumes amples à la ma-

nière des années 50, des cro-

queurs ou des chaussures vic-

lores de Teddy Boy aux pieds,

et Gene Vincent, Little Richard,

A. W.

On l'a vérifié le jeudi 5 février

au Palace. Présentés par Bruno

Blum, Slim Jim Phantom sau-

rait devant ou sur sa batterie,

Les Stray Cats se roulaient sous

sa contrebasse tandis que Brian

Setzer, courbé sur sa guitare,

chantait d'une voix suave et

gavée de tremolo le rock'n'roll

comme à la plus belle époque

des pionniers. Les Strays Cats

ont de toute évidence la dimen-

sion qui fait les légendes : un

jeu de scène terriblement éva-

scateur et un rock amphithéâ-

trique qui a la magie des années 50

et l'urgence des années 80, en

somma, le ton juste au bon mo-

ment. A dix-neuf ans, si les

Stray Cats n'ont pas inventé la

poudre ils savent diablement

en servir. Antoine De Caunes

leur consacre la cent





(Suite de la page VIII.)

Le bon sens ? Il suffit de considérer la multiplication des codes : civil, de procédure civile, des loyers, du travail, etc., pour voir que la conciliation exige des gens rompus à leur maniement. Très peu d'affaires de nécessité ont aucune connaissance spéciale du droit : environ 3 %, d'après l'expérience du président Latil.

N'oublions pas que la conciliation ne vise nullement à supplanter la justice, mais à la désengorger. Pour cela, le président Latil estime que les conciliateurs devraient avoir un droit de regard sur les bureaux d'aide judiciaire, pour empêcher la naissance de procès inutiles. Une brave dame avait demandé à un réparateur de télé de bien vouloir lui réparer son... singe mécanique. Refus poli. Elle l'avait poursuivi de ses assiduités. Refus. Devant l'entêtement de l'électronicien, elle lui avait intenté un procès en l'accusant d'avoir dérobé son jouet. Pour ce faire, elle bénéficiait de l'aide judiciaire.

Mais laissons la place aux clients. Se présente d'abord une étudiante en lettres. Elle a loué une chambre, pendant deux ans, pour un prix qu'elle trouve abusif. Puis elle en est partie. La propriétaire lui a réclamé par la suite une certaine somme, pour les charges. Devant le retard de son ancienne locataire à s'acquitter, elle l'assigne en justice. Voilà ! Notre étudiante, furieuse, contre-attaque et demande que la célèbre loi de 48 sur les surfaces corrigées soit appliquée à son ancien loyer, avec effet rétroactif. Bien sûr, les frais d'expert lui coûtent plus cher que les charges réclamées, mais la passion l'emporte.

Le président Latil calme d'abord l'irritation de l'ancienne locataire. Il lui promet d'agir sur la propriétaire pour qu'elle retire sa plainte. Dans ces conditions, l'étudiante enterre la loi de 48 et la hache de guerre. Ici, donc, un procès stupide paraît devoir être évité.

## Ignorance

Autre cas : une affaire de pipes. Alléché par une publicité, un fumeur commande deux pipes par correspondance, et en reçoit une. Bien sûr, il réclame. Le marchand se garde de piper mot. Le président va essayer de rétablir le tirage.

Arrive un jeune homme frêle, calme, à l'air gentil et à la moustache musclée. Son patron veut le renvoyer. Le jeune homme, cadre dans une grande surface, aurait un beau jour tout cassé sous l'empire d'une dépression. Faute lourde, d'après le patron. Mais pas d'après le droit du travail, qui reconnaît celui à la maladie. Le président explique au doux moustachu ce qu'il peut attendre, et même exiger.

Suit une sombre affaire d'abus de confiance. La justice est saine, et se hâte avec une redoutable lenteur. Le président va l'activer.

Survient enfin une grand-mère. Après une vie de sacrifices et de tribulations dont elle nous fait un récit détaillé, elle en vient au fait. Son fils, sous l'influence de sa bru, refuse de lui laisser voir son petit-fils. La loi est formelle. Cette dame peut exiger le droit de visite. Le président va tâcher d'amener à composition la bru récalcitrante.

Et comment se porte la conciliation à Aix ? Fort bien. Les clients affluent. Il sont très satisfaits de n'avoir rien à débattre. D'autre part, le président, connaissant parfaitement le monde judiciaire aixois, peut les aiguiller de façon efficace. Cela se sait vite. La conciliation va donc prendre une place de plus en plus importante, et c'est une bonne chose. Sans devenir un self-service, la justice va tout de même se rapprocher du client.

Le président regrette que l'on n'apprenne pas de droit au lycée. Les gens se trouvent totalement démunis. Par ignorance, ils se jettent tête baissée dans des conflits aisément évitables. Ils sont hors d'état de lire ce serait-ce qu'un règlement de copropriété, ou les clauses d'un contrat de vente. Ils signent donc des documents qui pour eux ont la suave clarté du chinois.

En attendant que l'éducation penche son front pensif sur ce problème, le conciliateur s'efforce de rendre plus humain le système judiciaire actuel. Pourquoi donc ? Pour la gloire ? Pour passer le temps ?

Comme le remarque avec le sourire le président Latil, le conciliateur trouve sa récompense dans l'exercice de la conciliation.



MARC KAPKO

## CALIFORNIE

# Boîtes à flotter

Sylvie Crossmann s'est laissée enfermer, elle et son « moi profond », dans un « caisson à flottaison » qui ramène la paix dans les cœurs californiens.

SYLVIE CROSSMAN

**A**VEZ-VOUS bien flotté ? La voix est douce, douce comme le sel fin qui me picote encore la peau, comme le savon couleur d'amanche qui m'a lissé le corps, comme le Canon pour cordes de Pachelbel qui m'a rendue sans violence aux rumeurs ensoleillées de cette fin d'après-midi à Los Angeles.

« Prenez une infusion d'herbes », a ajouté la voix. Sur le divan aux teintes d'aquarium, j'ai bu le thé brûlant en effleurant le livre *Deep Self (Le Moi profond)* de John Lilly. En 1964, ce médecin, spécialiste de psychologie et connu surtout pour ses travaux sur les dauphins, inventa le

Samadhi Tank dans lequel je viens de flotter. A l'institut national de la santé mentale, il utilisait comme méthode thérapeutique pour ses patients ce caisson de plastique grand comme un lit à deux places. Dans l'obscurité totale, progressivement dérivé de toute intrusion sensorielle de l'extérieur, le patient flotte comme un bouchon sur 25 centimètres d'eau chauffée à 34 degrés, dans laquelle on a dissous 360 kilos de sels d'Epsom.

En samskrit, le mot « samadhi » dépeint un moment de profonde contemplation. En 1972, avec l'aide de John Lilly, Glenn et Lee Perry, anciens éducateurs, lançaient le caisson sur le marché californien. Aube de la décennie 70, déjà le moi perçoit sous l'atmosphère de la génération

en fleur. Ils fondèrent la Samadhi Tank Company. Pour 2750 dollars, les cosmos pêcheurs d'introspection purent s'offrir à volonté et à domicile de tièdes flottaisons. Une petite fureur. Dans le sillage du corps flottant, bouillonnaient les thèmes de l'heure : relaxation totale, créativité, découverte du soi, forme physique. Aujourd'hui on flotte de par le monde privilégié dans les solutions salines de quatre cents Samadhi Tanks.

Malgré les desirs du directeur de marketing d'une autre compagnie de caissons installée à Denver, dans l'Etat du Colorado, pour se Relax, le Samadhi Tank n'est pas encore le Hamburger des McDonald de la relaxation. A Los Angeles, il n'y a encore qu'un club samadhi. Depuis juin 1979, Glenn et Lee Perry offrent en effet aux moins fortunés l'usage de cinq caissons publics à l'heure, au mois ou à l'année, du lundi au vendredi, de 7 heures du matin à 7 heures du soir. Pour 15 dollars, on vous enveloppe d'une serviette pourpre et « à flottaison ».

## Inquiétude

Les gentils organisateurs de ces moites plaisirs ont beau avoir l'air inoffensifs, le contenu du formulaire à remplir trempe le corps déjà plein d'appéhension, de gouttes d'inquiétude. La maison exige une signature de la déchargeant de toute responsabilité à l'égard de ses clients. Quand on referme la porte de la Samadhi Tank Company, enclavée d'immatérielles flottaisons, n'émigre-t-on pas dans Beverly Hills, où les avocats, pour une poignée de dollars, trouvent toujours une victime à défendre ? Il est prudent que les proprié-

taires exigent un « oui » devant les énoncés suivants :

« 1) Dans le caisson j'assume toute responsabilité pour mes actes et mes pensées. »

« 2) Je n'utiliserai pas le caisson si je suis sous l'effet d'alcool ou de drogues. »

Plus tard, j'ai compris qu'au lieu de « je n'utiliserai pas le caisson si je suis sous l'effet d'alcool ou de drogues », on aurait dû dire : « Je n'utiliserai pas le caisson si je suis sous l'effet d'un caisson. »

En attendant, je me rassure en lisant les commentaires dithyrambiques du livre d'or un professeur un autre, le vice-président de marketing d'une maison de publicité, l'employé d'une papeterie, un écrivain, sont parmi les cinquante visiteurs qui ont aujourd'hui flotté dans l'extase.

Derrière moi, la porte se referme. Une pièce privée, aux lignes et aux tons d'estampe japonaise. Dans un coin, le caisson. Noir et mat, menaçant comme un genou sur la porte du Samadhi Tank, qui se pose sans loquet, une figure de volutes blanches imbriquées les uns dans les autres. Stimuler le courage. Pacifier chacun de ses gestes dans une douche qu'on s'efforce d'apprécier. Le shampooing stagne sur les cheveux, sourit aux dessins naïfs sur les carreaux de la douche. Leur sourire. Se sourire.

« Soupeuse la porte avant d'entrer dans le caisson », avait conseillé Ramon, le garçon de bain au visage de cire qui dort la nuit dans les caissons du club. Des nuits de quatre heures lui suffisent : tant l'eau le repose. « Vous verrez, si l'obscurité

vous effraie, il vous suffit de tendre un doigt de pied et de retrouver la lumière. »

Craintive, j'ai d'abord laissé la porte ouverte. Je me suis allongée et j'ai laissé l'excès de sels me porter très haut. Dans le caisson, un seul bruit. Rapide. Régulier. Assourdissant. La peur qui bat, l'assaut de renverser la tête. Impossible. Impossible de couler suspendue sur cette mer de sels, je perds progressivement mes sens : celui de la gravité, celui de l'ouïe, celui de l'odorat. Empreinte dans un espace sans cassure. Matière continue. Perte de la notion liquide. Ma peur s'est tue. Je tire la porte sur la lumière. Appréhension. Du bout des pieds, plusieurs fois, je l'entrouvre. Pour être sûre, au cas où je reprendrais peur. Rats en diagonale sur l'eau. Jalousie oblique sur la sieste.

## Engourdissements

Immobilité parfaite. Une mer de terre. Je m'y ancre. Je perds conscience. Les heures coulent. Heures de sommeil sans gravité, soudain un bond de gouttes. Puis une musique diffuse. Adaptée pour assourdir. Mon heure a sonné. D'autres attendent pour flotter à leur tour. Une douche rapide. Avant que le sel ne sèche sur un cheveu, derrière une oreille. L'eau clapote dans le caisson. Reassurant désormais. Une tape tendre sur ses cloisons. Reconnaissance. Comme envers un coursier d'abord rétif.

Je me glisse dehors. La lumière d'un été précoce n'embrasse plus les voitures. Il tombe sur l'heure de pointe une brume de soleil et les immeubles s'agrippent devant l'argenture du ciel. Les freins ne crissent plus. Engourdissement des membres. Délicieux bain après les frénésies de la ville.

« Avez-vous bien flotté ? » Heure de planche sur une mer qui vous porterait à bout de bras, sans voisins, sans odeur d'algues, dans l'ombre d'un vaste « parasens » aux bords trempant dans l'eau.

« Dieu, quelle flottaison ! » Un peu outrée la phrase du compagnon flottant à la même heure dans la pièce voisine. Un cadre d'âge moyen. Il est bête. « Vous avez aimé ? » Cramoisi d'avoir osé, d'avoir flotté, d'avoir aimé. Demain, de raconter.

« Fabuleuse expérience, vous ne trouvez pas ? » Il y a une heure, avant la pacification par l'eau, il m'aurait agacée. A présent, je lui souris : « Un très bon bain, c'est vrai. »

En partant, il a pris un abonnement pour six mois, 300 dollars, trois flottaisons par semaine. Le lendemain, peut-être, il intimidera moins ses secrétaires. ■

## Bang & Olufsen

vous prie de bien vouloir assister à la présentation en avant-première de la nouvelle chaîne BANG & OLUFSEN 8000 l'événement en haute fidélité

MAISON DE LA HI-FI  
236, boulevard Péreire - 75017 PARIS  
Téléphone : 574 35 66

EXTRÊME-ORIENT

# Les camps de la longue attente

Six ans maintenant qu'existent les camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande. Cent cinquante mille personnes y vivent encore. Comment ?

THIERRY QUINSAT

Tous les camps du monde se ressemblent. Des allées à angle droit, des barbelés, des miradors et des soldats en armes. Les camps de réfugiés cambodgiens, en Thaïlande, n'échappent pas à la règle. Les premiers datent de 1975. Six ans après, cent cinquante mille personnes les occupent encore. Six ans : l'actualité, ses projecteurs et ses haut-parleurs se sont éloignés. Petit à petit, la vie s'est organisée avec l'aide des organisations internationales : ONU, Croix-Rouge, UNICEF, M.S.F., missions diverses, religieuses ou non, organisations charitables. Désormais, chaque camp a son hôpital avec ses services, une poste, des salles de réunion. Parfois une école.

Dans la poussière, les enfants jouent pieds nus, sous un soleil de plomb. À l'ombre d'une hutte de bambou, semblable aux milliers d'autres qui composent le camp de Kao-I-Dang, à une dizaine de kilomètres de la frontière cambodgienne, dans la province d'Aranyaprathet, à l'est de la Thaïlande, Cheak, qui a vingt-six ans, raconte son histoire. A quelques variantes près — le nombre de morts dans la famille par exemple — elle est celle des Khmers aujourd'hui réfugiés en Thaïlande : la vie concentrationnaire sous le régime des Khmers rouges, l'évasion, la fuite devant l'avance des Vietnamiens, une longue marche à l'air au ventre.

## Auschwitz

Enfin, avec vingt mille compatriotes, un jour du mois d'octobre 1979, il franchit la frontière thaïlandaise du côté de Saké. « C'était Auschwitz qui débarrasse », raconte un témoin. Tout le monde était à bout de forces. Vingt mille personnes qui sont sorties de la jungle et qui se sont arrêtées là. Incapables de faire un pas de plus. Tous habillés de pyjama noir des Khmers rouges. Et silencieux. Ou plutôt, non, tout le monde toussait, une petite toux sèche, mais ils ne parlaient pas. Ils se sont couchés à même le sol pour ne plus bouger. Les Thaïs ont commencé par dérouler des fils de fer barbelés autour d'eux. Très vite, les organisations internationales sont intervenues pour l'eau, la nourriture, les soins d'urgence. Le camp de Saké venait de naître. Cheak, comme des dizaines de milliers de ses compatriotes, devenait un réfugié : un réfugié illégal : l'existence des camps n'est que tolérée sur le territoire thaïlandais.

Après Saké, Cheak sera transféré à Kao-I-Dang, à 60 kilomètres de là. Adossé à la montagne, le camp abrite officiellement soixante mille Khmers dans ses huttes de bambou. Mais, à cause des entrées illégales de Cambodgiens qui passent clandestinement la frontière et entrent, en payant les gardes, dans le camp, la différence entre le camp légal et le camp réel est

importante. Ses occupants sont beaucoup plus nombreux que ne l'indiquent les listes officielles. Cela pose des problèmes énormes de ravitaillement en un lieu où tous les repas se comptent par rations. (Une ration comprend 500 grammes de riz par jour et par personne. Par semaine : deux boîtes de conserve, six boîtes de lait pour les enfants, un morceau de poulet. Les réfugiés ont droit à des légumes trois fois par semaine.)

Quand on pénètre dans Kao-I-Dang, on est frappé par le grand nombre d'enfants, pieds nus, qui agitent la main au passage de chaque Blanc avec les « O.K., bye bye ». Premiers mots qu'ils ont appris. Les plus fortunés parviennent — avec de l'argent venu de l'étranger — à payer des passeurs pour réunir des membres de leur famille, écartelés parfois depuis cinq ans. Four faire sortir illégalement un frère resté au Cambodge. Peav, qui avait déjà son fils aux États-Unis, a payé 12 000 bahts. Somme énorme qui comprend le salaire du passeur, les frais de deux mois de marche dans la forêt, les innombrables « pots-de-vin » que les fuyards doivent verser aux différentes fractions khmers en route, en lutte, aux barrières « namens », aux troupes de brigands qui circulent dans la forêt, aux gardes des frontières.

Au moment des retrouvailles, la joie s'installe et la solidarité joue à plein. La famille — oncles, cousins, neveux — se réunit. Les voisins arrivent. Il s'agit de s'organiser pour que le nouveau venu — entré illégalement, sans le fameux numéro d'entre-génération qui accompagne la carte de réfugié — ne soit pas exclu aux rations, puisse être nourri et échappe au contrôle du chef de la section où il va habiter. Les arrivants apportent des nouvelles du pays. Et la récolte de riz ? Qui récolte ? Les Vietnamiens ou les Khmers ? As-tu vu ma maison ? Peux-tu me donner des nouvelles d'un tel ? Est-il mort ou vivant ? On m'a dit que mon frère aîné était du côté de Battambang, est-ce vrai ?

La moindre nouvelle a son importance pour ces gens coupés du monde. Certains ont parfois un transistor et écoutent Radio-Phnom-Penh. Sin, par exemple, se croyait seul survivant du massacre de sa famille — douze personnes. Il a appris par un passeur qu'une de ses sœurs, qu'il n'avait pas vue depuis 1975, était dans le camp de Mairut à trois cents kilomètres de là. Ils ne pourront se retrouver qu'à l'étranger, dans un pays ami. Ou alors au Cambodge. Mais dans ce cas il faut sortir du camp et retourner se battre contre l'occupant vietnamien.

Certains la font. Quatre ans de guerre et de misère n'ont pas entamé leur détermination. Tous les jours, par petits groupes, ils repartent vers la frontière pour

kok, mais nous n'avons pas le choix. Un seul coûte 11 bahts, un poulet 50 ou 100 bahts (25 à Bangkok). Les prix varient toutes les nuits. Tout se passe, à Mairut, par exemple, pour se tremper les pieds dans la mer, il fallait payer 1 bath à la sentinelle.

Malgré une apparente égalité dans la misère, dans les cases tous les biens des réfugiés tiennent dans quelques cartons. Quelques matras, quelques habits, parfois ceux qu'ils portaient en passant la frontière. Il y a des réfugiés pauvres et des réfugiés riches. Cela se voit à la qualité des chemises chez les hommes, à l'usure des sarongs pour les femmes.

Les plus fortunés parviennent — avec de l'argent venu de l'étranger — à payer des passeurs pour réunir des membres de leur famille, écartelés parfois depuis cinq ans. Four faire sortir illégalement un frère resté au Cambodge. Peav, qui avait déjà son fils aux États-Unis, a payé 12 000 bahts. Somme énorme qui comprend le salaire du passeur, les frais de deux mois de marche dans la forêt, les innombrables « pots-de-vin » que les fuyards doivent verser aux différentes fractions khmers en route, en lutte, aux barrières « namens », aux troupes de brigands qui circulent dans la forêt, aux gardes des frontières.

Au moment des retrouvailles, la joie s'installe et la solidarité joue à plein. La famille — oncles, cousins, neveux — se réunit. Les voisins arrivent. Il s'agit de s'organiser pour que le nouveau venu — entré illégalement, sans le fameux numéro d'entre-génération qui accompagne la carte de réfugié — ne soit pas exclu aux rations, puisse être nourri et échappe au contrôle du chef de la section où il va habiter. Les arrivants apportent des nouvelles du pays. Et la récolte de riz ? Qui récolte ? Les Vietnamiens ou les Khmers ? As-tu vu ma maison ? Peux-tu me donner des nouvelles d'un tel ? Est-il mort ou vivant ? On m'a dit que mon frère aîné était du côté de Battambang, est-ce vrai ?

## Combattants

La moindre nouvelle a son importance pour ces gens coupés du monde. Certains ont parfois un transistor et écoutent Radio-Phnom-Penh. Sin, par exemple, se croyait seul survivant du massacre de sa famille — douze personnes. Il a appris par un passeur qu'une de ses sœurs, qu'il n'avait pas vue depuis 1975, était dans le camp de Mairut à trois cents kilomètres de là. Ils ne pourront se retrouver qu'à l'étranger, dans un pays ami. Ou alors au Cambodge. Mais dans ce cas il faut sortir du camp et retourner se battre contre l'occupant vietnamien.

Certains la font. Quatre ans de guerre et de misère n'ont pas entamé leur détermination. Tous les jours, par petits groupes, ils repartent vers la frontière pour

s'enrôler dans une troupe de combattants khmers rouges, Serrei ou Moulinaka. Ce sont des jeunes le plus souvent, des paysans qui ne supportent pas de rester inoccupés et qui veulent participer à la libération de leur pays à quelques kilomètres de là. Dans les camps, certains les exhortent à reprendre la lutte. L'appel est souvent entendu par ceux qui ne peuvent espérer partir pour un pays tiers où qu'efface la perspective d'un refoulement massif par les autorités thaïlandaises.

Des artisans travaillent dans des centres ouverts par des organisations internationales. Il y a une forge, un atelier de filets de pêche, une menuiserie, une fabrique de savon, un atelier de couture où une centaine de femmes et d'hommes piquent des chemises et des pantalons sur des machines à coudre offertes « de la part du peuple israélien au peuple cambodgien ». Leurs produits sont vendus dans le camp ou aux visiteurs étrangers.

Beaucoup attendent leur transfert d'un camp d'hébergement à un centre de transit. Cela voudrait dire qu'ils sont acceptés par un pays tiers et que désormais l'attente n'est plus qu'une question de mois.

Les refus provoquent parfois le désespoir. Il s'agit souvent de la dernière chance de retrouver les siens. La dernière chance d'échapper à un camp sans retour vers l'incertitude totale que représente la vie actuelle au Cambodge.

Ceux qui vont partir font la connaissance d'un nouveau camp, le centre de transit de Phanatnikom, dans la province de Chonburi, à quatre-vingt kilomètres de Bangkok. L'ambiance de ce camp, même s'il est entouré lui aussi de barbelés et de soldats, est moins pénible. Les baraquements sont en dur. Surtout, les gens ont l'air moins tendu, moins anxieux. C'est l'avant-dernier camp avant ce qu'ils considèrent comme les pays de la liberté.

## Le français

A Phanatnikom, on leur enseigne des rudiments de langues étrangères. Deux jeunes volontaires d'École sans frontières assument cette tâche pour les candidats à l'émigration en France avec l'aide d'un Père jésuite. Celui-ci montre les bâtiments de l'École sans frontières, ces deux salles, grandes comme les classes d'une école de France, fonctionnent une université. On nous a vu la taille d'une petite université française. Cinq mille personnes viennent apprendre les rudiments de français, qui leur permettront de se débrouiller quand ils débarqueront dans leur pays d'accueil. Et ce sont les Khmers eux-mêmes qui forment le corps professoral. Par haut-parleur, nous avons fait appel à tous les réfugiés qui parlaient un peu notre langue. Ils sont venus et nous sommes en train de mettre au point les programmes d'enseignement. Ça démarre et ça va marcher. Ils doivent prendre eux-mêmes l'enseignement en charge. Mais en attendant, sur le sol nu, une trentaine de Khmers, hommes et femmes, parlant tour à tour français et cambodgien, se répartissent les tâches.

Enfin le grand jour arrive. Regroupés par haut-parleur, les élus quittent le camp de Phanatnikom en car pour une ultime escale de dix jours environ à Bangkok, à Suva Phi. Une prison toujours en activité. Deux étages pour les réfugiés. Les prisonniers, menottes aux mains, doivent les enjamber pour monter, accompagnés de leurs gardes, dans leurs cellules. Les murs sont couverts d'inscriptions. En français, en anglais, en khmer, avec des dates et des signatures. Dernières traces de leur ultime séjour en Asie. Toutes évoquent le départ, les séparations, la tristesse et l'anxiété.

Des appels aussi vers des personnes qu'ils n'ont pas retrouvées. « Teng Nam, j'étais là le 1/10/80, parti pour la France. Ma chère Momy, je ne t'oublierai jamais. »

Un humoriste, bon connaisseur de notre langue, a écrit : « Partir, c'est grossir un peu. » Sin, qui m'accompagne, rit : « Il a dû avoir faim celui-là. » Aussitôt après, il demande : « On ne meurt pas de faim en Europe, mais on m'a dit que la vie était difficile. » Il était en deuxième année de médecine à Phnom-Penh. « Est-ce que tu crois que, si j'apprends bien le français, si je travaille un an, sans fumer, sans danser, sans le cinéma, j'aurai assez d'argent pour faire ma médecine en France ? J'aime tellement la médecine. »

Le courage est des deux côtés de la frontière. Chez ceux qui la franchissent et chez ceux qui s'en éloignent.

## REFLETS DU MONDE

### LE JOURNAL DE GENÈVE

Il n'y a pas que le chauffage...

Va-t-on vers une interdiction des appareils de climatisation en Suisse ? La question, compte tenu du climat de la Confédération, qui ne passe pas pour étonnante même au plus fort de l'été, pourrait paraître mineure. C'est pourtant pour tenter d'y répondre que s'est récemment réuni à Lausanne un colloque dont le Journal de Genève rend compte en ces termes : « La climatisation des locaux assurant le chauffage et la ventilation, inadmissible d'énergie, dans un pays qui bénéficie, comme la Suisse, d'un climat tempéré. Faut-il, dès lors, l'interdire ? La question a été débattue dernièrement lors d'un colloque organisé à Lausanne par l'Association suisse des entreprises de chauffage et de ventilation. La tendance qui se dessine actuellement en Suisse, du côté des pouvoirs publics, est de limiter l'usage de la climatisation là où elle est absolument nécessaire, et d'exiger des installations suffisamment performantes. »

Sous nos climats, la climatisation intégrale des locaux n'est pas une nécessité, estime M. Berthoud, député à l'énergie du canton de Vaud ; elle entraîne de plus un gaspillage d'énergie, car ces installations ont un rendement médiocre en été et entraînent d'importants rejets thermiques en hiver. Trop souvent, estime M. Berthoud, la climatisation a été décidée pour des raisons de prestige ou à la suite d'erreurs architecturales. M. Genoud, député à l'énergie du canton de Genève, estime pour sa part qu'il ne faut pas interdire la climatisation, mais la remettre à sa juste place, en tenant compte de toutes les possibilités d'économies. Deux types de gaspillages ont souvent été commis avec la climatisation, dit M. Genoud : le premier, d'ordre architectural, lorsqu'on a climatisé deux bâtiments qui n'en auraient pas forcément besoin ; le deuxième, de nature technique, lorsqu'on n'a pas tiré parti des possibilités d'économies par la récupération de chaleur, par exemple.

On s'oriente actuellement en Suisse vers une limitation du nombre des installations de climatisation. De telles installations, en vertu des mesures de politique énergétique qui sont peu à peu mises en place au niveau de la Confédération et des cantons, seront généralement autorisées, dans la mesure où elles seront nécessaires (par exemple dans les locaux abritant des ordinateurs, dans des locaux exposés au bruit ou exigeant des conditions climatiques spéciales, dans les hôpitaux, etc.).

24

## Lessives écologiques

« Le linge propre a existé avant l'utilisation des phosphates dans les lessives ! On peut donc s'en passer. Il faut s'en passer et recourir à des produits qui n'en contiennent pas mais lavent tout aussi bien, si nous voulons garder nos lacs. » C'est la conclusion à laquelle a abouti, après une série d'expériences, l'Association pour la sauvegarde du lac Léman et que reproduit le quotidien 24 Heures. « Les eaux usées domestiques représentent en effet l'apport principal en phosphates de nos lacs (68 %), les autres sources étant la lessivage des sols (30 %) et les précipitations atmosphériques (2 %). Les phosphates (c'est-à-dire le phosphore) ne constituent pas des polluants au sens traditionnel. »

Eléments minéraux indispensables à la vie, ils ont cependant la propriété de favoriser la prolifération d'algues. Or, celles-ci, en se décomposant, entraînent une importante diminution d'oxygène dans les couches profondes du lac qui finit par étouffer. Pour le Léman, la charge tolérable est de l'ordre de 320 tonnes par an et la charge critique le double, soit environ 640 tonnes par an. Or, ces dernières années, le lac en a absorbé entre 700 et 1 500 tonnes. Lorsque l'on sait que la quantité d'algues est proportionnelle à la quantité de phosphates, on ne se demande plus s'il est opportun de limiter le rejet des phosphates dans le lac !

## Daily Graphic

Pénurie de papier dans la presse ghanéenne

Les deux principaux quotidiens ghanéens n'ont plus de papier, plus d'encre d'imprimerie ni de matériel d'impression photographique, de l'aveu même de l'un d'entre eux, le Daily Graphic, reproduit par l'agence Reuter. « Le Ghanaian Times n'est pas sorti lundi dernier par manque de papier », écrit dans un éditorial le Daily Graphic, qui ajoute avoir les mêmes difficultés.

Nos machines à écrire sont démodées, d'ailleurs la plupart sont hors d'usage. Les deux journaux n'ont pas de véhicules à mettre à la disposition de leurs reporters, ni pour assurer la distribution en province. Cela fait longtemps que la presse ghanéenne souffre de pénurie, mais les choses n'ont fait qu'empirer avec les difficultés constantes de l'économie.

## le soleil

Politique et charlatanisme

Le Soleil de Dakar publie une mise en garde contre la tentation, assez fréquente, semble-t-il, parmi certains hommes politiques, de recourir à la sorcellerie. « Sorciers chassés des milieux sportifs, magiciens luttant les femmes dont ils n'ont pu empêcher les maris d'être polygames, thaumaturges recherchés par les victimes de leur faiblesse », de multiplication de billets de banque ; tous ces charlatans, qui vivaient eux aussi une morté saison, ont découvert auprès de certains politiciens un nouveau marché et débordent d'affaires importantes. « Clients intéressés », ces politiciens ne lésinent pas sur les moyens pour atteindre leurs objectifs.

Mais, messieurs, attention ! Les charlatans ont la langue bien pendue. Le respect du « secret profes-

sionnel », en effet, est une qualité méconnue de ces gens-là qui entourent d'une grande publicité leur « amitié » avec telle ou telle personnalité et se glorifient des « résultats satisfaisants » de cette amitié. Ce n'est pas le « candidat », cavalier d'un âne de quatre hiversages qui ne démentira. A celui-là, un thaumaturge avait promis le pouvoir avec comme rançon pratique — outre le prix exorbitant du marché — une singulière galopade. Il s'agissait de la part du « candidat » d'effectuer de nuit, dans une nudité complète et à dos d'âne, le tour des principales artères de la capitale. L'on dit que ce monsieur déçu et amer saisit toutes les occasions pour se lancer dans une violente diatribe contre les sorciers, auxquels, naturellement, il ne croit plus.

Sortez de l'hexagone : Exportez.

Le groupe ESCP

vous propose un cycle de Formation

5 modules de 2 jours (70 heures) :

- MARKETING A L'EXPORTATION : 17 - 18 Mars 1981
- LES CONTRATS A L'EXPORTATION : 21 - 22 Avril 1981
- LES FINANCEMENTS DES VENTES A L'EXPORTATION : 19 - 20 Mai 1981
- L'ADMINISTRATION DE LA FONCTION EXPORTATION : 9 - 10 Juin 1981
- LA GESTION DES RAPATRIEMENTS ET DES OPERATIONS EN DEVISES : 23 - 24 Juin 1981

Documentation sur demande : C.F.P. 79, avenue de la République 75011 Paris Tél. 355.39.08 postes 1289 et 1298 Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

20000150





FRANÇOIS GUERIN/ATLANTIC

COULISSES

# Informatique : le travail en question

**N**i tambour ni trompette. L'événement qui eut lieu en décembre dernier ne fut que passer dans les coulisses de l'actualité. Il est vrai qu'aucun des acteurs n'était vraiment prêt. C'est à peine d'ailleurs si les rôles avaient été distribués. On serait par exemple bien en peine de dire à qui revient cette distrib : « Selon la plupart des constats, administratifs, patronaux ou syndicaux, le bilan des effets de l'informatique sur le travail est peu encourageant. (...) Trop souvent l'informatisation a eu pour effet de parcelliser et de fragiliser le travail des salariés en amont et en aval des traitements informatiques. Dans certains secteurs, cette introduction, de principe d'organisation fréquemment décriée du taylorisme, a eu pour conséquence de multiplier ce que certains nomment les « O.S. du tertiaire ». Cette situation est d'autant moins acceptable que l'informatique devient une technique de plus en plus souple. (...) Il n'y a pas de déterminisme à accepter qui justifierait un tel

Les négociations commencent entre pouvoirs publics, patronat et syndicaux, sur les conséquences de l'informatisation sur le travail. Les enjeux ne sont pas clairement perçus.

ÉRIC RONDE

état de fait ». Gageons que le plus pertinent des souffleurs n'aurait attribué cet exposé des motifs à qui de droit s'il ne figurait en exergue d'un « Projet de plan « Informatique et conditions de travail » dûment signé de deux ministères, celui de l'Industrie et celui du travail et de la participation.

Lorsque la C.F.D.T. inaugura la « consultation » engagée par l'administration sur la base de ce projet, il n'est pas sûr en effet que l'on ait accordé au fait toute l'importance qu'il mérite. La mise n'est pourtant pas négligeable et l'on en croit les objectifs affichés par les pouvoirs publics dans ce document : « susciter une

meilleure prise en compte des conditions de travail dans les projets d'informatisation, (...) développer les possibilités pour les salariés de maîtriser les systèmes qu'ils utilisent quotidiennement ». Alors que le C.N.P.F. n'y croit guère, les syndicats ont accueilli cette invitation assez favorablement tout en ne sachant vraiment sur quel pied danser. À vrai dire, la rapidité et la profondeur des changements que génère l'informatique sont des phénomènes dont les uns et les autres commencent tout juste à mesurer l'ampleur et l'enjeu. Un enjeu à propos duquel subsistent quelques ambiguïtés.

## Des choix

Un ordinateur ne traite en dernier lieu que des chiffres. Quel que soit le mode sous lequel l'on converse avec lui, quelle que soit l'application dont il ait la charge. Un traitement se ramène toujours à une suite d'opérations. Additions, soustractions, divisions, multiplications ou comparaisons de gran-

deurs. Il n'est pas d'automatisme informatisé qui ne comporte une unité arithmétique et logique assumant ces calculs. Pour décrire une application sous forme chiffrée, les informaticiens emploient un système de représentation codifié : c'est la programmation. Chaque information, c'est-à-dire chaque élément permettant de décrire un ensemble vivant, est affectée d'une valeur numérique variable.

S'il s'agit d'établir des factures ou de délivrer des bulletins de paye, les données à manipuler étant quasiment toutes chiffrées au départ, la transcription sous cette forme codée ne posera pas trop de problèmes. Mais s'il s'agit par exemple de gérer un stock et les réserves, avec les commandes et les livraisons, en liaison avec la fabrication, les choses seront beaucoup plus complexes en raison du grand nombre de paramètres, variant les uns par rapport aux autres, qui interviendront. Il faudra non seulement définir chaque fonction mais également les rapports entre chacune d'elles. Et le tout avec la plus grande des précisions. Un programme ne « tourne » correctement que si tous les cas de figure possibles sont prévus. Cette réalité contraint à s'interroger avec minutie sur le fonctionnement de l'ensemble d'une entité. Une telle évocation conduit nécessairement à des choix, des arbitrages, en un mot, à dire qui peut et doit faire quoi, quand, où et comment. En ce sens l'informatisation modélise le travail. Et c'est souvent l'occasion de le modifier.

## « Gâchis massif »

Dans la banque par exemple, où les chiffres constituent la matière première, l'évolution des formes de travail dépend étroitement de l'informatisation. La tendance qu'on y observe consiste à nouer des liens de plus en plus directs entre les employés de guichet en contact avec la source de l'information, les opérations commandées par la clientèle et l'ordinateur. Sa fonction ne se borne plus désormais à effectuer des imputations comptables, « à des mises à jour, mais s'étend à la gestion des traitements et des comptes en temps réel. L'élargissement des compétences de la machine se fait au détriment des services d'arrière-boutique et des services centraux où seuls quelques spécialistes de haut niveau conservent la maîtrise de l'appareil de gestion. A une informatique de production se substitue ainsi progressivement une informatique de gestion qui en rationalisant les circuits de traitement aboutit à une intégration toujours plus dense, pouvant aller jusqu'à la compensation électronique entre établissements. Les conséquences de ces développements sont multiples et sont encore appelées à évoluer avec l'apparition de nouvelles applications telles que la carte électronique de paiement (2). L'une des plus importantes est l'assujettissement du travail à la machine. Celui-ci devient plus standard et requiert un personnel d'agence moins qualifié, plus polyvalent, donc interchangeable. Dans les services centraux, certains travaux disparaissent comme la saisie, le pointage et la vérification. D'autres apparaissent, liés à la mise en œuvre des systèmes informatisés comme la conception et l'organisation, ou à l'exploitation des données plus fines que fournissent les nouvelles applications comme la prévision, le contrôle, ou des tâches de marketing. Fonctions s'adressant, bien sûr, à un personnel de qualification supérieure.

Pour René Esli et André Solé, l'automatisation dans le secteur tertiaire, notamment dans les banques, s'identifie à un « processus d'industrialisation du travail de bureau » calqué sur le modèle tayloriste, et qui aboutit à un « gâchis massif » des compétences. Semblable « déqualification » touche également les liquidateurs des caisses de sécurité sociale ou des Assedic, dont la tâche, qui consiste à traiter des dossiers, exigeait une très grande connaissance réglementaire acquise désormais en grande partie par l'ordinateur. Le rôle de ces employés se limite souvent maintenant à la saisie des cas sur un clavier. Une étude de l'Association pour la recherche sur l'emploi des techniques (ARETE) (3), effectuée pour le compte du ministère de l'Industrie, cite encore le cas des préparateurs en pharmacie, des hôpitaux équipés du système informatique « Fontenoy ». Leur principale fonction consistait auparavant à vérifier la cohérence des prescriptions médicales, charge assumée à présent par un

programme du système, jumelé à une banque de données, qui pointe les incompatibilités.

Le transfert de tâches de l'homme à la machine est l'un des phénomènes les plus importants de l'informatisation considérée sous l'angle de ses incidences sur le travail. Ce n'est pas le seul. La centralisation de l'information et des décisions en est un autre non moins important.

## Réagir vite

« À travers la restructuration des processus de travail, les instances dirigeantes cherchent à être mieux et plus vite informées, remarquent René Esli et André Solé. Elles cherchent à pouvoir réagir plus vite et faire des décisions jugées par elles nécessaires, donc dépendre moins de la diligence des différents niveaux de l'organisation. » Au premier rang des « perdants », l'encadrement « moyen et petit ».

Cette analyse est confirmée par le constat que fait Claude-Alain Barre dans un rapport de l'Institut de l'entreprise, organisme proche du patronat. « Quel qu'en fasse, l'introduction de l'informatique modifie la circulation de l'information, les procédures de saisie et de transmission des données, le poids relatif de certains postes de travail ou de services à l'intérieur de l'entreprise, c'est-à-dire, en somme, les relations de pouvoir » (4). Le propos est introduit par un tableau éloquent comparant les « conditions de la responsabilité » dans les compagnies d'assurances, avant et après informatisation. Alors qu'elles étaient : « l'accès à l'information et la connaissance des objectifs, l'apprentissage (...) par l'expérience, la maîtrise des moyens, la connaissance des résultats », les voilà réduites à une peau de chagrin. Notamment : « L'accès à l'information est plus ou moins libre, les objectifs plus ou moins connus. L'initiation dépend de l'information et de la formation spécifique donnée. La maîtrise est partagée entre les informaticiens et le personnel d'exécution. L'organisation est soignée, la marge d'initiative est réduite comme programmée. Le contrôle des résultats est intégré. » Il est donc indispensable, conclut l'auteur, « de concevoir une nouvelle définition du rôle de certains cadres, plus tournée vers l'animation et le conseil que vers l'assistance technique et le contrôle ».

## Tâches ingrates

L'informatisation vide-t-elle inéluctablement le travail de substance ? En absorbant tout ou partie d'une fonction, impose-t-elle un nouveau mode d'organisation unique ? Certains exemples tendent à prouver que non. Tel celui que rapporte le Groupe d'études sociales, techniques et économiques (GESTE) (5) dans le compte rendu d'une enquête comparative, menée dans le cadre d'une action de la D.G.R.S.T. (Délegation générale à la recherche scientifique et technique), auprès de quatre caisses d'allocation familiales.

Dans chacun de ces centres, l'extension des systèmes informatiques s'est accompagnée de l'arrivée de nouveaux travaux non qualifiés : saisie des données sur clavier, classement de fiches de situation et de dossiers, codifications de bordereaux, etc. D'un centre à l'autre, c'est pourtant une organisation différente qui a été mise en œuvre pour résorber ce surcroît de travail ingrat. « La solution choisie à « B » était le détachement successif des immatriculés et des dactylos, alors que la tâche est répartie entre liquidateurs à « A » et qu'à « C », c'est surtout par embasche et utilisation d'intermédiaires que s'exécutent les travaux non qualifiés. » Ce sont en grande partie des choix techniques et d'organisation, expliquent les auteurs, qui ont permis à tel directeur d'introduire des groupes de travail semi-autonomes là où tel autre s'est au contraire appuyé sur l'informatique pour approfondir les formes antérieures de la division du travail.

(Lire la suite page XVI.)

- (1) Le Travail humain, t. 42, n° 2/1979.
- (2) Voir le Monde du 11 janvier 1981.
- (3) 42, rue du Faubourg-Montmartre, 75008 Paris ; tél. 247-75-27.
- (4) L'informatisation des entreprises françaises dans les années 80, Institut de l'entreprise, 4, rue Clément-Marot, 75008 Paris ; téléphone : 723-80-28.
- (5) 42, rue Caillie, 75118 Paris ; tél. 720-07-15 et 720-11-82.



MINIATURISATION

# L'annuaire téléphonique sur microfiches

Les P.T.T. viennent de commencer la commercialisation d'un annuaire sur microfiches. « Transition avant l'électronique », précisez-  
-on.

JEAN-JACQUES MALEVAL

A gauche, du super-lourd, quatre-vingt-cinq volumes de papier occupant 4 mètres linéaires de rayonnage ou un volume d'un quart de mètre cube, le tout pesant 110 kilogrammes. A droite, un poids-plume d'à peine deux kilogrammes : une simple petite boîte à fiches. La France téléphonique est désormais disponible sur microfiches.

Chaque des seize millions d'abonnés au téléphone a droit, gratuitement et chaque année, à l'annuaire correspondant à son département. Seize millions de volumes, plus treize mille cinq cents collections complètes couvrant toute la France distribuées par les P.T.T., cette gabegie a été dénommée de longue date par ce que tout le pays compte d'écologistes et d'unions de consommateurs.

Pour remédier à ce gaspillage, les télécommunications ont lancé depuis le début de l'année un nouveau service, le micro-volume. Il est possible d'ac-

quérir l'annuaire alphabétique ou par profession sur microfiches. Elles se présentent sous la forme d'un rectangle de film transparent de la taille d'une carte postale et sont quadrillées d'un grand nombre de minuscules images. Deux sortes de microfiches sont proposées. Pour les premières, l'équivalent d'une feuille d'annuaire sur papier est réduite vingt-quatre fois, ce qui permet de placer, sur la microfiche, 28 pages réparties en 7 lignes et 14 colonnes. Les secondes subissent un taux de réduction encore plus élevé (1/42), ce qui porte le total des vues à 325 par microfiche, sur 13 lignes et 25 colonnes cette fois.

## Prospection

Il n'est pas offert gratuitement à l'abonné les microfiches de son département s'il les préfère à l'édition sur papier. Pour un département, le prix de l'annuaire ainsi miniaturisé, avec les listes alphabétiques et par profession, varie entre 6 F et 30 F au 1/24, 5 F et 20 F au 1/42.

Les tarifs varient en fonction du nombre de microfiches qui dépend lui-même du chiffre d'affaires dans le département. Pour l'Ain, il n'en coûte que 5 F ou 6 F selon la réduction choisie, 14 F ou 20 F pour le Rhône. Uniquement pour Paris, les microfiches de l'annuaire alphabétique (20 F ou 30 F) sont vendues séparément de la liste par professions (14 F ou 20 F). Selon les départements, les premières microfiches étaient disponibles en décembre 1980, les dernières le seront en principe en novembre de cette année. Paris a déjà été « micro-dit ».

La collection — comprenant l'ensemble des abonnés du territoire français — est proposée au prix de 750 F, ce qui correspond à 890 microfiches au 1/24, ou de 420 F, soit 340 microfiches au 1/42. Les micro-images sont négatives, sur un fond bleu foncé qui s'explique par l'utilisation d'un procédé de reproduction, du type diapositive, à base d'ammoniaque. La fabrication des microfiches est réalisée au Service national de l'édition des annuaires des télécommunications (S.N.E.A.T.), à Bordeaux. Les brochures photographiques, qui servent à fabriquer l'annuaire sur papier et qui sortent d'une photocomposeuse Digiset, sont réduites sur microfiches à l'aide d'un appareil de prise de vue photographique. L'original résultant, sur film argentique, est reproduit sur un duplicateur diapositive rapide.

Pour ce service nouveau, les télécommunications tablent sur une vente de mille cinq cents « micro-volumes » cette année, d'abord auprès des huit mille abonnés réguliers à la collection complète de l'annuaire auxquels il faut ajouter cinq mille cinq cents acquéreurs administratifs (bureaux de poste et autres). L'administration a lancé aussi une prospection auprès des organismes susceptibles de posséder un appareil de lecture de microfiches.

Celui-ci est en effet indispensable pour exploiter le nouveau support. Cet appareil, de la taille d'un poste de télévision, a pour simple fonction d'agrandir une microvue sur un écran, qu'il soit incliné (lecture par ré-

flexion), ou qu'il soit droit (auquel cas l'image apparaît par transparence). En plus de cet écran, du système lumineux et d'un objectif de grossissement, l'unité est dotée d'une platine composée d'une double glace de verre dans laquelle est insérée la microfiche. Ce passe-vue est amovible et permet, par translation, à la manière du jeu de la bataille navale, de retrouver la vue choisie. Un bon appareil de lecture de bureau vaut entre 1 500 francs et 2 000 francs. Ce sont ces mêmes lecteurs que l'on retrouve parfois dans les agences bancaires pour les applications d'extraits de comptes, chez les concessionnaires automobiles pour retrouver des pièces détachées, dans les pharmacies encore pour connaître la nomenclature des médicaments.

Les P.T.T. refusent de vendre eux-mêmes l'appareil, ce qui signifie que les usagers potentiels doivent se débrouiller pour choisir un des cent vingt modèles différents existant sur un marché de la micrographie encore confidentiel en France, évalué en 1980 à 300 millions de francs pour un parc de lecteurs avoisinant les trois cent mille appareils de lecture (microfilms ou microfiches).

La micrographie s'adapte parfaitement à cette application des annuaires. Elle ne nécessite généralement qu'une consultation épisodique, donc risque peu de fatiguer l'œil ; elle entraîne une économie importante de papier, de place, de coût de fabrication, et de transport. Par rapport à la réception des volumes classiques, le gain de temps annoncé doit être supérieur à un mois.

## Transition

Mais note Jean-François Berry, de l'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.T.), « j'ai été choqué par la faible différence de prix entre l'édition sur papier, qui vaut 1 000 F et qui a été augmentée de plus de 400 % il y a quelques mois, et l'édition sur microfiche ». Il ajoute : « Il était grand temps de passer à la microfiche. Depuis que les P.T.T. clament : Halte au

gâchis !... » La micrographie est entrée aux P.T.T. Il y a plus de quinze ans avec des microfiches de grand format (18 x 24 cm) utilisées par les centres de renseignements téléphoniques. Depuis peu, les services d'assistance à l'annuaire les plus importants (Nanterre, Champigny, Tours, Lyon) ont recouru à des « ultra-fiches », microformes d'un autre type dont le taux de réduction est de 1/210.

Ce discret départ de l'annuaire sur microfiches s'explique mal quelques mois après le lancement en fanfare de l'annuaire électronique : petit terminal à écran qui sera installé gratuitement chez les abonnés au téléphone. Le lecteur de microfiches, pourtant d'une complexité moindre, est lui payant. Les P.T.T., pour le micro-volume, prétendent qu'il s'agit de

« microfiches de transition ». Sous-entendu : « en attendant l'annuaire électronique ». Pour ce dernier, les télécommunications semblent pourtant loin d'être au bout de leur peine. Malgré les déclarations officielles, on attend la démonstration du succès de l'expérience de Saint-Malo, en attendant le test prévu en 1982 sur deux cent cinquante mille abonnés d'Ille-et-Vilaine. Une enquête de l'AFU.T.T. auprès de ses adhérents révèle que 40 % d'entre eux ne veulent pas d'un terminal à domicile. En plus de cette résistance au changement, les P.T.T. devront maîtriser les énormes difficultés technologiques qu'impose la connexion de seize millions de terminaux à un, voire même à plusieurs, ordinateurs. Le provisoire — la microfiche — pourrait durer plus que prévu.

# Informatique : le travail en question

(Suite de la page XV.)

Il semble donc qu'à un type d'information correspond une conception du travail. Ce qui est en tout cas incontestable, c'est qu'une informatisation répond aux préoccupations et aux besoins exprimés par ceux qui la mettent en œuvre. Si les changements qu'elle engendre sont importants, la question alors n'est plus seulement de savoir qui doit faire quoi, comment, avec (ou sans) quelles prérogatives, mais également : qui a le pouvoir d'en décider. Pour l'instant ce pouvoir est presque partout entre les mains de quelques décideurs à qui revient l'initiative de l'informatisation — comme du reste — et qui donnent leurs directives aux analystes-programmeurs, qu'ils soient ou non de l'entreprise.

L'enquête effectuée par l'ARETE dans une dizaine d'établissements, privés et publics, illustre à quel point l'association des salariés à la mise au point des systèmes informatiques n'est pas, c'est le moins que l'on puisse dire, entrée dans les mœurs. Lorsqu'il y a eu dialogue, il a le plus souvent porté sur les modalités d'aménagement d'un système. Que ce soit dans une grande entreprise de vente par correspondance, dans une agence de presse, dans un centre de prestations sociales, dans une caisse de retraites, dans certains hôpitaux comme dans un grand établissement nationalisé ou une compagnie d'assurances, la concertation — à une exception près — s'est limitée à des points de détail, quand elle a eu lieu. Ce sont les mesures permettant la meilleure adaptation du système à son environnement qui, en général, ont été examinées et non le système en lui-même, encore moins les options qui ont prévalu à son élaboration.

Si le patronat ne s'est pas encore officiellement prononcé sur la conduite à observer en matière d'informatisation, le rapport Sarre quant à lui, se rallie de fait à une philosophie très restrictive. Au chapitre des « résistances à l'informatisation », il est recommandé aux chefs d'entreprise « d'entamer au moment de la phase d'élaboration du projet une analyse précise du comportement du personnel

concerné. Jusqu'où peut-il être informatisé ? (...) L'opération suppose à la fois une large prise en compte des réactions des utilisateurs et l'affirmation de choix clairs qui puissent concilier les possibilités de la technique et la stratégie humaine de l'entreprise ». Si par ailleurs le rapport évoque la possibilité de former des « groupes de travail » avec le personnel, il n'est soulevé mot du rôle que sont censées jouer les instances légales de concertation.

Même si les textes n'évoquent pas explicitement la question de l'informatisation, les articles L. 432-4 et L. 437-1 du code du travail ne laissent pourtant planer aucun doute sur la compétence des comités d'entreprise. Celui-ci doit être « consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise, et notamment sur les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la durée du travail ou les conditions d'emploi et de travail du personnel » ; et « obligatoirement consulté avant l'introduction de nouvelles méthodes d'organisation du travail, avant toute transformation importante de postes de travail découlant de la modification de l'outillage ou de l'organisation du travail ».

Bien que la volonté du législateur transparaît sans équivoque, les expériences passées, comme les allées et venues du rapport de l'Institut de l'entreprise, démontrent qu'une clarification est nécessaire. C'est, apparemment l'un des objectifs des pouvoirs publics, qui attendent des discussions engagées que les partenaires sociaux se prononcent sur les futures modalités de consultation du comité d'entreprise.

La valeur de la concertation dépendra des moyens d'appréciation dont disposeront les représentants du personnel. La nature des informations, les équipements concernés, les délais de réflexion, l'étendue de l'examen aux conséquences, la possibilité de faire intervenir des experts extérieurs comme le demande la C.F.D.T., autant de questions en suspens qui, en fonction de la manière dont il y sera répondu, feront de la concertation une discussion sur des « machines » ou un vrai débat.

ANNIE BATLLE

## REPÈRES

### Les nouveaux échanges

Molax Inc., un fabricant de composants électroniques, a offert à dix-huit de ses salariés — aux Etats-Unis, au Japon et en Irlande — d'échanger leurs postes de travail pendant dix jours. Avec pour mission de rapporter dans leur usiné d'origine tout ce qui pourrait, selon eux, améliorer la productivité : un nouveau tour de main, une nouvelle disposition des machines, etc. « Quand la direction parle de la productivité japonaise, les travailleurs se bouchent les oreilles. Mais quand c'est un des leurs, plus impressionnés », affirme un dirigeant de Molax. L'expérience a coûté à l'entreprise 215 000 F. Et elle est prête à recommencer. (L'Expansion, 67, avenue de Wagram, 75017 Paris.)

### For men only

Mme Yvette Roudy (socialiste), présidente de la commission ad hoc du Parlement européen sur les droits des femmes, a réagi à l'annonce de la composition de la nouvelle commission européenne en estimant qu'il continuera de s'agir d'un club fermé for men only. On se prive ainsi de l'indispensable et complémentaire regard que les femmes auraient pu porter sur les choses de la vie. Mme Roudy, et d'autres parlementaires, ont demandé à plusieurs reprises, lors de débats en plénière et en commission, que la nouvelle commission comprenne parmi ses membres au moins une femme. Certaines parlementaires en demandaient au moins trois ou plus... (30 jours d'Europe, 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16. Tél. : 501-58-55.)

### Lutte

#### contre la montre

Dans le cadre des accords de coopération scientifique et technique entre la France et la Chine, le ministère de l'Agriculture de la

République populaire de Chine avait fait don à la France d'un lot de neuf porcs chinois il y a un an. Les nombreuses observations effectuées par les chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) sur ces animaux et leurs premiers descendants, au cours de l'année, permettent de confirmer la plupart des espoirs concernant l'utilisation de ces porcs, surprenants par bien des côtés.

La précocité sexuelle des jeunes femelles nées à l'INRA est remarquable : en race pure, elle est de quatre-vingt-cinq jours ; en croisement avec les races Large-White et Landrace françaises, de cent dix jours, alors que dans les races françaises elle est voisine de deux cents jours. Un échantillon de cent douze mâles castrés, issus du croisement entre les trois verrats chinois et des truies de race française, a pu être conduit jusqu'au poids d'abattage de 100 kg, atteint à l'âge de cent cinquante-neuf jours. La vitesse de croissance de ces animaux est exceptionnelle, mais leur carcasse est relativement grasse (47 % de jambon + longe). En revanche, la viande, particulièrement colorée, est persillée, très savoureuse et appréciée par les gourmets. (INRA, 149, rue de Grenelle, 75007. Tél. : 550-32-00.)

## BOITE A OUTILS

### Charbon : le renouveau

Il semblait voué à disparaître avant la crise du pétrole, il fait un retour spectaculaire. En quelques pages, un petit dossier publié dans « Regards sur l'actualité » situe le contexte, les objectifs (équipes en dix ans la consommation de l'industrie), les perspectives de la politique de la France en matière de charbon. Les différents techniques d'emploi de charbon sont passées en revue et décrites : dans la sidérurgie, dans les centrales électriques, dans les cimenteries, la gazéification en surface, la gazéification souterraine. Rappel enfin des principaux facteurs et moyens mis en œuvre pour compléter peu à peu le fuel par le charbon. (« Regards sur l'actualité », janvier 1981. Le Documentaire français, 31, quai Voltaire, 75340 Paris. Tél. : 834-92-73.)

### Les extragalaxies

Pour ceux qui s'intéressent à l'univers tout entier moins notre galaxie, aux thèmes sur la fermeture ou l'ouverture de l'univers, aux trous noirs... l'Observatoire de Paris.

Mendon vient de publier son troisième rapport d'activité sous le titre « L'Astrophysique extragalactique et la cosmologie ». Les deux rapports précédents étaient consacrés respectivement à la structure et à l'évolution de la galaxie et des galaxies (1976-1977), à la structure et à l'évolution des amas de galaxies et des étoiles (1977-1978). En cinq ans, l'ensemble des activités de l'Observatoire de Mendon auront été couvertes. Les quatre sections du rapport « répondent aux quatre axes principaux de recherche sur ce thème : — les galaxies ; — les nuages de galaxies ; — les groupes, amas et superamas de galaxies, la cosmologie physique ; — la physique théorique. En conclusion, sont exposés les moyens d'investigation utilisés, les instruments d'observation, les méthodes et les équipes qui les utilisent. (Observatoire de Paris-Mendon, 61, avenue de l'Observatoire, 75014 Paris. Tél. : 320-12-10.)

### Coopération

#### pour le développement

Compte tenu de la multitude de discours, initiatives, réunions sur les relations Nord-Sud et le développement des pays les moins favorisés, il est difficile de mesurer les résultats acquis dans ce domaine, le rôle effectif des différents organismes, les perspectives d'une convergence Nord-Sud à ce jour. Le rapport 1980 du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. (cédé pour accroître le volume des ressources mises à disposition des pays en développement) fait le point.

Après un bilan (pessimiste) de l'année écoulée — échec de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, rapport Brundt, etc. — il donne un coup de projecteur très utile sur l'Afrique, centre une évaluation globale et individuelle de l'aide réelle apportée aux pays en voie de développement et de son impact économique. Des propositions concrètes (non politiques de gradalisme), une partie d'initiatives sauteuses (titres réservés), constituent un ensemble de données généralement peu accessibles au public. (O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16.)

## BLOC-NOTES

- **DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES.** — Le comité de la conférence mondiale sur l'éducation coopérative organisée les 22 et 24 avril 1981 sa deuxième conférence. Il s'agit d'étudier les moyens de lier l'éducation, la formation et le travail, et de réfléchir sur les implications de cette approche globale pour les entreprises, les syndicats, les éducateurs et le gouvernement. Parmi les participants : Mrs Shirley Williams, ancien ministre britannique de l'éducation, le docteur David Nichol, secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur de l'Unitar, le docteur Ralph Tyler, directeur du Centre pour le progrès des études dans les sciences du comportement, l'O.C.D.E. et l'Unesco World Conference Committee 503, Stearns Centre for Cooperative education, Northeastern University, 360 Huntington Avenue, Boston, Massachusetts, U.S.A. 02115.
- **REGARDS SUR L'INFORMATIQUE.** — La division théorique et technique de l'AFCEI organisée, du 18 au 20 novembre 1981, son congrès annuel. Les trois thèmes qui font appel aux communications sont : architecture de systèmes et de machines informatiques ; communication homme-machine ; génie logiciel et programmation (Association française de cybernétique économique et technique, 158, boulevard Pereire, 75017 Paris. Téléphone : 788-24-18).

WIESLAW KIELAR

ANUS MUNDI

Cinq ans à Auschwitz

**ANUS MUNDI**

Préface de David Rousset

Auschwitz, le plus vaste camp d'extermination nazi. Là, un homme vécut cinq années ! Voici son témoignage. Extraordinaire. Car Kielar ne parle que de ce qu'il a vu, minutieusement, scrupuleusement. Un document irremplaçable pour l'Histoire.

Collection «Vécu»

ROBERT LAFFONT

2011/150





BERNARD

## SCÈNE

## Alain Cuny, un écorché sauvé par le théâtre

Pour le héros des « Visiteurs du soir » et de « la Ville », de Claudel, le théâtre n'est pas loin de la psychothérapie. Les vrais acteurs, dit-il, sont ceux qui savent extraire un charme de leur maladie.

CHRISTIAN DESCAMPS

ACTEUR, Alain Cuny rêve d'être peintre. Celui qui fut l'ami et le compagnon d'Artaud et de Reverdy à toujours considéré le cinéma du point de vue de son amour pour les images peintes. Le héros des *Visiteurs du soir* considère le métier d'acteur avec recul. Passionné de philosophie, des grands textes de la sagesse universelle, il refuse de se laisser emporter par les pouvoirs de l'illusion.

Pourtant, traverser la vie de celui qui fut, il y a peu à la télévision l'antiquaire plein de mystère de *la Peau de chagrin*, de Balzac, c'est le voir réfléchir sur l'image, son image : c'est, aussi, repasser par tout un pan de notre cinématèque.

« Comment un jeune enfant breton, né en 1908 à Saint-Malo, devient-il acteur ? »

— Il y a là une série d'enchaînements : il faudrait remonter à mon milieu, catholique, de petite noblesse ruinée. Un milieu très inculte qui inculquait une ardeur factice, des scrupules, une incitation à ne pas mentir, alors qu'à certains égards nous nous mentionnons tout le temps. Bref, vers quatorze-quinze ans, j'étais vide de toute connaissance. J'ignorais tout du surréalisme ou de la psychanalyse, pourtant je dessinais. Et puis je vivais avec un manque d'impulsion, une sorte de malaise, un mal de vivre. J'ai eu, un peu par hasard, un livre étonnant : *l'Échec de Baudelaire* de René Laforque. Ce psychanalyste alsacien, qui était né allemand, avait été en contact avec Freud. J'allais tellement mal que je suis allé me soumettre à la psychanalyse. Laforque m'a reçu : il m'a dit qu'un traitement coûtait cher. Puis, à côté, j'avais vu un film, *les Opprimés*, avec l'actrice Raquel Meller. J'avais été bouleversé par celle-ci, j'en pleurais la nuit. Comme je des-

sinais, j'ai réalisé quelques portraits d'elle d'après des photographies. Ces gouaches, je les peignais comme un illuminé, alors que j'ignorais même l'existence de Van Gogh ou de Bonnard. Je faisais tout cela comme j'aurais fait un 100 mètres. Un jour, ma mère a montré ces dessins à une de ses amies, et cette dame est allée les présenter à l'actrice qui se produisait au music-hall de l'Empire. Quelques mois après, par une sorte de miracle, ces portraits se sont retrouvés en affiche sur les murs de Paris. J'ai donc approché cette actrice, sans jamais accéder à elle. En sa présence, je me trouvais incapable de faire autre chose que des simulacres, ce qui rejoignait mon désir et sans doute mon « besoin » de psychanalyse. Ensuite, on m'a demandé de faire quelques autres affiches pour la *Ronde de nuit*, pour *Carmin* de Feyder, pour la *Rue sans joie* de Feibé... J'ai gagné quelque argent, j'ai côtoyé La Ruche, cette communauté d'artistes.

— Un jour, vous rencontrez Artaud à Montparnasse.

— Il m'a demandé, ainsi qu'à Roger Blin de faire de la figuration dans les *Cenci*. Je suis allé aux répétitions, salle Wagram : finalement, je me suis dérobé. C'est ensuite que j'ai revu Artaud, j'avais lu avec passion ses *Lettres à Jacques Rivière* et la *Pèze-Nerj*. Il m'a offert ces livres, et je me souviens d'un *Héliogabale* qu'il m'avait dédié en écrivant : « Pour Cuny, détruit-il le monde ou le monde le détruit-il ? » Artaud était un personnage parlant très nettement, avec sa canne de saint Patrik qu'il avait rapportée d'Irlande : il aimait de temps à autre provoquer les consommateurs à la terrasse des cafés. Mais, fondamentalement, c'était un personnage très doux. Il vivait l'exaltation de son mal. Claudel dirait « en racontant ses vicissitudes ». Pourtant, de tout cela, il tirait une œuvre. Beaucoup plus tard, je suis allé le voir à

l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard. Quand il n'était pas sous laudanum — pour guérir ses maux — il avait une grande vigilance.

— Vous avez aussi fréquenté certains surréalistes.

— Je voyais de temps à autre Desnos, Vitrac, mais surtout Reverdy, qui était un ami intime. Breton avait pour lui une estime immense. C'est un personnage tout à fait étonnant : j'ai fait, tout comme lui, des séjours à l'abbaye de Solemes, chez les bénédictins. Reverdy a eu des « crises » mystiques pendant lesquelles il a écrit des textes aussi beaux que *le Cant de crin*. Moi aussi, je vivais en cellule avec les moines. Il vivait, lui, avec une femme qu'il tyrannisait, mais il était si bon qu'il ne cessait de se reprocher leurs divergences. Il avait, par ailleurs, été le secrétaire de Coco Chanel, qui avait été séduite par son intelligence. C'est lui qui a aidé à la découverte de Picasso, et celui-ci, lui en fut toujours reconnaissant. Il l'invitait souvent chez lui. Mais Reverdy était tellement démuné qu'il n'avait parfois pas l'argent du train qui lui aurait permis d'aller chez Picasso, dans le sud de la France. Nous sommes donc devenus amis, il voulait me faire écrire. Et puis, comme il savait ma passion pour la peinture, il m'emmenait chez Picasso, chez Braque. C'est là que j'ai rencontré Nicolas de Staël, ce colosse qui avait une tête de plus que moi. Ce Russe très beau avait une voix de stentor et une sensibilité extraordinaire. Mais, à ce moment-là, j'allais aussi très mal.

## Je nageais

— Aviez-vous entrepris une psychanalyse ?

— Laforque m'avait proposé de venir le voir, sur le pouce, pendant les vacances. Tout cela n'était pas gratuit, mais c'était tout de même moins cher que ce qu'il pouvait m'offrir à Paris. Ma mère, inquiète par mon état, avait réuni quelques fonds. Je suis donc allé chez lui, dans le Var. Là, j'ai côtoyé une jeune personne pleine de dynamisme : Françoise Dolto. A cette époque, je boxais sans même sentir les coups, je nageais ; pourtant, au-dessus de tout, je voulais guérir. Laforque m'engageait à devenir psychanalyste, j'ai même fait un stage dans l'asile de Maison-Blanche.

— Mais comment en êtes-vous venu à rencontrer le cinéma, le théâtre ?

— J'étais donc mal, à vif. Un jour, à Montparnasse, j'ai rencontré une jeune fille danoise qui suivait les cours de Charles Dullin à l'Atelier. Elle m'a emmené dans ce théâtre. Dullin m'a fait travailler une scène de Ford tirée de *Domage qu'elle soit une putain*. Dans cette scène très élisabéthaine, un jeune noble qui vient de se marier apprend que la femme qu'il vient d'épouser est enclavée de son propre frère. Il entre alors en fureur. On a ici une scène de sauvagerie très proche du théâtre de la cruauté dont Artaud m'avait parlé. Je faisais donc de la boxe et, sans doute, cet exercice m'avait appris l'art de me placer. Lorsqu'on boxe, on apprend à situer le corps à l'millimètre près. Je pense d'ailleurs que la boxe devrait être « obligatoire » dans tous les cours d'art dramatique. Les acteurs, sur scène, devraient être dans l'état qu'Artaud nomme celui d'un lépreux moribond. A l'extrême limite de ce qu'il contient. Les vrais acteurs savent, eux, extraire un charme de leur maladie.

— Pour vous, être acteur, c'était, à un certain point de vue, une thérapie ?

En un sens, il vaut mieux être acteur que se retrouver cloîstré ou dans un hôpital psychiatrique. Mais, fondamentalement, être acteur, ce n'est pas être agité. Être acteur, c'est sans doute être écorché, au sens où l'on voit, sur les écorchés de la sculpture, le système organique, mais ces écorchés sont vraiment très rares. Dullin m'a fait jouer ; et moi, qui ne savais même pas ce qu'était un alexandrin, j'ai été convoqué à la Comédie-Française, où l'on montait *Phèdre*, avec Marie Bell. J'ai appris le rôle d'Hippolyte, puis j'ai créé une pièce de Giono : *le Bout de la route*. J'avais réalisé les décors et les costumes. C'est là que Carné m'a déniché. Je devais tourner *Juliette ou la clé des songes*, y interpréter un fauteur, un messageur mystérieux. Après quelques bords d'essai, il a abandonné ce projet pour entreprendre *les Visiteurs du soir*, avec Prévert.

— Nous sommes donc pendant la guerre. « Les Visiteurs du

soir », qui vont tout de suite avoir un succès extraordinaire, vont faire de vous un personnage connu et reconnu.

— Avant, je n'avais presque rien fait. Essentiellement, j'étais enclin à peindre : quand je tournais, je m'attendais à ce que tout disparaisse. Bien sûr, le succès des *Visiteurs du soir* m'a amené une vie confortable, une certaine notoriété. En un sens, on peut dire que cette expérience m'a sauvé, comme on le dirait d'une psychothérapie heureuse.

— Après ce départ exceptionnel, vous ne faites guère fructifier votre renommée.

— En effet, et j'en suis sans doute responsable ; je suis resté très longtemps sans rien faire. Je jouais ça et là au théâtre. J'ai joué Claudel, que j'ai rencontré. Ainsi, j'ai créé *la Ville*. J'ai interprété *l'Annonce faite à Marie, Tête d'or, Mort sans sépulture*. J'ai également tourné dans des tas de films, qu'on pourrait qualifier d'alimentaires. Mais, je crois qu'en jouant l'acteur a parfois la chance de détruire une statue flatteuse qu'il pourrait entretenir. Je pensais souvent à une phrase de Blanchot où il disait détester « l'état qui divulgue ».

— On vous retrouve, ensuite, dans « les Amants », dans « la Belle Vite », dans « le Sésuif-con », dans « les Hommes contre ».

— Le *Satyricon* ne me satisfait pas picturalement. Prenons un exemple : dans ce film, on peut voir une cour, un bâtiment élevé qui s'écroule. Puis, l'on voit un cheval blanc, crinière au vent traverser ces lieux. Cette image, c'est pour moi une image poétique très équilibrée.

— Vous n'êtes guère tendre à l'égard de Fellini.

— Si l'on regarde le cinéma à l'aune de la peinture, on y voit souvent des formes déhiscents. Si vous comparez tout cela à la grandeur d'un chapiteau dorique, qui transporte, vous verrez aisément qu'il n'en reste pas grand-chose.

— Et qu'est-ce qui, dans le cinéma, résiste à vos yeux de peintre ?

— Quelques-uns, sans doute comme Bresson, Godard ou Resnais. Ces gens-là sont vraiment des créateurs. Mais la plupart des metteurs en scène sont des adjoints de quartier. J'aime assez Rossi qui a fait *les Hommes contre*. Je l'ai connu quand nous avions été tous les deux assistants d'Antonioni, que j'avais, d'ailleurs, rencontré au moment du tournage des *Visiteurs du soir*.

## Érotisme

— On vous a vu aussi dans « Emmauselle », dans un film d'érotisme de pacotille.

— Vous êtes encore trop bon. Vous savez, ce film qui n'a aucun intérêt ne devait pas avoir de succès. Quelques jours avant que le film ne sorte, le metteur en scène et le producteur étaient effondrés. Le metteur en scène avait aisément accepté que j'introduise dans mon rôle des textes de Bataille, un auteur que Just Jaeklin ne pratiquait guère. Ce qui m'avait poussé à faire ce film, c'était l'idée de mêler la mort, l'érotisme et l'absolu. Quand j'ai proposé au metteur en scène d'ajouter des phrases, il était très content. D'ailleurs, je pense que l'érotisme est, comme chacun le sait, une expérience fondamentale. Sans érotisme, nous ne serions d'ailleurs pas là. Comme le fait dire Racine à Théramène, « Où serais-je si Antiope n'avait brûlé pour Thésée ? »

— On a l'impression que, pour vous, être acteur, ce n'est pas si loin des expériences limites de la psychanalyse.

— L'art islamique rejette la figure, et je ressens très fort que montrer mon visage, c'est participer à un désordre. La géométrie arabe nous donne l'exemple d'une discipline qui est le résultat d'un rassemblement. Se montrer, c'est toujours s'éparpiller. A chaque instant, un visage est un tout, les années n'y changent pas grand-chose. La photographie ne fait qu'enregistrer ce qui est, même lorsqu'il est grand, le cinéma part d'un donné. Jamais vous ne trouverez dans le cinéma l'expérience d'un Hokusai qui dit : « J'ai soixante-dix ans et je ne sais pas encore ce qu'est un arbre ». En jouant, on répond sans doute à une sorte de nécessité, mais, si l'on compare cet art au geste du peintre, on voit aisément que la rigueur se situe du côté de la peinture. Si l'on sait voir, comment ne pas entrer dans la poursuite d'une trace immobile ?

HISTOIRE

# Les communards contre les Canaques

En 1878, les Canaques de la Nouvelle-Calédonie se soulèvent contre la présence française. Loin de soutenir leur cause, les anciens communards, qui avaient été déportés dans l'île, se joignent à l'armée pour les écraser. Une seule exception : Louise Michel...

JEAN BRUHAT

EN 1878 éclate une insurrection canaque en Nouvelle-Calédonie, à Révolte totale, irréversible, de la population, néo-calédonienne contre la société qui se trouvait en rapport de dominance avec elle et voulait lui imposer « certaines formes de civilisation ». Ainsi s'exprime Roselène Dousset-Leonhardt, à qui on doit de si pertinentes études sur l'histoire de ces populations (1). Certes, il y avait déjà eu de nombreuses rébellions en pays canaque. Mais aucune n'a eu la gravité de celle de 1878 qui a mis en péril la « présence » française. Face à des hommes armés de frondes et de sagues, on a dû envoyer des navires de guerre et cinq mille soldats munis de chassepots et d'un obusier de montagne. Et il a fallu utiliser ou susciter les rivalités entre tribus et clans. S'agissant des causes, on peut négliger les accusations portées à l'encontre des pères maristes par quelques communards qu'obsède leur anticolonialisme, comme Jean Allemane. Certes les pères ont protesté contre la violence de la répression à l'encontre des Canaques. « Le doigt de Dieu », écrit le Père Leconteur, s'est montré d'une manière évidente dans cette effrayante insurrection, et bientôt l'on reconnaît parmi les causes de cette révolte des sauvages les excès commis par les Blancs. De ce comportement et de ces jugements on ne saurait conclure à la responsabilité des pères maristes dans les événements de 1878. La haine des pères maristes pour les communards qui « outragent Dieu de toute manière » n'a d'égale que celle des communards pour les maristes qu'ils accusent de complicité avec les Canaques.

Les causes de la révolte sont communes. Elles résident dans la façon dont les Canaques ont été traités : dévastation des plantations, renouement dans les vallées ingrates de l'intérieur, invasion du bétail des colons dans les cultures, réquisitions abusives de la main-d'œuvre (mal payée ou pas payée du tout), enlèvement des femmes, destruction des cimetières auxquels les populations étaient religieusement attachées, envols à Paris d'objets trouvés dans les tombes : haches en serpentine, fétiches, bols sculptés...

## Atai

Chassé de Foa, sur la rive occidentale de l'île, le chef des insurgés, Atai, n'a jamais accepté l'occupation par les Français. Une anecdote rapporte que, face au gouverneur Oiry, il se présente un jour « ayant à la main deux sacs dont l'un était rempli de terre et l'autre de cailloux (...), il dit au gouverneur, en visant successivement les deux sacs : « Voilà ce que nous avions et voilà ce que tu nous as laissé. » Toujours à ses côtés, le kanaka (barde) Andia Atai est tué par trahison, et sa tête est envoyée à Paris. Comme quoi les collectionneurs de têtes ne sont pas exclusivement du côté où on croit les trouver. Le souvenir d'Atai a pris les proportions d'un mythe, qui est toujours vivant. Il retrouve aujourd'hui comme un regain avec le renouveau canaque.

Me rendant en 1977 en Nouvelle-Calédonie pour y rechercher les traces des communards, je les ai naturellement trouvés, mais j'ai eu la surprise de constater qu'il y avait, toujours présente, une autre histoire : celle de la révolte canaque. J'étais

parti en pays canaque pour faire à Pointe-à-Pic, à 300 kilomètres au nord de Nouméa, une causerie sur la déportation des communards. Il m'a surtout été demandé ce qui s'était passé pendant la révolte des Canaques. Comme quoi, par sympathie pour les communards, je ne m'étais pas moi-même arraché à la gangue d'un certain eurocentrisme.

En effet, tandis que s'insurgeaient les Canaques, il y avait plus de quatre mille (2) communards déportés sur ces terres calédoniennes. Quel a été leur comportement ?

Deux remarques préalables. Il faut d'abord objectivement remarquer que des communards ont été eux aussi victimes de l'insurrection canaque et que, dans une certaine mesure (combien tragique !), il s'est agi d'un affrontement entre Noirs et Blancs. D'autre part (attention au pèché d'anachronisme !), les communards sont, certes, pour la plupart des ouvriers, des « socialistes » au sens le plus large du mot. Mais nous sommes dans un temps où, compte tenu naturellement d'un certain nombre d'exceptions, les gens de « gauche » ne violent, en général, dans le fait colonial qu'un ensemble de bienfaits apportés à des « primitifs » au nom d'une civilisation « supérieure ».

Certes, des communards comme Charles Amouroux, membre de l'Internationale et élu à la Commune, et Henri Place, ex-commandant d'un bataillon sous la Commune, reconnaissent que « les Kanakas sont des hommes, qu'ils ont des mœurs qui leur sont propres et pour lesquelles ils sont prêts à résister jusqu'à la dernière extrémité, qu'ils ont des droits acquis et qu'ils sont les premiers occupants ». Ils font avec audace une comparaison avec un événement qui leur tient aux tripes : la Commune de Paris et le mouvement : « Thiers et Mahon empiétant sur les ruines et de cadavres les rues de Paris ont pu usurper la puissance suprême, ils n'ont pas réussi à supprimer les revendications du peuple... Il en est de même en Nouvelle-Calédonie. » Mais nos anciens communards s'empres- sent d'ajouter que « la race des Kanakas est scientifiquement inférieure à la race blanche et même à beaucoup de races noires » (3). A des lors, au nom de trente et un condamnés, « le forçat Amouroux, ex-membre de la Commune, sollicite l'honneur de marcher à l'encontre de la protection des Blancs ». Simon Mayer, qui fut major-commandant de la place Vendôme sous la Commune, est plus nuancé. S'il ne veut pas « défendre des gens qui, à bout d'arguments, font usage de leurs casse-tête contre les soldats français », il dénonce la façon dont les Canaques ont été traités. « Le gouvernement leur a pris leurs terres, puis les a pris eux-mêmes en leur donnant en échange de leur liberté qu'une poignée de riz par jour. » Il révèle que « la traite des Canaques existe. Moyennant une somme de

200 francs, un colon peut posséder un Canaque à condition de le nourrir. » Mais il n'en reste pas moins que, pour Simon Mayer, il faut combattre les insurgés. « Nous pensâmes, conclut-il, que, en face de l'insurrection canaque, il était de notre devoir de ne pas nous endormir dans un lâche sommeil et de défendre le gouvernement français (4) ».

Des communards forment des corps francs pour combattre aux côtés des troupes régulières. Parmi les responsables de ces groupes, on découvre Charles Amouroux et Edouard Malherbe, qui avait été lieutenant dans l'artillerie communarde. Quant à Allemane, il est, en tant que condamné aux travaux forcés, enfermé dans l'île Nou. On ne saurait affirmer qu'il est favorable aux Canaques. Toutefois, il observe que « si de nombreux Noirs ont narré l'histoire de cette insurrection, bien peu en ont indiqué les véritables causes, parce qu'elles sont loin de faire honneur aux divers éléments dits colonisateurs et auxquels une autre épithète conviendrait mieux (5) ». Les déportés participent des périodes, comme l'Album de l'île des Pins et le Parisien (6). On ne perçoit à lire aucun témoignage de sympathie ou même de compréhension envers les Mélanésiens. Vingt-quatre déportés ont obtenu une remise pleine et entière de leur peine « en raison des services rendus pendant l'insurrection canaque ». Ce sont pour la plupart des ouvriers. Toutefois, sauf l'un qui a été lieutenant de francs-tireurs, aucun d'entre eux ne semble avoir joué un rôle important lors des événements de Paris.

## « La bonne Louise »

Tout d'ailleurs a été mis en œuvre pour opposer les déportés et les Canaques. C'est ainsi qu'une police supplétive avait été constituée pour rechercher les communards évadés : elle était composée de Canaques !

Il y a une exception à ce comportement anti-Canaques. Et quelle exception ! C'est celle de Louise Michel. Pour sa participation à la Commune, elle a été condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée. Le 10 décembre 1873, elle arrive en Nouvelle-Calédonie. A peine débarquée, elle est saisie par la beauté et la variété de la flore. Curieuse de tout, elle s'intéresse d'abord au paysage. A l'aide de ses Mémoires, j'ai en vain, plus d'un siècle plus tard, recherché dans la base toujours dite des Dances ce qui dans cette flore avait pu enthousiasmer « la bonne Louise ». Tout a bien changé. Une colline à l'herbe rare. Un petit port pour le débarquement des marchandises. Quelques docks. Il faut faire un gros effort d'imagination pour retrouver l'emplacement de la case de Louise et de celles de ses compagnes.

Louise Michel est séduite par les autochtones, que, dans leur majorité, les communards mé-

prisent ou ignorent. « Je suis, dit-elle, avec eux comme j'étais avec le peuple de Paris, révolté, écrasé et vaincu. » Parmi les déportés, ajoute-t-elle, les uns prenaient parti pour les Canaques, les autres contre. Pour ma part, j'étais absolument pour eux. Il en résultait entre nous de telles discussions qu'un jour, à la date de l'Ouest, tout le poste descendit pour se rendre compte de ce qui arrivait. Nous n'étions que deux criant comme brutes, » Elle évoque une visite. « Pendant l'insurrection canaque, par une nuit de tempête, fendant les ténèbres, je me levai et me dirigeai vers la porte de mon compartiment de la case. Qui est là ? demandai-je. Tâta, répondit-on. Je reconnus la voix de nos Canaques apporteurs de vires (l'eau signifiant ami). C'était eux en effet. Ils venaient me dire adieu avant de s'en aller à la nage par la tempête rejoindre les leurs « pour battre méchants Blancs », disaient-ils. » Alors Louise va chercher son écharpe rouge de la Commune qu'elle avait conservée en dépit des difficultés qu'on devine. Elle la partage en deux et en donne la moitié aux représentants des révoltés canaques.

Encore que leurs motivations fussent bien différentes, ces Canaques étaient, pour Louise, les frères de combat de la butte Montmartre. Elle est indignée par l'attitude de ses compagnes de déportation. « Comment, leur dit-elle, vous n'êtes pas avec eux (les Canaques), vous les victimes de la réaction, vous qui souffrez de l'oppression et de l'injustice ! Est-ce que ce ne sont point nos frères ? Eux aussi luttent pour leur indépendance, pour leur vie, pour leur liberté, comme j'étais avec le peuple de Paris, révolté, écrasé, vaincu. » L'aide aux Canaques ne revêt pas, pour Louise Michel, un caractère uniquement symbolique. Elle leur enseigne à couper les fils télégraphiques pour interrompre ainsi toutes les communications. Elle adresse à Paris des journaux qui révèlent la brutalité de la répression. Elle écrit un recueil de vers (Les Océanennes, sans doute) qu'elle voudrait publier au profit des victimes.

Ainsi donc Louise Michel passe pour être « plus Canaque que les Canaques eux-mêmes ». Elle s'est liée d'amitié avec Daoum, « Canaque de génie ». Celui-ci, travaillant à la cantine des déportés, avait appris à lire et à écrire. Aussi peut-il lui écrire. Louise aux chants et aux légendes canaques. Car, le soir, couchés sous les vociférations, autour de leurs cases et à plat ventre sur l'herbe, les Canaques se complaisaient dans d'interminables récits. C'est ainsi qu'en 1885 Louise Michel pourra publier Légendes et chants de geste canaques avec dessins et vocabulaire. Certains de ces chants évoquent l'arrivée des Blancs : « Nous les avons reçus en frères. Ils ont coupé les grandes arbres pour attacher les ailes de leurs pirogues, cela ne nous faisait rien. Mais les Blancs se sont mis à prendre la bonne terre qui produit sans la semer... Les Blancs nous promettaient le ciel et la terre, mais ils n'ont rien donné, rien que la tristesse. »

Tandis qu'elle conseille à son compagnon de déportation Henry Bailler de donner un concert de musique canaque, Louise visite

un campement de Canaques et tente de leur présenter la Commune de Paris, en expliquant que c'était, au fond, et tout simplement, la lutte entre les bons et les méchants, et qu'il fallait faire une distinction entre les forçats de droit commun et les condamnés politiques.

En 1879, Louise Michel est autorisée à s'installer à Nouméa. Elle y reprend son métier d'institutrice et consacre une grande partie de son temps à l'enseignement des Canaques. Quand, enfin amnistie, elle prend le bateau qui va la conduire à Sydney, le quel est couvert de Canaques en larmes, car elle leur avait promis de fonder des écoles dans les tribus. « Je reviendrai », promet-elle.

## « Mes amis noirs »

De retour en France, elle aura d'autres préoccupations. Cependant, elle participera à toutes les campagnes anticolonialistes. Dans ses Mémoires, elle songe à ses amis canaques : « Ce sont mes amis noirs surtout que je regrette... Eh bien, oui, je les aimais, et, ma foi, ceux qui m'accusaient, au temps de la révolte, de leur souhaiter la conquête de leur liberté avaient raison. La conquête de leur liberté ! Est-ce que c'était possible avant qu'ils aient donné de telles preuves d'intelligence et de courage ? Qu'on en finisse avec la supériorité qui ne se manifeste que par la destruction ! »

Il apparaît ainsi que placés devant un problème qui ne leur était pas familier : relations entre Blancs et Noirs, entre « civilisés » et « sauvages », les communards ont adopté des attitudes contradictoires. Mais il faut bien reconnaître que, dans l'ensemble, la solidarité entre Blancs l'a emporté chez eux sur la solidarité avec un type d'opprimés qui leur semblaient totalement différents de ceux pour lesquels ils avaient naguère combattu sur les barricades. Bien rares, semble-t-il, sont ceux qui ont eu le comportement d'une Louise Michel, en avance sur son temps.

(1) Voir en particulier Colonisme et contradictions. Etude sur les causes socio-historiques de l'insurrection de 1878 en Nouvelle-Calédonie. (Paris-La Haye, 1978) et aussi Terre natale. Terre d'exil, Paris, 1978.

(2) Au total, quatre mille deux cent cinquante-sept communards ont vécu dans les bagnes néo-calédoniens. Toutefois, trois mille vingt et un étaient en déportation simple dans l'île des Pins, où l'administration avait procédé à une partition de l'île : à l'ouest les communards, à l'est la population mélanésienne des Kanakas. Peu de conflits entre les deux groupes. Donc notre étude ne concerne que « la Grande Terre », « le caillou » comme on disait.

(3) Charles Amouroux et Henri Place, l'administration et les Maristes en Nouvelle-Calédonie. L'insurrection des Kanakas en 1878-1879, Paris, 1981.

(4) Simon Mayer, Souvenirs d'un déporté, Paris, 1880.

(5) Jean Allemane, Mémoires d'un communard, des barricades au bagne, Paris, s.d. La partie de cet ouvrage qui concerne la Nouvelle-Calédonie a été rééditée à Nouméa en 1977 à l'occasion d'une exposition sur le centenaire de la déportation en Nouvelle-Calédonie.

(6) L'Album de l'île des Pins se trouve au Musée historique de la mairie de Saint-Denis et à Paris dans la collection Bouge (B.M. : J.O. 3083).

# L'EVENEMENT SCIENTIFIQUE DU MOIS

Chaque mois, l'événement scientifique est dans Science et Vie.

Chaque mois, Science et Vie vous offre plus de vingt articles documentés, chiffrés et illustrés sur tous les domaines de l'actualité scientifique.

Espace : Ariane a-t-elle été sabotée ? Science et Vie a envoyé un de ses journalistes à Kourou et passe en revue les hypothèses de l'échec d'Ariane.

Sommeil : une question de température. Saviez-vous que la durée et la qualité de votre sommeil dépendent de vos cycles thermiques ? Science et Vie vous l'explique.

Energie : du Carburol au carburateur. Le mélange essence/alcool a-t-il un effet négatif sur les carburateurs ?

Science et Vie vous permet de savoir si le plan Carburol est un plan ambitieux ou une simple utopie électorale.

Elections : on ne vote pas pour son candidat préféré. Le système électoral peut avantager ou désavantager un candidat. Science et Vie analyse ce paradoxe en faisant appel à la théorie des jeux.

Découvrez aussi dans ce nouveau numéro l'ordinateur à décoder les photos floues, l'étrange maladie du singe vert, la batterie des années 1990, etc.

Découvrez dans Science et Vie la science d'aujourd'hui et le monde de demain.

9 F chez votre marchand de journaux.

SCIENCE & VIE

PREMIER MAGAZINE EUROPEEN D'INFORMATION SCIENTIFIQUE.



EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le Monde  
BILAN  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL  
1980



LA RECHUTE

22F





